

VINCENT HELD

ASSERVISSEMENT

De la déshumanisation sociétale
à l'esclavage numérique

PRÉFACE DE SLOBODAN DESPOT

POSTFACE DE NICOLAS BONNAL

Avec un texte du Prof. Philippe Laurent
sur « la Grande Réinitialisation monétaire »



Quand la déshumanisation devient un projet de société

Entre dystopies technologiques, manipulations médiatico-politiques et « Grande réinitialisation » économique, les populations occidentales, plus désorientées et fragilisées que jamais, ont bien des raisons de se demander à quelle sauce elles vont être mangées. Effondrement financier et monétaire, omnisurveillance numérique, ingénierie sociale et autres projets de rééducation idéologique seront bien sûr au menu de cet ouvrage !

Mais au-delà de ces thématiques d'actualité, ce livre vous propose encore de remonter à la source d'un certain nombre d'idées sociétales à la mode, dont vous découvrirez des aspects aussi stupéfiants que méconnus. Préparez-vous à une exploration sans tabou de la face obscure de l'Occident contemporain...

« Qu'il s'agisse de finances, de réseaux, de santé publique, d'informatique, de surveillance, l'apparente sophistication des processus et de leurs paramètres recouvre une passion vieille comme le monde, aussi nue aujourd'hui qu'au temps des pharaons : le besoin de tout contrôler, tout dominer dans une parodie grotesque de la toute-puissance divine. »

(Préface de Slobodan Despot)

VINCENT HELD a étudié l'économie politique et la finance aux Universités de Lausanne, St-Gall et Bocconi. Diplômé en économie et finance de HEC Lausanne, il travaille depuis 2008 dans le domaine du conseil en Ressources Humaines. Il est le cofondateur du site HR4free.com et l'auteur du *Crépuscule de la Banque nationale suisse* (2017, Éd. Xénia), ainsi que d'*Après la Crise* et d'*une Civilisation en Crise*, parus respectivement en 2018 et 2019 aux Éditions Réorganisation du Monde.



www.reorganisationdumonde.com

ISBN 978-2-9701262-4-9



ASSERVISSEMENT



VINCENT HELD

ASSERVISSEMENT

**De la
déshumanisation
sociétale à
l'esclavage
numérique**

Préface de Slobodan Despot

Postface de Nicolas Bonnal

Avec un texte du Prof. Philippe Laurent
sur « la Grande Réinitialisation monétaire »

ISBN : 978-2-9701262-4-9

Copyright ©2021 by Vincent Held

www.reorganisationdumonde.com

Design graphique et mise en page > Damien Baslé - Studio Septem

Sommaire

Note de l'éditeur	9
Préface	13
Vers une « Grande Réinitialisation » de l'humain ?	15
PARTIE I : La face obscure de l'Occident contemporain	27
Sigmund Freud et la propagande fasciste : une introduction décapante à la psychologie sociale	31
<i>Covid-19 : la « psychologie des foules » dans la pratique</i>	32
<i>Propaganda : Freud et Goebbels à l'école d'Edward Bernays ?</i>	37
Wilfried Trotter, l'apôtre de la « dégénérescence » des masses occidentales	39
La pédophilie décomplexée : un héritage freudien ?	47
ONU / OMS : une « éducation sexuelle » révolutionnaire pour transformer l'humain !	49
Quand les abus sexuels entre enfants deviennent « inévitables »	67
<i>Castration pour tous : la Suisse se met à la mode des « enfants transgenres »</i>	75
LGBT et pédophilie : une rétrospective historique	79
Mêler « lutte contre le sexisme » et promotion de la pédophilie ? Et pourquoi pas !	97

PARTIE II : Petites dystopies ordinaires de l'ère numérique 103

Le contrôle de la mobilité urbaine comme enjeu financier
majeur 107

Surveillance de masse : la Suisse n'a pas attendu l'épidémie pour
« tracer » sa population ! 117

*5G et surveillance numérique : « vous n'aurez
nulle part où vous cacher » 124*

Big Data : de la surveillance numérique à la rééducation
bienveillante 131

*Et si votre employeur prenait en charge votre
santé mentale ? 134*

**PARTIE III : La monnaie comme instrument
de la technoservitude 137**

Et Facebook voulut créer une « monnaie hégémonique »
globale ! 141

La Chine, leader de la Grande Réinitialisation
monétaire – par le Prof. Philippe Laurent 147

L'avenir trouble de la zone euro 150

Postface 153

Note de l'éditeur

La remise en question des fondements mêmes de notre humanité et de notre identité que nous pouvons tous constater aujourd'hui – et qui prend une dimension particulièrement spectaculaire lorsque certains scientifiques ou hommes d'affaires se proposent de modifier notre génome, s'inscrit dans un processus historique qui ne date pas d'hier.

L'affaiblissement de l'autorité de l'État face aux tenants de la globalisation empêche celui-ci de faire barrière à la mise en danger de l'intégrité corporelle, psychique et spirituelle des individus et plus particulièrement celle des enfants. Une problématique aujourd'hui démultipliée du fait de l'ampleur prise par les nouveaux moyens de communication et de surveillance, eux-mêmes étroitement liés

L'idée de ce livre est née de la volonté de mettre en perspective et de faire connaître à un plus grand nombre de lecteurs le contenu d'une série d'articles portant sur des sujets dits « sociétaux », qui avaient connu un très grand succès sur le Net. C'est évidemment sous forme retravaillée et harmonisée que nous vous les présentons ici, complétés de sujets plus économiques et en lien avec la thématique actuelle du « Grand Reset ».

Bonne lecture à toutes et à tous !

« Beaucoup d'entre nous se demandent quand les choses reviendront à la normale. La réponse courte est : jamais. Le monde que nous connaissons dans les premiers mois de 2020 n'est plus. »

(Klaus Schwab in 'Covid-19: The Great Reset', juillet 2020)

Préface

Nous vivons une époque fabuleuse. Fabuleuse, au sens littéral : tenant de la fable. Effondrements, secousses et révolutions s'enchaînent à une vitesse que notre esprit n'arrive plus à absorber. Ouvrir les sites de nouvelles et de commentaires ou simplement Twitter s'apparente à un électrochoc. On tombe en tétanie. Comme si trois ou quatre illusionnistes à la fois accaparaient notre attention pendant que des comparses nous vident les poches, ou pire.

C'est pourquoi l'exercice le plus difficile, aujourd'hui, consiste à trier ces agressions cognitives, à séparer la matière vive de la vapeur toxique, et à ordonner ce qu'il en reste pour en tirer le sens. C'est à cette étape que vous guette – pour peu que vous ne gardiez pas vos observations par-devers vous – l'étiquette imparable de « complotiste ». Le complotisme consistant, en temps de psychose collective, à persister dans la quête du « pourquoi » derrière les miroitements hypnotiques du « comment ».

Du point de vue de l'information, de *l'intelligence* des choses, la fable qui me vient à l'esprit est celle de la *Lettre volée* d'Edgar Allan Poe. Vous fouillez le tiroir le plus profond, décrochez le dernier rideau, soulevez le moindre tapis – alors que l'objet de votre quête était nonchalamment posé sur le manteau de la cheminée.

Vincent Held est un chercheur de vérité dont l'ingénuité n'est qu'apparente. Il ne fait pas de conjectures, ne nomme pas de « forces

cachées » derrière les événements : il se limite à *ouvrir les yeux* sur le spectacle qui se déroule en pleine lumière et à rendre compte de ce qu'il voit. Encore faut-il avoir le sang-froid et l'acuité visuelle nécessaires pour isoler dans le bruit ambiant les jalons essentiels de la compréhension. Qu'il s'agisse de finances, de réseaux, de santé publique, d'informatique, de surveillance, l'apparente sophistication des processus et de leurs paramètres recouvre une passion vieille comme le monde, aussi nue aujourd'hui qu'au temps des pharaons : le besoin de tout contrôler, tout dominer dans une parodie grotesque de la toute-puissance divine.

Le coup d'État technologique global auquel nous assistons en temps réel ne date pas d'hier, on peut dire qu'il est consubstantiel au développement de la société industrielle, et qu'en nous détournant des humanités et de l'humain au profit du calibrage, de la rationalisation et de la cybernétique, nous avons invoqué avec ferveur et sottise les spectres qui aujourd'hui nous terrifient. Car nous avons oublié que le culte scientiste impliquait aussi la désactivation de cet ensemble de valeurs et de vertus qui, au fil du temps, avaient contenu la tentation de la bestialité qu'implique toujours un pouvoir illimité.

Le regard de Vincent est aigu et serein. Il n'extrapole pas, il montre et il décrit ce que beaucoup d'enquêteurs professionnels – universitaires, médiatiques, institutionnels – n'osent plus même regarder. Une telle démarche, aujourd'hui, n'implique pas seulement de la connaissance et de la méthode, mais encore une véritable force d'âme.

Slobodan Despot
Ecrivain, traducteur, éditeur et fondateur
de L'Antipresse (www.antipresse.net)

Vers une « Grande Réinitialisation » de l'humain ?

« Par bonheur l'humanité, par simple instinct de conservation, sait se retenir à deux doigts de sa perte. »

(A. Soljénitsyne)

Il convient de rendre à César ce qui est à César. Et de constater que le terme « *Big Reset* », qui mutera par la suite en « *Great Reset* », a été inventé par l'économiste néerlandais Willem Middelkoop. C'était en fait le titre de son cinquième ouvrage, paru en janvier 2014, et qui annonçait l'arrivée prochaine d'une crise financière majeure. Le « *Big Reset* » renvoyait ainsi à l'idée d'un *krach* historique dont les épargnants, en particulier, sortiraient lessivés.

Or, voilà que quelques jours à peine après la parution de cet opuscule, Christine Lagarde, alors présidente du FMI, s'emparait de l'expression et martelait au cours du Forum de Davos : « nous avons besoin d'un Grand Reset ! » Une déclaration d'autant plus mémorable que cette femme politique aux dehors plutôt austères venait justement de se livrer à un étrange exercice de communication...

Au cours d'une conférence de presse qui s'était tenue le 15 janvier 2014 à Washington, Christine Lagarde avait en effet attiré l'attention de son auditoire sur l'importance du « chiffre sept »... en « numérologie » ! Enchaînant les exemples de dates symboliques liées au chiffre sept (« *the magic seven* »), Madame Lagarde allait ainsi constater que « sept misérables années » s'étaient écoulées depuis la désastreuse crise des *subprimes*. Et de formuler le vœu que l'économie mondiale connaisse dès lors « sept bonnes années »... jusqu'en 2021, donc.

C'est toutefois grâce au Forum de Davos, qui en a fait son grand thème de l'année 2020, que le terme de « Grand Reset » (ou « Grande Réinitialisation ») s'est popularisé au cours des derniers mois. Avec cette annonce décapante formulée par l'irremplaçable Klaus Schwab le 3 juin dernier, en présence de la nouvelle présidente du FMI (K. Georgieva) : « la pandémie représente **une rare et étroite fenêtre d'opportunité** pour réfléchir, réimaginer – et réinitialiser (*reset*) notre monde ».

En ce début d'année 2021, il se pourrait ainsi que la question soit moins de savoir *si* nous allons bientôt connaître une « Grande Réinitialisation », que de tenter de deviner *laquelle*.

Le cauchemar techno-progressiste du Prof. Schwab

Synthèse « entre capitalisme et marxisme », pour une nouvelle société de consommation (et de divertissement) sans possession (« Vous ne posséderez rien et vous serez heureux ! »¹). « Fusion de nos identités physique, numérique et biologique ». Connexions cerveau-machine pour « s'immiscer dans l'espace jusque-là privé de notre esprit, en lisant nos pensées et *en influençant notre comportement* »². Évaluation en continu de notre « santé mentale » et vérification de notre « conformation aux traitements » prescrits grâce au *Big Data*. Surveillance de nos modes d'alimentation et de notre « manière d'interagir avec les autres ». « Transhumanisme », « augmentation cognitive » par des « mi-

¹ Vidéo du World Economic Forum publiée sur Facebook et Twitter le 09/12/2016 (« 8 predictions for the world in 2030 – You'll own nothing and you'll be happy »).

² *Shaping the Future of the Fourth Industrial Revolution: A guide to building a better world*, Klaus Schwab, novembre 2018 (italique ajouté)

croprocesseurs » et autres « piratages génétiques » (*genetic hacks*). Etc., etc.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les prédictions aujourd'hui avancées par le World Economic Forum – et son dirigeant historique, Klaus Schwab – ont de quoi faire passer le *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley pour une utopie sociale presque bénigne... Et ringardiser définitivement la société de contrôle de 1984 comme un projet totalitaire au rabais, basé sur des techniques de surveillance et de conditionnement social largement obsolètes.

Pourtant, à y regarder de plus près, il est loin d'être certain que le Prof. Schwab adhère lui-même à la vision quelque peu cauchemardesque de notre avenir proche qu'il se plaît tant à nous décrire.

Bien que son organisation soit incontestablement traversée par des courants idéologiques – et des intérêts commerciaux – divers et variés, il suffit de jeter un coup d'œil à son dernier ouvrage (*Covid-19 : la Grande Réinitialisation*) pour se convaincre du fait que le président du Forum ne s'inscrit nullement dans le projet de techno-société dystopique aujourd'hui proposé par les *Big Tech*. Il y prend même par moments des allures de lanceur d'alerte – en particulier face aux excès des « mesures sanitaires » et au risque que certaines entreprises ne mettent la situation à profit pour « accélérer l'automatisation » du travail. Sans parler des moyens de surveillance numérique déployés à la faveur de la panique covidienne, d'autant moins justifiés que le covid-19 serait « l'une des pandémies les moins mortelles des 2000 dernières années » !

Pourquoi d'ailleurs agiter l'épouvantail du « marxisme » pour qualifier le nouveau régime socioéconomique qui nous pend au nez, alors qu'il vaudrait de toute évidence mieux mettre en avant des valeurs positives ? Telle que la nécessité de créer une véritable *société de partage*, écologique et inclusive...

ÉCONOMIE « VERTE » ET « INCLUSIVE » : POURQUOI KLAUS SCHWAB PARLE-T-IL DE « MARXISME » ?

Scénario de base : mise à profit de la crise pour opérer une refonte du système financier, avec orientation contrainte du crédit bancaire par les banques centrales vers les secteurs réputés « verts » : voiture et fret électrique, « smart cities », viande synthétique et autres « protéines alternatives », etc. Avec une multiplication des taxes « écologiques » à la clé.³ Ce à quoi pourraient encore s'ajouter des discriminations positives systématiques en faveur des « minorités » habituelles.⁴ Sans oublier la possibilité d'introduire – alternativement ou en complément – une forme de « crédit social » à la chinoise, où l'accès aux prestations les plus diverses (crédit, logement, emploi...) dépendrait de « données non financières » collectées sur nous via le web.⁵

En option : Mise en place d'une économie dirigée avec des transferts financiers généralisés en fonction des « émissions de CO2 », de la « qualité » de l'eau, de l'air, etc. (les relevés atmosphériques et autres étant réalisés grâce à des « senseurs » connectés à la 5G, comme le prévoit par exemple la Commission de l'UE dans son « Pacte vert pour l'Europe »⁶). Autre projet de l'UE : la mise en place « d'une surveillance et [d'une] optimisation de l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles », soit un contrôle en continu de notre consommation d'électricité et d'eau (avec adaptation des prix en temps réel), grâce à des « compteurs connectés » (Linky, etc.).⁷

³ Par exemple : **taxe de passage** pour les véhicules non électriques entrant en ville, à l'image de ce qui se fait déjà à Londres depuis l'année dernière. Et donc ponctions à répétition pour les pendulaires du périurbain, corps de métier, etc. ne disposant pas d'alternative viable. Les « **radars lecteurs de plaques** » qui sont d'ores et déjà installés en France aux abords des « zones à faibles émissions » (tout comme en Suisse, d'ailleurs) sont là précisément pour cela.

⁴ De fait, c'est là un des piliers essentiels des fameux « objectifs de développement durable » de l'ONU (objectif n°5 – « égalité de genre »), qui servent aujourd'hui de base aux « **politiques ESG** » (responsabilité environnementale, sociale et gouvernance) si prisées par les banques, multinationales, etc.

⁵ Cf. par ex. « What is Really New in Fintech », Fonds monétaire international (via *IMF.org*), 17/12/2020. Nous reviendrons sur ces questions en troisième partie de cet ouvrage.

⁶ Cf. par ex. « Communication de la commission au parlement européen, au conseil européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions – Le Pacte vert pour l'Europe », Commission européenne (via *Eur-Lex.europa.eu*), 11/12/2019

⁷ Ibid.

A l'extrême : automatisation de millions d'emplois grâce à l'intelligence artificielle (le « Plan de relance pour l'Europe » insiste lui-même sur la nécessité de financer la « digitalisation » de l'économie, notamment à travers le prélèvement de taxes « écologiques »). Introduction d'une forme de revenu universel, très large nationalisation du parc immobilier et « service citoyen » obligatoire pour tous (une proposition parfois présentée telle quelle dans les médias suisses). Avec en bonus une répression fiscale intense pour financer l'utopie.

Mais au-delà de ces questions économiques, pourquoi encore alerter le public sur les potentialités insoupçonnées des « montres connectées », capables de surveiller « en continu » les sentiments et l'état mental de leurs porteurs ? Car de telles révélations ne peuvent que compliquer la tâche aux diverses sociétés technologiques, assurances et autres start-ups qui, à l'heure actuelle, tentent de normaliser (et généraliser) ces collectes de données pour le moins intrusives...⁸

Autre mystère : pourquoi tant s'intéresser à « l'inclusion [économique et sociale] des jeunes », voire des pauvres ? La doctrine commune de l'ONU, de la Commission de l'UE ou encore des GAFAM n'exige-t-elle pas en effet que la « société inclusive » privilégie avant tout les femmes, les LGBT et autres « minorités » ethniques et religieuses ? Avec notamment un accès prioritaire à l'emploi, au crédit, au logement, à la santé, à la justice... Comment alors expliquer la timidité du Prof. Schwab lorsqu'il s'agit de chanter les louanges de la sacro-sainte « diversité », qui doit légitimer la généralisation des discriminations positives les plus variées ?

L'explication la plus évidente à ce stade est sans doute la suivante : les élites occidentales ne sont pas unanimes quant à la manière dont elles souhaitent voir nos sociétés évoluer au cours des prochaines décennies. Il semblerait donc bien que face à l'hybris des Dr. Folamour de la Tech, certaines élites mondialisées peu suspectes de sentimentalisme national ou traditionnel se soient subitement découvertes des penchants réactionnaires !

⁸ cf. « Big Data : de la surveillance numérique à la rééducation bienveillante », pp. 131 ss.

D’où sans doute les premiers signaux d’une tentative de déglobalisation financière que l’on observe depuis quelques années déjà. Et qui se traduit notamment par une attitude de plus en plus coulante du FMI vis-à-vis des politiques de « **contrôle des capitaux** »⁹. Ou encore par les préparatifs très concrets de certains pays européens (dont l’Italie et l’Allemagne !) en vue d’une « scission de l’euro »...

Malgré ces signaux encourageants, nous hériterons toutefois quoiqu’il arrive de « l’ancien monde » un système de valeurs difficilement compatible avec le maintien d’une démographie viable. Surtout à l’heure où l’arrivée progressive de dizaines de millions de « baby boomers » à l’âge de la retraite promet d’augmenter considérablement le fardeau économique que représente leur entretien pour les populations actives...

Le suicide démographique par le progrès social

Sans que personne n’ait semblé le remarquer, le mouvement #metoo fut un grand rendez-vous historique manqué. Le moment où notre civilisation aurait dû définitivement basculer dans une autodestruction démographique à marche forcée. Une opportunité unique d’aller au bout de la logique enclenchée au début des années 1990 avec l’invention – et l’adoption rapide à travers tout le monde occidental – du sacro-saint délit de harcèlement sexuel.

« *Ici, en France, on a maintenant une loi qui va permettre de punir la séduction sous ses habits neufs de harcèlement* », avait alors constaté le clairvoyant Philippe Muray. Une nouvelle police des mœurs qui allait rapidement s’avérer être destinée, tout particulièrement, aux hommes hétérosexuels, comme la chose était d’ailleurs à prévoir. Car cette innovation juridique authentiquement révolutionnaire n’est pas sortie de nulle part !

Ce concept renversant du « harcèlement sexuel » marque en effet le début de ce que le célèbre géopolitologue Zbigniew Brzezinski qualifiait dans les années 1970 déjà « d’égalité sexuelle complète » (et que

⁹ cf. par ex. « Multilateral Aspects of Managing the Capital Account », International Monetary Fund (*via imf.org*), 07/09/2012. En Europe, on notera le cas de Chypre, qui a mis en place un système de contrôle des capitaux entre 2013 et 2015. Ceci sous le regard bienveillant du FMI et **en infraction au principe de « libre-circulation des capitaux »**, pourtant entériné par le Traité de Maastricht !

l'ONU appelle dans son charmant jargon technocratique « l'égalité de genre »). Cet ultime degré de l'émancipation féminine dont le prophétique C.S. Lewis avait pressenti, dès 1956, qu'il pourrait devenir un enjeu idéologique de premier plan dans les sociétés occidentales (*Un visage pour l'éternité*). Le même C.S. Lewis qui avait anticipé la thèse beauvoirienne de l'émancipation féminine par la carrière... quatre bonnes années avant la publication du *Deuxième sexe* ! (Et cauchemardé la submersion de l'Angleterre par une immigration sélectionnée à l'envers – et instrumentalisée à des fins peu reluisantes : *Cette hideuse puissance*, 1945).

Mais C.S. Lewis n'est pas le seul Anglais à avoir fait des rêves prémonitoires à cette époque... Après tout, son contemporain Aldous Huxley n'avait-il pas annoncé le programme complet de la « libération sexuelle » soixante-huitarde (et jusqu'à la normalisation de la pédophilie), dès les années 1930 ?



Ses justifications « scientifiques » de la pédophilie (viol compris) n'auront pas empêché le « père de la sexologie » Alfred Kinsey de faire la Une du Time en août 1953.

Or, le monde (soixante-huitard) d'Huxley était directement inspiré du programme de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle des années 1920-1930, dont la lutte contre la natalité constituait la raison d'être.

De telle sorte que les chamboulements sociétaux symbolisés en France par la présidence giscardienne (légalisation de l'avortement, remboursement de la pilule contraceptive, facilitation des divorces...) s'inscrivaient dans une politique de dénatalité délibérée qui, en réalité, avait déjà débuté sous la présidence du général de Gaulle¹⁰ (« désindexation » des allocations familiales¹¹, encouragement du travail des femmes, « loi Neuwirth »...). A telle enseigne que dès 1976, la fertilité nationale passait sous le seuil des deux enfants par femme !

Or, c'est précisément à ce moment-là que la France – comme bien d'autres pays engagés sur la même pente – mit en place le désormais célèbre *regroupement familial*. Et ce, quelque dix huit mois à peine après avoir stoppé net *l'immigration de travail* ! Un tournant historique, qui allait contribuer à comprimer encore plus la natalité autochtone, via un afflux croissant d'immigrants « de faible efficacité économique ».¹² Malgré les coûts économiques, sociaux – et démographiques – depuis longtemps bien documentés¹³ de cette « immigra-

¹⁰ La fécondité française, qui était en augmentation au début de la présidence de Charles de Gaulle, commença à décliner de plus en plus rapidement après 1963, sous les gouvernements successifs du premier ministre Pompidou. (cf. « La population en graphiques », ined.fr)

¹¹ Une étude de l'INED parue fin 1968 expliquait déjà que : « Si le pouvoir d'achat des prestations [familiales] à partir de trois enfants a été pratiquement maintenu [entre 1946 et 1968], l'importance de ces prestations dans le revenu global a fortement diminué, car entretemps ce revenu global a doublé [...] Le salaire de base servant au calcul des prestations est [...] dissocié du salaire de référence, ce qui 'désindexe' les prestations. » (cf. « Les prestations familiales », Population & Société – Bulletin mensuel d'informations démographiques, P. Longone & M.A. Nizard, novembre 2019)

¹² Ce phénomène « d'interaction entre les populations » (en clair : de substitution de la natalité autochtone par la natalité étrangère, d'autant plus vigoureuse que les flux entrants deviennent plus forts) a été mis en évidence dès 1987 (!) par le démographe français Philippe Bourcier de Carbon (INED). (cf. « Niveaux de vie et fluctuations démographiques. Contribution à l'analyse de la baisse séculaire de la fécondité et des interactions entre populations : Vers une théorie socio-économique de l'implosion démographique de l'après transition », accompagné des commentaires de Jean Bourgeois-Pichat, INED, Paris, Janvier 1987).

¹³ En France, on notera les travaux (parus dès la fin des années 1980 !) du démographe Philippe Bourcier de Carbon (INED), suivis de ceux du prix Nobel d'économie Maurice Allais (dès 1990). A partir des années 2000, on peut p. ex. citer le Prof. Jacques du Pâquier (INED), les Prof. Gérard Lafay (économiste / Paris II)

tion de remplacement » (dixit l'ONU), les flux migratoires n'en allaient pas moins se voir sacraliser par un discours médiatico-politique dit « antiraciste ». Le tout agrémenté de nouvelles dispositions pénales dissuadant la critique. (Et une fois de plus, ce fut en France que le virage idéologique fut le plus spectaculaire. L'antiracisme mitterrandien se muant en véritable *religion de l'Autre*. Une doctrine renforcée par son antagonisme surjoué avec un Front national au chauvinisme aussi caricatural qu'inopérant.)

« *Il faudra 50 millions [de personnes] étrangères pour équilibrer la population active en 2050, en Europe* »

(Paul Delevoe, haut-commissaire français aux retraites, novembre 2019)

On voit en tout cas que le phénomène d'implosion démographique dans lequel nous sommes empêtrés jusqu'au cou¹⁴ – et que Valéry Giscard d'Estaing lui-même avait anticipé *avec regrets* dès 1985¹⁵, n'est nullement le fruit du hasard.

De la même manière que le soutien massif des *Big Techs* (et de diverses organisations supranationales) à la mode médiatique du #metoo n'est pas nécessairement fortuite. Comme l'avait déjà remarqué Chesterton à propos du féminisme américain au début des années 1920 : « le risque aujourd'hui, c'est de se retrouver avec un gendarme dans la cheminée, ou même sous le lit. »

Cent ans plus tard et en dépit de toutes les mises en garde, ce risque semble s'être largement réalisé. Que l'on pense à cet article paru l'été dernier dans un média d'État belge qui nous affirmait – sans rire ! – que 86% des Bruxelloises auraient déjà subi du « harcèlement

et Jacques Bichot (économiste / Lyon III), le Prof. Herwig Birg (sociologue / Université de Bielefeld), ou encore les célèbres Instituts Max Planck et IFO, ainsi que diverses commissions parlementaires en France aussi bien qu'en Allemagne...

¹⁴ cf. p. ex. le fameux rapport de l'ONU de l'an 2000 sur « l'immigration de remplacement » d'après lequel **la population active de l'UE serait vouée à décroître de quelque 75 millions d'individus (-30%) jusqu'en 2050**. Sauf à être compensée par les flux d'immigration massifs qu'évoquait Paul Delevoe dans sa déclaration choc du 29 novembre 2019 – en se référant précisément à cette étude...

¹⁵ cf. « Quand Giscard nous parlait d'immigration », *Valeurs actuelles*, 13/12/2020.

sexuel »... « de la part de leur partenaire » !¹⁶

Dans le même registre, on aura vu le canton de Genève nous informer – dans un document officiel, là encore ! – que les « blagues sexistes » et autre « machisme ordinaire » représentaient rien moins qu’une violence « de même nature que le viol »...¹⁷ Les véritables victimes de viol apprécieront ! (Toujours est-il que la même année, le nombre de condamnations pénales pour « violences domestiques » bondissait inexplicablement de 31% à Genève. Cette catégorie représentant dès lors la moitié de toutes les condamnations pénales prononcées dans le canton...¹⁸)

Que se passerait-il alors si à nos deux gendarmes (celui de la cheminée et celui de dessous le lit) l’on adjoignait encore un troisième acolyte : un gendarme numérique omniscient, carburant au *Big Data* ? Et spécifiquement entraîné à détecter des « violences sexistes » qui, sans même avoir de définition légale, peuvent aujourd’hui entraîner diverses sanctions juridiques lourdes de conséquences (pénales et autres) ? Qu’advierait-il alors de notre natalité déjà chancelante ? Les modes de vie LGBT ne deviendraient-ils pas, très rapidement, les seuls réellement praticables ? N’assisterait-on pas dès lors à l’heure de gloire des « bébés sur-mesure » (!) OGM, dont l’OMS souhaite justement faire la promotion auprès des adolescents ?¹⁹

« Comment le meilleur des bébés, bientôt choisi grâce à des calculs de probabilité complexes, pourrait-il ne pas avoir mention très bien au bac ? [...] Tous les enfants vont finir par se ressembler puisque leurs génomes seront de plus en plus normalisés. »

(le célèbre biologiste Jacques Testart au JDD, juin 2017)

¹⁶ « Le gouvernement bruxellois adopte un plan de lutte contre les violences faites aux femmes », *Radio télévision belge francophone (rtbf.be)*, 16/07/2020. Dans le même ordre d’idée (et toujours à la RTBF), voir aussi p. ex. « Un Belge sur deux victime de violences sexuelles » (05/03/2020), ou encore : « Viols en Belgique: selon Amnesty, une femme sur 4 violée par son conjoint » (19/11/2019).

¹⁷ « Du sexisme ordinaire aux violences sexuelles : repérer pour agir » (3^{ème} édition), République et canton de Genève (*via ge.ch*), octobre 2019

¹⁸ « Publication du rapport «La violence domestique en chiffres, année 2018» », *ge.ch*, 25/11/2019

¹⁹ « Standards pour l’éducation sexuelle en Europe », OMS – Bureau régional de pour l’Europe (*via sante-sexuelle-suisse.ch*), 2010

En admettant que le scientifique qui tiendra la pipette ne décide pas, comme dans le roman d'Huxley, de créer alternativement des enfants hyper-intelligents ou à la limite de la déficience intellectuelle, en vue de leur assigner des rôles sociaux bien précis...

Quoiqu'il en soit et sauf à admettre que l'euthanasie ait vocation à être pratiquée sur des patients de moins en moins âgés, de moins en moins malades et de moins en moins consentants, la question démographique représente aujourd'hui un enjeu brûlant. De telle sorte qu'elle pourrait bien ressurgir subitement dans notre champ de conscience, comme c'est déjà le cas en Europe de l'Est. Et ce, après quelques décennies d'absence dans le discours politique et médiatique dominant.

Au-delà de la question démographique d'ailleurs, les divers défis auxquels nous ne manquerons pas d'être confrontés au cours des prochaines années pourraient bien nous amener à enterrer définitivement certains programmes « éducatifs ». Et en particulier ceux dont la raison d'être historique (comme on peut d'ailleurs s'en douter) est de déstructurer la personnalité de tout un chacun dès le plus jeune âge : sexualisation précoce, *gender mainstreaming*, transsexualisation des enfants, etc. Sans parler de l'**addiction numérique**, que certaines administrations favorisent d'ores et déjà activement à travers la distribution d'improbables « tablettes pédagogiques » dès l'école primaire !

Et pour clore ici ce propos liminaire, rappelons enfin que la « Grande réinitialisation » s'annonce avant tout comme un désastre financier. Espérons alors qu'elle entraîne avec elle un électrochoc qui nous amènera, fût-ce par des cheminements chaotiques, à reconsidérer un certain nombre d'évolutions sociales pour le moins regrettables. Et quitte à rêver, pourquoi ne pas imaginer sortir de la logique de *domestication de l'humain* qui est le lot inévitable de nos « sociétés liquides » post-chrétiennes... (Un état de fait que les ingénieurs sociaux de la *Tech* tiennent d'ailleurs pour acquis.²⁰)

²⁰ cf. la grande vision du gourou technologique Jack Ma à propos de la « société numérique ». Les enfants n'iront plus à l'école pour y être instruits (progrès de l'IA oblige), mais pour qu'on leur y inculque « des

Tel l'indécourageable Zorba après l'effondrement du téléphérique brinquebalant qui lui avait pourtant coûté toutes ses économies, l'on pourrait alors peut-être s'exclamer : « quel splendide désastre ! ».

valeurs » dès leur plus jeune âge (être coopératif, attentionné envers les autres, tolérant, etc.). De la même manière que les adultes devront apprendre à se montrer « positifs » sur leur lieu de travail – et à y adopter un langage et des comportements conformes aux « valeurs » susmentionnées. Les outils de surveillance omniscients de la *Tech* permettant de vérifier – et accompagner – les progrès des uns et des autres à tout moment et sans discontinuer.

PARTIE I

La face obscure de l'Occident contemporain

*De la déshumanisation de la société par une propagande
que nous avons appris à ne pas voir.*

« L'objet de la propagande n'est pas de « programmer » les esprits, mais de peser sur les attitudes et comportements en poussant les individus à adopter l'attitude voulue, qui peut consister à faire certaines choses ou, souvent, à ne pas les faire. »

(Interview de l'historien David Colon par le quotidien Le Point à l'occasion de la sortie de son livre sur « la manipulation des masses », janvier 2019)

*« Nous acceptons que nos dirigeants et les organes de presse dont ils se servent pour toucher le grand public nous désignent les questions dites d'intérêt général ; nous acceptons qu'un guide moral, un pasteur, par exemple, ou un essayiste ou simplement une opinion répandue nous prescrivent **un code de conduite social standardisé** auquel, la plupart du temps, nous nous conformons. [...] Les techniques servant à enrégimenter l'opinion ont été inventées puis développées au fur et à mesure que la civilisation gagnait en complexité et que la nécessité du gouvernement invisible devenait de plus en plus évidente. »*

(Edward Bernays, dans son grand ouvrage de référence Propaganda, 1928)

Sigmund Freud et la propagande fasciste : une introduction décapante à la psychologie sociale

Sigmund Freud était-il un simple « compagnon de route du fascisme », comme a pu le dire Michel Onfray... ou plutôt l'un de ses concepteurs ? La question se pose dans la mesure où l'un des domaines d'applications concrets de la psychanalyse freudienne devait être la manipulation des foules à des fins politiques. Une réalité mal connue, qui explique cependant la proximité avérée du neurologue viennois avec les mouvements fascistes italien et allemand...

Avec sa célèbre *Psychologie des foules*, parue en 1895, le médecin français Gustave Le Bon avait inauguré un tout nouveau champ d'étude.

Sa grande intuition était la suivante. De même que le médecin peut *induire* un état hypnotique chez son patient, une foule peut être placée dans un état de transe par un phénomène dit de « contagion mentale ». Le meneur qui prend la tête d'une telle foule exerce alors sur celle-ci « un pouvoir presque absolu ».

Il est vrai que les analyses du Dr. Le Bon – qui se basaient sur l'étude d'un grand nombre de cas historiques – visaient avant tout à mieux comprendre les dynamiques psychologiques à l'œuvre dans les campagnes de propagande politique. Son but affiché étant de contrer « la démagogie », plutôt que de mettre au point de nouvelles techniques de manipulation des masses.

Il n'en demeure pas moins que ses travaux allaient très vite donner lieu à ce type de tentations...

COVID-19 : LA « PSYCHOLOGIE DES FOULES » DANS LA PRATIQUE

« Si neutre qu'on la suppose, la foule se trouve le plus souvent dans cet état d'attention expectante qui rend la suggestion facile. La première suggestion formulée qui surgit s'impose immédiatement par contagion à tous les cerveaux, et aussitôt l'orientation s'établit. [...] Dépourvue de tout esprit critique, la foule ne peut qu'être d'une crédulité excessive. »

La récente panique covidienne aura été l'occasion d'une mise en pratique particulièrement cruelle des théories psychologiques de Gustave Le Bon. L'angoisse suscitée par un virus mystérieux (risques de propagation inconnus) et l'alarmisme ambiant (décomptes quotidiens de victimes supposées de la « pandémie », insistance sur des cas particuliers de jeunes personnes qui seraient décédées « des suites du covid », annonces à répétition par les gouvernements de manque de lits, de respirateurs ou de masques, contestation de l'existence d'un quelconque remède efficace, insistance sur le risque de « graves séquelles » plus ou moins courantes, etc.) – sans parler des images de cantonniers chinois, coréens ou iraniens en habits de cosmonaute, désinfectant les rues à grands renforts de produits chimiques... Tout cela a permis de créer avec une rare efficacité – et à l'échelle planétaire ! – cet état « d'attente expectante » dont nous parle Gustave Le Bon.

A partir de là, la manipulation des masses devient un jeu d'enfant (ou, disons plutôt, de sale gamin). Que l'on pense à la manière dont le mot d'ordre du #restezchezvous s'est imposé parmi de nombreux internautes de bonne foi (et pas seulement des trolls payés à cet effet !). Une demande venue des médias, des réseaux sociaux et des milieux politiques, qui n'allait pas tarder à être transformée par de nombreux gouvernements en confinement strict à domicile. Avec le consentement d'une grande partie de la population, soulagée d'avoir enfin trouvé la solution à ses angoisses. (Et qui n'allait pas tarder à déchanter face à la brutalité de la « mesure » salvatrice qu'elle avait pourtant elle-même réclamée.)

Puis ce fut au tour du masque : « le masque » était subitement devenu LA solution ! A tel point qu'il était devenu monstrueusement « égoïste » de ne pas en porter, voire même d'en remettre en question l'utilité. (Sans que « les chiffres », bizarrement, ne se mettent à décroître suite à l'imposition de cette nouvelle « mesure sanitaire ».)

Et enfin vint le temps du vaccin tant attendu ! A ce stade, on constatera qu'il n'est même plus besoin de tirer un quelconque bilan des diverses gesticulations « sanitaires » entreprises au fil des mois... ni de définir les critères d'un éventuel retour à la normale. Et comment s'attendre à être sauvés par un vaccin, au moment même où est annoncée l'arrivée massive de nouvelles « variations » mutantes du virus ? (Par moments, le lecteur de journaux attentif aura bien été forcé de constater que le *story telling* médiatique covidien pouvait difficilement être gobé en toute conscience par des adultes ayant passé le bac. Ne faut-il pas alors admettre que le succès de certaines politiques d'État pour le moins contraignantes – et excessivement dommageables pour de nombreuses catégories professionnelles ! – aura exclusivement reposé sur notre conformisme social ?)

Même si la crédibilité des pouvoirs politiques s'est largement érodée au fil du temps (du fait en particulier de l'intervention dans le débat de personnalités scientifiques telles que le Prof. Raoult – et des nombreuses mises en scène de dirigeants politiques se faisant faussement vacciner en public), on voit bien la puissance du principe de « contagion mentale » mis en évidence par Gustave Le Bon. Et cela révèle le réel pouvoir des médias : leur capacité à imposer l'ordre du jour, indépendamment de la crédibilité que l'on peut leur attribuer. Car leur pouvoir réside bien dans la capacité à *suggérer des idées*, plutôt qu'à convaincre de façon rationnelle. Plus de 125 ans après sa publication, *La psychologie des foules* demeure donc incontestablement un ouvrage d'une parfaite actualité.

« Reprenant à son compte la « Psychologie des foules » de Gustave Le Bon, dont on sait à quel point elle a influencé Mussolini et Hitler, Freud [...] décrit la société comme une « masse » d'individus [...] soudés dans un amour unanime pour un « meneur » (Führer) hypnotisant. »

(Le Monde, 07/05/2010)

De tous les arrivistes sans scrupules qui allaient bientôt s'emparer des théories de Gustave Le Bon, le plus célèbre est certainement Sigmund Freud. Dans *Psychologie des masses et analyse du moi*, un ouvrage paru en 1921, ce futur grand admirateur de Mussolini et partisan de l'Anschluss allait esquisser une stratégie de contrôle social basée, précisément, sur une forme « d'hypnose » de masse.

« À Benito Mussolini, avec le salut respectueux
d'un vieil homme qui reconnaît en la personne
du dirigeant un héros de la culture. »

(Dédicace à Mussolini par Freud de son bref essai de
philosophie politique *Pourquoi la guerre ?*, avril 1933)

Pour Freud en effet, un meneur (*Führer*) peut obtenir d'une foule « amoureuse » une obéissance totale, à la manière d'un médecin qui « paralyse » le cerveau de son patient par l'hypnose. Le meneur (*Führer*) peut ainsi diriger la foule vers des objectifs qui n'ont, dès lors, plus besoin d'être réalistes. Car lorsqu'elle est en transe, la foule devient « crédule ». Dans une telle foule, l'individu « éprouve le sentiment de toute-puissance », pour lui « la notion d'impossible n'existe pas ». Il « n'est plus lui-même, mais un automate que la volonté est devenue impuissante à guider ». Une foule de ce type redevient alors une « horde primitive ». Profondément « intolérante », elle « exige la force, voire la violence ». De plus, elle éprouve « la férocité, et aussi les enthousiasmes et les héroïsmes des êtres primitifs ». Les individus galvanisés deviennent « capables de faire preuve d'un grand désintéressement et d'un grand esprit de sacrifice ».



Congrès de Nuremberg, 1936 (Source : Bundesarchiv)

Pour susciter chez les masses un tel état de fureur guerrière, Sigmund Freud émettait les recommandations suivantes :

- les individus qui composent la foule doivent pouvoir s'identifier les uns aux autres, ainsi qu'à leur meneur (*Führer*); « l'**homogénéité** » raciale de la foule joue à cet égard un rôle primordial (il existe par exemple une « **aversion des Aryens pour les Sémites** », dont il faut savoir tenir compte pour former la « horde primitive ») ;
- le meneur (*Führer*) doit être un homme ; il doit se montrer narcissique et dominateur (« le chef n'a besoin d'aimer personne [...] son narcissisme est absolu. [...] Les foules respectent la force et sont médiocrement impressionnées par la bonté ») ; il « doit présenter des images aux couleurs les plus criardes, exagérer, répéter sans cesse la même chose » ;
- le meneur (*Führer*) doit être perçu comme un « héros » ; tous les succès de la « horde » lui sont attribués personnellement ; il est idéalisé et même « divinisé », car la foule a « besoin d'un dieu » ; il apparaît comme « tout-puissant », de façon à monopoliser sur sa personne les pulsions érotiques (*libido*) de la foule ;
- les individus qui composent la foule sont subjugués aussi bien par l'amour pour le meneur (*Führer*) que par « la terreur » qu'il leur inspire ; face à lui, l'individu est « impuissant, sans défense ».

Ainsi, ce que Freud esquissait là, sous l'apparence d'une discussion théorique quelque peu décousue, c'était bien le mode d'emploi des futures grand-messes fascistes des années 1920-1930. Ces rassemblements géants de centaines de milliers de personnes que les dirigeants italiens et allemands galvanisaient pour des exploits guerriers sans espoir..



(Image : Bundesarchiv)

Il n'est donc nullement étonnant que Freud ait, par la suite, accepté de travailler avec l'Institut Göring de Berlin, qui sera chargé de réaliser des « études sur la psychologie des masses » sous le III^{ème} Reich²¹. Cette participation à l'élaboration – voire à la mise en œuvre – des propagandes fascistes italienne et allemande pourrait toutefois ne pas être l'aspect le plus sombre des travaux du célèbre psychanalyste.

En témoigne sa relation extrêmement trouble au médecin britannique Wilfried Trotter, une figure-clé de la « psychologie sociale » qui ne faisait pas mystère de son intention de **favoriser la « dégénérescence » mentale des masses occidentales**. Et qui, pour ce faire, comptait bien s'appuyer sur les découvertes de la psychanalyse freudienne... sans que le principal intéressé, bizarrement, n'y trouve rien à redire !

²¹ « A Berlin, le nettoyage [ethnique] de l'Institut de psychanalyse entrepris par les analystes [...] eux-mêmes fut suivi de son incorporation [...] dans l'Institut Göring, fondé en mai 1936 [...] Avec le déclenchement de la guerre, l'Institut fut déclaré 'important pour l'effort de guerre' (*kriegswichtig*) et fut notamment chargé de conduire des études de psychologie nationale et de **psychologie des masses** (*Massenpsychologie*) » (cf. "Auch Freudianer sind gut im Verdrängen", *Die Zeit*, 06/02/2019). Sur la « collaboration » soutenue de Freud avec l'Institut Göring, cf. par ex. « Oui, Freud avait un goût pour le fascisme », *Libération*, 03/05/2010.

PROPAGANDA : FREUD ET GOEBBELS À L'ÉCOLE D'EDWARD BERNAYS ?

« Goebbels [...] avait lu *Propaganda* (1928), le livre d'Edward Bernays et bible des publicitaires et des politiques américains. L'auteur, neveu [de] Sigmund Freud, y définissait les méthodes pour « **contrôler et régenter les masses conformément à notre volonté sans qu'elles en aient conscience** ». Ses clients étaient aussi bien des multinationales [...] que des hommes politiques tel que le vice-président américain Calvin Coolidge. » (GEO Magazine, juin 2016)

« J'ai entamé ton livre [*Propaganda*] non sans quelque appréhension, [craignant] qu'il ne soit trop américain à mon goût. Toutefois, je l'ai trouvé si clair, si habile et si compréhensible que je le lis avec plaisir. Je te souhaite tout le succès possible dans cette entreprise. » (Lettre de Sigmund Freud à son neveu Edward Bernays, mars 1928) [1]

« *Propaganda* va constituer un véritable manuel dont Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande nazie, fut un lecteur attentif. 'La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique, explique Bernays. **Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays**'. » (L'Humanité, décembre 2007)

« Dans la lutte politique en Allemagne au printemps 1932, Goebbels, le manager propagandiste d'Hitler [...] déclarait urbi et orbi qu'il allait employer dans sa propagande – pour l'élection d'Hitler comme président de la République allemande – « **des méthodes américaines et à l'échelle américaine** ». (Tchakhotine in *Le viol des foules par la propagande politique*, 1939)

« La propagande politique au XX^{ème} siècle n'est pas née dans les régimes totalitaires, mais au cœur même de la démocratie libérale américaine. » (Préface de la version française de *Propaganda*, Éd. La Découverte, 2007)

Notes

[1] Telle que relatée par E. Bernays lui-même dans *Biography of an Idea: The Founding Principles of Public Relations*, 1965.

Wilfried Trotter, l'apôtre de la « dégénérescence » des masses occidentales

L'idée de favoriser la « dégénérescence » mentale des Occidentaux en « déformant » leurs psychisme dès leur enfance a été formulée au début du XX^{ème} siècle par un médecin britannique proche de Sigmund Freud, le neurologue Wilfried Trotter. Avec pour but affiché de rendre les individus plus influençables et, partant, plus faciles à gouverner. Un projet qui, bizarrement, ne choquait guère le célèbre psychanalyste...

« [La] stabilité mentale doit être considérée, à certains égards, comme une perte. [...] Cette normalité est loin d'être psychologiquement saine. [...] Il [faut] évaluer les caractéristiques des [individus] instables, afin de pouvoir juger de leur utilité pour l'État et [la société]. La caractéristique majeure qui différencie les [individus] mentalement instables des « normaux » [c'est] qu'ils tendent à manquer d'énergie, surtout dans la durée. [...] Le dégénéré, c'est-à-dire [l'individu] mentalement instable [possède] une sensibilité [qui le rend plus vulnérable à] la suggestion du troupeau. [...] Il est plus facile de le gagner à de nouvelles causes, de nouvelles religions, **de nouvelles charlataneries**. [...] J'ai déjà souligné combien il est dangereux d'éduquer l'homme à la raison. [...] L'instinct de troupeau favorise inévitablement la majorité et le pouvoir en place. » (Wilfried Trotter in « *Instincts of the Herd in War and Peace* », 1916)

Le Dr. Wilfried Trotter était assurément un illuminé. Il n'empêche. Sa pensée – volontiers cynique et même sordide – a exercé une réelle influence sur l'histoire du XX^{ème} siècle. Une influence qui, d'ailleurs, persiste encore aujourd'hui.

Wilfried Trotter fut « chirurgien honoraire » du roi George V et membre

de la Royal Society. Quoiqu'inconnu du grand public, son unique ouvrage sur *L'instinct de troupeau* n'a cessé d'être réédité depuis 1916.

Pour expliquer comment un personnage aussi obscur a pu marquer la civilisation occidentale, il nous faut avant tout donner quelques éléments de contexte. Le Dr. Trotter connaissait personnellement Sigmund Freud [1], dont il comptait utiliser les découvertes non pas pour *soigner* des patients, mais bien pour produire des masses de « dégénérés ». De son point de vue, le grand mérite du Dr. Freud était d'avoir réussi, via ses observations « minutieuses », à établir des liens entre les névroses des patients et les expériences traumatiques qu'ils avaient pu vivre dans leur enfance. Le Dr. Trotter voulait ainsi exploiter les connaissances accumulées par la psychanalyse freudienne pour **provoquer des névroses** à grande échelle, en agissant directement sur le psychisme des enfants. Il s'agissait donc de trouver une méthode efficace pour « diviser le psychisme de l'enfant contre lui-même » en induisant un « conflit mental ». En augmentant la proportion de personnes « mentalement instables » dans la société, celle-ci n'en serait que plus facile à diriger.

On pourrait penser que des idées aussi choquantes durent provoquer une réaction horrifiée de la part du Dr. Freud. Il n'en fut absolument rien.

Dans sa *Psychologie des masses* parue en 1921, Sigmund Freud allait citer une bonne dizaine de fois l'unique ouvrage du Dr. Trotter, dans lequel ces propositions sidérantes figuraient en toutes lettres. On peut ainsi s'étonner du fait que le Dr. Freud n'ait aucunement reproché à son collègue britannique de vouloir exploiter ses travaux à des fins illégitimes – pour ne pas dire criminelles. [2]

Comme Michel Onfray l'a mis en évidence dans son *Crépuscule d'une idole*, Sigmund Freud ne croyait pas lui-même aux vertus thérapeutiques de sa méthode de psychanalyse. Mais se peut-il réellement qu'il ait envisagé celle-ci comme un outil de contrôle social particulièrement cynique – avec l'idée de nuire délibérément à des multitudes de gens dès leur enfance ?

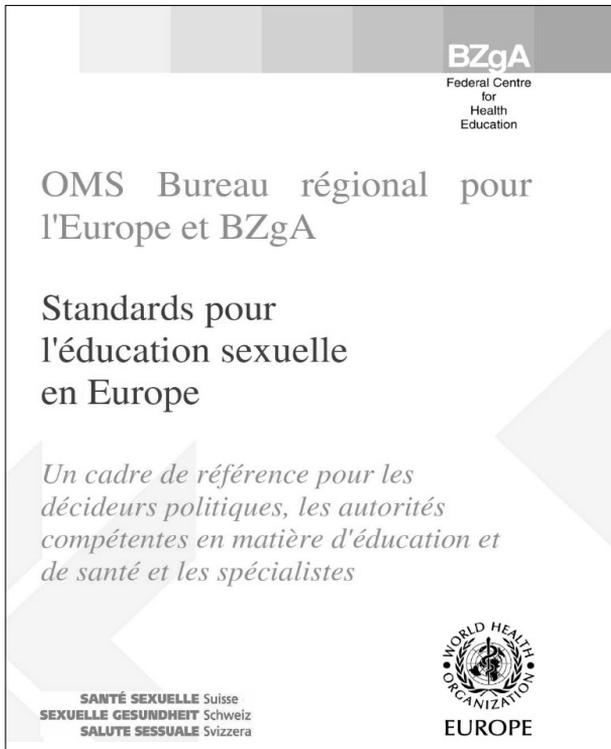
La participation stupéfiante de Sigmund Freud à l'élaboration de la propagande fasciste – et en particulier nazie ! – donne à penser que ce triste personnage en était parfaitement capable. Son ouverture à l'idée de susciter l'hostilité des Allemands à l'encontre de ses propres coreligionnaires (!) est en effet loin d'être banale...

Mais au fait, comment le Dr. Trotter comptait-il donc s'y prendre pour provoquer chez les enfants de « vrais conflits mentaux », susceptibles de « modeler et déformer » leur psychisme ?

Les origines troubles de « l'éducation sexuelle » moderne

« La tendance à préserver les enfants de toute connaissance ou expérience sexuelle semble être véritablement universelle [...] Pour traiter ce problème de façon adéquate, il faut examiner en détail l'attitude des adultes vis-à-vis des jeunes, en particulier en ce qui concerne [...] la sexualité. »

Exposer les enfants à des « connaissances » et autres « expériences » sexuelles... Voilà ce que proposait concrètement le Dr. Trotter pour détraquer les jeunes esprits ! Le but étant, comme nous l'avons vu, de créer des multitudes d'individus instables et, partant, plus influençables.



Comme nous le verrons au chapitre suivant, l'OMS estime que le « jeu sexuel », y compris avec « le corps des autres », fait partie intégrante du développement des enfants dès 4 ans. Ses programmes « d'éducation sexuelle complète » s'appuient sur ce postulat fort contestable, qui semble sorti tout droit de l'esprit tortueux du Dr. Trotter...

Dès 1923, Edward Bernays, neveu de Sigmund Freud et grand admirateur de Wilfried Trotter, publiait *Crystallizing Public Opinion*, un ouvrage visionnaire, qui inaugurait l'ère de la communication médiatique moderne. Dans ce livre fascinant à bien des égards, Edward Bernays proposait diverses méthodes innovantes pour façonner l'opinion publique : *buzz* montés de toute pièce, *spins* médiatiques commerciaux et politiques, « campagnes publicitaires coopératives » entre un « secteur d'affaires » donné et « le gouvernement ou ses subdivisions », etc.

« En 2001, le magazine *Life* classait Edward Bernays parmi les cent personnalités américaines les plus influentes du XX^{ème} siècle. [Edward Bernays] fit fumer les femmes, inspira le régime nazi, accompagna le New Deal et fut l'artisan du renversement du gouvernement du Guatemala en 1954. »

(« Edward Bernays, le père de la propagande et de la manipulation de masse », La Tribune, 24/09/2019)

Or, à en croire Edward Bernays lui-même, sa méthode pour manipuler l'opinion publique à des fins politiques et/ou commerciales reposait essentiellement sur la théorie de « l'instinct de troupeau » de Wilfried Trotter. C'est ainsi que *Crystallizing Public Opinion* se référait constamment à l'unique ouvrage du médecin anglais, dont Edward Bernays citait d'ailleurs de longs passages. Et le « père de la propagande » de s'exclamer : « **Pourquoi est-il si difficile de lutter pour l'éducation sexuelle ?** ». [3]

Car on l'aura compris. En s'inscrivant dans les pas du Dr. Trotter, Edward Bernays annonçait d'emblée que son projet n'était pas uniquement commercial, mais également *sociétal*. Deux aspects qui pouvaient d'ailleurs se conjuguer, comme c'était par exemple le cas sur la question de « la guerre contre la censure ».

Constatant que la censure représentait « un handicap économique » majeur pour l'industrie du film, Bernays observait qu'il serait nécessaire, pour en venir à bout, de s'attaquer aux « préjugés » du public. Il fallait ainsi *en finir avec « la croyance [...] selon laquelle les enfants [...] devraient être protégés contre les images choquantes, tels que des meurtres commis de façon visible, la prise de drogues, l'immoralité [sexuelle] ou d'autres actes [...] qui pourraient suggérer des imitations »*.

Edward Bernays proposait ainsi de mettre à profit le pouvoir des médias en général – et celui de l'industrie du film en particulier – dans le but exprès de *transformer la société*... Et ce, tout en annonçant son intention d'exposer les enfants à des scènes de violence, de prise de drogues et de sexualité explicite, en sachant parfaitement qu'il allait par là-même « suggérer des imitations ». Un projet en plein accord avec la philosophie de dégénérescence des masses proposé par son gourou britannique...

Concernant la visibilité de la drogue à l'écran, Edward Bernays remarquait qu'il avait réussi à mettre sur pied un film « qui traitait du trafic de drogue ». Il était en effet parvenu à contourner la censure en inscrivant cette production dans une logique... de « travail de lutte contre le fléau de la drogue » ! [4]

(Précisons que le Dr. Trotter jugeait précisément utile d'aiguiller les personnes fragilisées par des « conflits » vers la consommation d'alcool « et de certaines autres drogues ». Ceci à des fins de *contrôle social*, le fait de « droguer la société » devant contribuer, d'après lui, au « maintien du système social » en place.)

« L'État doit se substituer aux dealers »

(Ruth Dreifuss, ancienne présidente de la Confédération suisse reconvertie dans le lobbying pro-drogues²², décembre 2015)

Pour ce qui est de l'exposition enfantine à la sexualité en revanche, la tâche s'annonçait plus ardue. En 1913 déjà, Edward Bernays avait toutefois réussi un joli tour de force contre la censure, en produisant une pièce de théâtre intitulée *Damaged Goods* (adaptation anglophone des *Avariés* d'Eugène Brieux). Grâce au soutien de la *Medical Review of Reviews* et d'autres « leaders d'opinion » connivents, Edward Bernays avait en effet réussi à faire passer cette production pour un projet « éducatif » en matière « d'hygiène sexuelle ». Car la pièce abordait la délicate question de la syphilis !

Or, à en croire Edward Bernays son véritable but était tout autre. Pour lui, cette pièce de théâtre devait en réalité contribuer à « surmonter le refus pudibond d'apprécier et accepter la place de la sexualité dans la vie humaine ». Il ne s'agissait pas simplement de *faire de la prévention* – mais bien, là encore, de transformer la société !

²² Suite à son mandat de conseillère fédérale, Mme Dreifuss a notamment présidé le Global Drug Policy Program de la célèbre Open Society Foundation présidée par le financier George Soros, ainsi que la Global Commission on Drug Policy (aux côtés de Kofi Annan et Sir Richard Branson, ainsi que d'un certain nombre d'anciens hauts fonctionnaires de l'ONU et autres présidents des pays les plus divers – Colombie, Pérou, Mexique, Chili, Brésil, Nigéria, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande... Quant aux États-Unis et à la Grande-Bretagne, ceux-ci y sont représentés respectivement par l'ancien Secrétaire d'État George Schultz et l'ancien vice-premier ministre Sir Nicholas Clegg.) A lire également : « La guerre pour la drogue », *L'Antipresse*, 11/02/2018.

(Plus tard, Edward Bernays devait préciser qu'il voyait *Damaged Goods* comme « une pièce de propagande en faveur de l'éducation sexuelle » [5], ce qui est parfaitement cohérent avec tout ce qui précède. C'étaient évidemment les jeunes que le « père des relations publiques » cherchait à atteindre en priorité.)

Dégénérescence de masse et conditionnement « néomalthusien »

On notera en effet que la thématique traitée dans *Les Avariés* (1905) – celle d'un mari syphilitique qui, par une imprécaution coupable, contamine sa femme et leur fille à naître – s'inscrivait parfaitement dans le cadre de la **propagande antinataliste** que menaient alors les « ligues néomalthusiennes ». On rappellera en effet que le préservatif en caoutchouc avait été inventé dans les années 1840 déjà et que le militantisme « néomalthusien » consistait précisément à faire la promotion des « appareils anticonceptionnels » les plus divers – tout en réclamant la dépénalisation de l'avortement. [6] Le but affiché du mouvement étant de réduire la natalité. Il faut dire que la population européenne avait déjà plus que doublé au cours du XIX^{ème} siècle !

(L'engagement résolument « néomalthusien » – c'est-à-dire antinataliste – d'Eugène Brieux allait par exemple être souligné par George Bernard Shaw dans sa préface pour la version anglaise de la pièce *Maternité* (1903), qui dénonçait notamment la criminalisation de l'avortement. Et qui reprenait à son compte la thèse fouriériste de l'aliénation des femmes par le mariage en général – et par la maternité en particulier.)

De fait, les « ligues néomalthusiennes » du tournant du XX^{ème} siècle se prévalaient aussi bien du socialisme (amélioration des conditions de vie des familles pauvres) que de la libération des femmes (émancipation vis-à-vis de leur rôle de mères), de l'eugénisme (viser la « qualité des bébés » plutôt que la « quantité »), ou encore du libertinage (amour libre sans bébés). Quant aux *Avariés* d'Eugène Brieux, cette *tragédie de mœurs* jouait tout simplement sur la **peur des maladies vénériennes** pour promouvoir, auprès du public, les méthodes de « protection » qui nous sont aujourd'hui si familières.

En reprenant cette pièce à son compte, Edward Bernays s'inscrivait donc également dans un effort de propagande qui visait à imposer *un changement de mentalité* vis-à-vis de techniques contraceptives qui, à l'époque, peinaient encore à entrer dans les mœurs.

L'on pourrait ainsi être tenté de faire un lien entre l'engagement antisiphilitique d'Edward Bernays et notre propre obsession vis-à-vis du Sida. Car ce paravent de la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles est aujourd'hui encore instrumentalisé à des fins de transformation sociale. Et ce notamment en vue de promouvoir les modes de vie LGBT – ce mouvement étant d'ailleurs lui-même un sous-produit du néomalthusianisme, comme nous le verrons plus loin.



SUISSE – Depuis bien des années, l'Office fédéral de la Santé publique (OFSP) se distingue par des campagnes d'affichage récurrentes mettant en scène de la pornographie – en particulier homosexuelle – dans l'espace public. (Nous ferons grâce au lecteur des images de la campagne « Love Life » de 2014, particulièrement relevées et qui sont d'ailleurs aisément accessibles en ligne.) En exposant les enfants à ce type d'images au nom de l'éducation à « l'hygiène sexuelle », la Confédération suisse s'inscrit résolument dans les pas d'Edward Bernays et de Wilfried Trotter. Deux penseurs d'avant-garde qui ne faisaient pas mystère de leur intention de fabriquer des hordes de « dégénérés »...

Enfin et pour en revenir à notre sujet initial, l'on pourra observer que les organisations chargées de mener ces campagnes de « santé sexuelle » auprès des jeunes se trouvent parfois être également engagées pour des causes telles que la sexualisation précoce des enfants, voire la promotion de la pédophilie pure et simple. Des orientations philosophiques que ne renierait certainement pas le Dr. Trotter – et qui semblent s'être bien enracinées, depuis quelques années tout au moins, au sein des institutions onusiennes...

LA PÉDOPHILIE DÉCOMPLEXÉE : UN HÉRITAGE FREUDIEN ?

A l'heure où l'on se remémore subitement qu'entre mai 68 et la fin des années 1990, la pédophilie aura été ouvertement prônée dans les médias français (presse et télévision confondues) et suisses (*RTS*), de même que par les Verts allemands, il y a bien des raisons de penser que l'impact de la doctrine sociopolitique du Dr. Trotter sur la culture occidentale a été aussi profond que durable...

Quant à Sigmund Freud, qui s'est découvert une tolérance tardive pour ces pratiques, il semblerait bien que ses conceptions concernant la « sexualité infantile » aient fourni une justification théorique à l'idée d'une initiation sexuelle précoce des enfants prépubères. Un projet qui a, aujourd'hui encore, d'ardents (et influents) défenseurs. Et que les héritiers de l'orthodoxie freudienne semblent avoir bien du mal à condamner...



ANALYSE

Pédophilie: où est la gène?

Par Simone KORFF-SAUSSE, psychanalyste, chargée d'enseignement à l'université Paris-VII. — 2 juillet 1997 à 06:40

La pulsion pédophile existe en chacun de nous. Et les affaires mettent mal à l'aise parce qu'elles interrogent notre capacité à sublimer et à poser des limites à l'enfant.

« *Que veut dire pédophilie ? Aimer les enfants. [...] Toute relation éducative, pédagogique, ou thérapeutique avec un enfant s'appuie sur des tendances pédophiliques [...] Les bébés [...] nous avons envie de les [...] câliner, sucer, malaxer, pénétrer [...] Je te touche, j'enfonce mon doigt là où je peux, je te lèche, je te suce, c'est ainsi que les enfants échangent et aiment.* » Dixit une psychanalyste freudienne et maître de conférence à l'Université de Paris, dont les divagations embarrassantes sont toujours en ligne à l'heure actuelle.

Notes

- [1] Depuis 1908, pour être précis (cf. par ex. « Wilfried Trotter », Ernest. Jones, *International Journal of Psycho-Analysis*, 21 : 114, 1940).
- [2] Ce livre, le seul jamais publié par le Dr. Trotter, s'intitule *Instincts of the Herd In War and Peace*. Malgré sa forme extrêmement confuse et son propos parfaitement effrayant, cet ouvrage paru en 1916 connut un fort écho et fut régulièrement réédité (un *addendum* y fut d'ailleurs inséré dès 1919). Dans sa *Psychologie des masses* (1921), Sigmund Freud en parlera ainsi : « J'emprunte cette explication au livre intelligent de M. W. Trotter sur l'instinct grégaire, en regrettant seulement que l'auteur n'ait pas réussi à se soustraire aux antipathies [anti-allemandes] déchainées par la grande guerre. » (Caractère gras ajouté.)
- [3] *Crystallizing Public Opinion*, Edward Bernays, p. 62, 1923.
- [4] Il pourrait s'agir-là du film *The Mystery of The Leaping Fish* (1916). Dans cette comédie burlesque, un inspecteur alcoolique et cocainomane, qui s'injecte régulièrement du laudanum à la seringue, démantèle à lui seul et contre toute attente un réseau de trafiquants d'opium, dont il avale au passage la moitié de la cargaison. On peut y voir une préfiguration un peu extrême et néanmoins hautement comique de la fameuse scène de *Modern Times* (1936) dans laquelle Charlot, ayant ingurgité par mégarde une bonne dose de cocaïne, réussit une évasion parfaitement improbable du pénitencier où il était détenu.
- [5] Si l'on en croit le Prof. Scott M. Cutlip, un ancien compagnon de route de Bernays, qui relatait l'anecdote dans un ouvrage publié quelques mois avant la mort de celui-ci. (*The Unseen Power: Public Relations: A History*, 1994).
- [6] cf. p. ex. la discussion par le démographe Jacques Bertillon dans son livre *La dépopulation de la France* (édition de 1911 !) de l'activisme de la **Ligue de la régénération humaine**. Une organisation eugéniste fondée en 1896 et dont la propagande « néomalthusienne » était la raison d'être.

ONU / OMS : une « éducation sexuelle » révolutionnaire pour transformer l'humain !

Comme nous venons de le voir, l'idée de produire des masses de « dégénérés » en exposant précocement les enfants à des « connaissances et comportements sexuels » a été proposée dès le début du XX^{ème} siècle par d'éminents psychologues. Avec la ferme intention de mettre ce projet en pratique, notamment via des campagnes de « propagande en faveur de l'éducation sexuelle » (Bernays). Ce n'est toutefois qu'avec la « libération » soixante-huitarde que cette vision délirante s'est véritablement mise à influencer – voire refaçonner – les sociétés occidentales.

Pour entrer sans tarder dans le vif du sujet, voici un petit éventail des « savoirs » et « compétences » que l'ONU appelle à inculquer aux têtes blondes dans le cadre des objectifs de « développement durable » (!) de son *Agenda 2030*.

- Entre 0 et 4 ans, être informé sur « la satisfaction liée au toucher de son propre corps » et la masturbation infantile précoce ». Dans le même temps, il s'agira d'apprendre à « exprimer ses désirs » tout en développant « une curiosité pour le corps des autres ».
- Passé 4 ans, l'on sera définitivement mûr pour le véritable « jeu sexuel ». [1] Il s'agira donc d'être informé au plus vite sur « l'amitié et l'amour avec des personnes du même sexe ».
- Entre 6 et 9 ans, on découvrira ses « droits sexuels », ainsi que « l'influence positive de la sexualité sur la santé et le bien-être ». Il faudra en outre continuer d'étudier la technique de la « masturbation », tout en apprenant à

- « accepter la diversité des modes de vie ».
- Entre 9 et 12 ans, il faudra être capable de « décrire un viol » et d'autres violences sexuelles [2] en plus d'être renseigné sur les différentes « tailles » possibles des appareils génitaux masculins et féminins. A ce stade, on aura évidemment appris qu'il est nuisible de garder le « silence » ou de rester dans le « déni » quant à son « orientation sexuelle ».
 - Entre 12 et 15 ans s'ajoutera la question des « grossesses dans les couples de même sexe », ainsi que celle de « l'identité de genre ». (Ne serait-ce d'ailleurs pas le moment idéal pour entamer un « traitement hormonal »?). Et pour donner leur chance aux moins dégourdis, il sera encore enseigné à « faire son *coming-out* » homo- ou bisexuel même après 15 ans !

Plus précisément, ces programmes « d'éducation complète à la sexualité » correspondent aux « **standards de l'OMS pour l'éducation sexuelle en Europe** », adoptés à la fin 2010. [3]. Ils ont été créés en 2010, dans le cadre d'une « collaboration » avec la Centrale fédérale d'information sanitaire (BZgA) de Cologne. Une subdivision du ministère de la Santé allemand chargée « d'informer la population pour un mode de vie sain »...



Image HotDocsFest / via Youtube

Mais au-delà de la pratique de « jeux sexuels » et d'une éventuelle homo- ou transsexualisation des bambins, les « standards » de l'OMS laissent entrevoir des possibilités encore plus exotiques. Ce texte s'appuie en effet expressément sur la « Déclaration des droits sexuels » de l'**International Planned Parenthood Federation (IPPF)**, présentée par l'OMS comme « l'organisation internationale leader » en matière de « santé sexuelle ». [4] Et qui dit textuellement la chose suivante :

*« **Toute personne a le droit [...] à la liberté sexuelle. Cela implique pour chacun l'opportunité [...] de décider librement de ce qui touche à sa sexualité, de choisir ses partenaires sexuels, de rechercher à atteindre son plein potentiel et plaisir sexuels, ce [...] en tenant pleinement compte [...] des capacités évolutives de l'enfant.** » (Art. 5 de la Déclaration des droits sexuels de l'IPPF)*

Est-ce à dire qu'en fonction de ses « capacités évolutives », chaque enfant devrait pouvoir « librement choisir ses partenaires sexuels », tant parmi les autres enfants que chez les adultes ? De la même manière qu'un adulte devrait pouvoir « décider librement de ce qui touche à sa sexualité », y compris en choisissant ses « partenaires » parmi les « enfants » ?

Cette question se pose tout particulièrement en Suisse, où les pratiques éducatives d'avant-garde concoctées par l'OMS sont au cœur d'un lobbying bien organisé... et activement soutenu par les pouvoirs publics.



ACCUEIL

FONDATION

SERVICES

PRESTATIONS



La Fondation PROFA, qui engloutit chaque année pour quelque 13 millions de francs de subventions publiques (sans compter les « prestations facturées » !), veut combattre « l'ignorance » en matière d'éducation sexuelle. « Mandatée par l'État » pour déniaiser les écoliers du canton de Vaud (40'000 élèves/an), cette organisation « reconnue d'utilité publique » se revendique tant des « standards » de l'OMS que de la « déclaration des droits sexuels » de l'IPPF, qui constituent son « cadre de référence ». Un positionnement pour le moins critiquable !

Sexualisation précoce des enfants : la Suisse aux avant-postes !

C'est un fait : le gouvernement suisse approuve ouvertement les standards de l'OMS en matière d'éducation sexuelle, qu'il considère comme « scientifiquement fondés ». En février 2018, le **Conseil fédéral (!)** avait ainsi apporté son soutien officiel à la fondation lausannoise Santé Sexuelle Suisse (SSS), une organisation dédiée à la promotion de ces méthodes éducatives « basées sur les droits [sexuels] ». [5]



SANTÉ SEXUELLE Suisse/SEXUELLE GESUNDHEIT Schweiz

11 February 2020 · 🌐

<https://www.fritzundfraenzi.ch/.../wann-und-wie-spricht...>



FRITZUNDFRAENZI.CH

Wann und wie spreche ich mit meinem Kind über Sex?

Eine zu frühe Sexualisierung gibt es nicht. Doch wann und wie spre...

Pour Santé Sexuelle Suisse comme pour l'OMS, « la sexualité commence à la naissance ». Raison pour laquelle « la sexualisation n'est jamais trop précoce »...

Par ailleurs, Santé Sexuelle Suisse précise bien dans ses rapports annuels qu'elle est un « **membre accrédité de l'IPPF, [la] Fédération**

internationale pour le planning familial et les droits sexuels ». [6]

Mais peut-on vraiment affirmer que cette organisation approuvée et financée par la Confédération helvétique considère les rapports pédophiles comme acceptables, du moment qu'ils sont « librement » consentis ?

La lecture d'un rapport de Santé Sexuelle Suisse consacré à « l'éducation sexuelle auprès des **jeunes enfants** » semble confirmer cette hypothèse renversante. Une intervenante y vante en effet les mérites des expériences réalisées dans les célèbres « crèches alternatives » allemandes de l'après-mai 68. En encourageant les « expressions sexuelles », en autorisant les bambins à « jouer nus s'ils le souhaitent et [à] se toucher », ces institutions ont contribué à la « libération » de la « sexualité enfantine ». Les enfants sont devenus « pour la première fois **des sujets sexuellement autodéterminés** ».

Plus loin, notre rédactrice se met à insister sur la réalité biologique de ce qu'elle appelle « **la capacité orgasmique des enfants** ». Elle souligne en outre qu'il est banal pour un enfant d'être « pétri de stimuli sexuels » et que les bambins « entrent de toute façon en contact avec la sexualité des adultes » dès leur plus jeune âge. Les « comportements sexuels » tels que le fait de « **demander/exiger à prendre part à une activité sexuelle** » ne sont donc qu'un simple phénomène « statistique », dont la fréquence varie en fonction des « opportunités », et du « savoir sur la sexualité » dont disposent les enfants (savoir que l'auteur appelle d'ailleurs à développer). Enfin, la « sexualité enfantine » sera nécessairement influencée par la présence – ou non – de « **sensualité** » dans le « **rapport aux parents** »...

Intuitivement, nous serions tenté de rapprocher ces affirmations un brin décousues de certaines des thèses les plus audacieuses de Gary Dowsett, professeur émérite à l'Université La Trobe (Australie) et grande référence de l'OMS en matière de « santé sexuelle »²³ :

²³ cf. par ex. la participation du Prof. Dowsett aux « consultations techniques » ayant présidé à la rédaction du rapport « Defining sexual health – Report of a technical consultation on sexual health », OMS / Banque mondiale, janvier 2002

« *Bien des mères et des pères seront d'accord pour dire que les enfants [...] génèrent une réponse sexuelle de la part de leurs parents. Où est alors la différence entre cette sexualité douce et timide entre les parents et leurs enfants et l'amour du pédophile pour son amant ou son amante ? [...] Je ne dis pas que la relation parent-enfant est pédophile, je dis que les deux ne sont pas mutuellement exclusifs. [...] Nous avons trois questions sociales / légales à régler : l'autorité parentale pour les gays et les lesbiennes ; le droit à la légalité pour les pédophiles et leurs jeunes amants ; et finalement, les droits sexuels de l'enfant en général.* » [7]

D'ailleurs, si l'on admet (comme le fait le rapport de Santé Sexuelle Suisse) qu'il est tout à fait banal pour des enfants de se livrer à des « jeux sexuels », pourquoi en exclure nécessairement les adultes ? Et ce d'autant plus que certains enfants « demandent » – voire « exigent » – de « prendre part à des activités sexuelles » avec eux ! (De la même manière, pourquoi les nourrissons seraient-ils exclus d'office de toute activité sexuelle – que ce soit avec des enfants ou des adultes, dans la mesure où « la sexualité commence à la naissance » ? On comprend dès lors peut-être un peu mieux pourquoi l'OMS insiste tant sur la nécessité de s'émanciper des « préjugés » et autres « normes sociales » en matière de sexualité...)

Mais l'élément le plus sidérant de ce document déjà passablement corsé réside dans l'attitude bienveillante de Santé Sexuelle Suisse vis-à-vis des tristement célèbres « rapports Kinsey », parus en 1948 et 1953 respectivement. Car ces documents hautement controversés y sont présentés comme de simples « méthodes issues des statistiques et des sciences sociales ».

Or, il faut bien préciser ici que les deux « **rapports Kinsey** » portaient bien sur « **l'étude** » de milliers d'actes pédophiles... et que le Dr. Kinsey y insistait sur la banalité non seulement de l'homosexualité masculine, mais également des « contacts [sexuels des enfants] avec des adultes » !

« *Conditionnement culturel mis à part, on voit mal pourquoi un enfant devrait être perturbé par le fait de se faire toucher les parties génitales, ou par le fait de voir les organes génitaux d'autres personnes, ou [encore] par le fait [d'expérimenter] des contacts sexuels plus spé-*

cifiques. » (Extrait de « *Sexuality in the Human Female* », 1953, traduit librement de l'anglais par nos soins)

N'ayant par exemple connaissance que de « très peu de cas » de « saignements vaginaux » lors de ce type de « contacts » entre enfants et adultes, le Dr. Kinsey y exprimait son opinion selon laquelle la pédophilie hétérosexuelle avait « peu de chance de causer des dommages significatifs » aux petites filles, du moment que la chose « ne perturb[ait] pas leurs parents »... Parmi ses autres trouvailles, ce zoologue (!) de formation faisait en outre état « d'orgasmes multiples » chez des dizaines de « mâles préadolescents », dont l'âge variait entre 14 ans... et 5 mois à peine.

(A la lecture de certaines descriptions difficilement soutenables desdits « orgasmes », que nous épargnerons au lecteur, il devient parfaitement absurde d'affirmer qu'il pourrait s'agir-là d'autre chose que de viols purs et simples. Tout en constatant la « souffrance » des victimes, leurs « cris », leurs « pleurs violents » et leurs efforts pour « échapper au partenaire », le Dr. Kinsey n'en affirmait par ailleurs pas moins que celles-ci tiraient « un plaisir certain » des violences qui leur étaient infligées. [8])

Voilà en tout cas pour les références méthodologiques – et l'héritage spirituel – de Santé Sexuelle Suisse... qui se trouvent également être celles de l'ONU.



The screenshot shows the website for the Kinsey Institute for Research in Sex, Gender and Reproduction, Inc. The header includes the United Nations logo, the CSO-Net (ECOSOC Civil Society Network) logo, and a search bar. The navigation menu has links for HOME, NEWS, and CALENDAR OF EVENTS. The main content area features the institute's name, a 'SEND MESSAGE' button, and its status as an NGO in Special Consultative Status with the Economic and Social Council (ECOSOC). The address is Morrison Hall 313. Below this, there are sections for 'ABOUT US' (Advancing Sexual Health and Knowledge Worldwide) and 'CONTENT CONTRIBUTED'.

Le Kinsey Institute (du nom de son fondateur) a obtenu un « statut consultatif spécial » auprès de l'ONU en début d'année 2014. Il faut donc bien admettre que les Nations unies, qui parlent volontiers de « culture du viol » pour

stigmatiser la moindre expression de « machisme », ne craignent pas de s'associer à une organisation historiquement associée à la normalisation de la pédophilie, y compris sous des formes pour le moins violentes...



NEWS CORONAVIRUS ADVICE LOCKDOWN GUIDE US POLITICS VOICES SPORT CULTURE INDY/LIFE INDYBEST INDY100

Voices

The United Nations is turning a blind eye to child rape within its own ranks

Google 'UN sexual abuse' and see just how much comes up and for how long it comes up. See for how long Kofi Anan, Ban Ki Moon and now Antonio Guterres have been saying 'something must be done'

Andrew MacLeod | @AndrewMMacLeod |



Et pour cause...

Côté suisse, on peut ainsi s'étonner du fait que l'**Office fédéral de la santé publique (OFSP)** parvienne à la conclusion que l'approche de Santé Sexuelle Suisse est « basé[e] sur des éléments probants » et « scientifiquement fondés ». Ce d'autant plus que cette organisation affirme avoir « passé au crible » le rapport de Santé Sexuelle Suisse sur « l'éducation sexuelle auprès des jeunes enfants », dans lequel les références à Kinsey figurent pourtant noir sur blanc... [9]

Autre surprise de taille : Santé Sexuelle Suisse se trouve être aujourd'hui active dans la formation de « Spécialistes en santé sexuelle, éducation–formation-conseil »... Et ce, en partenariat avec les Hautes écoles spécialisées de Suisse occidentale (HES-SO) et de Lucerne (HSLU), ainsi qu'avec les Universités de Lausanne et Genève ! Cette officine peu recommandable est en outre régulièrement interrogée

par les médias helvétiques sur la politique à mener en matière d'éducation sexuelle. Il est vrai qu'elle est parrainée, comme on l'a vu, par l'Office fédéral de la Santé Publique (OFSP), qui la soutient bec et ongles face aux critiques, et dont elle reçoit 1 million de francs par an pour couvrir ses frais de personnel...

Le fait que la fondation **Protection de l'enfance Suisse** soit une organisation « membre » de Santé Sexuelle Suisse n'en a pas moins de quoi interpeller. Nous reparlerons d'ailleurs des prises de positions stupéfiantes de cette organisation en matière de sexualisation des enfants un peu plus loin.

De façon intéressante, les Hôpitaux universitaires vaudois (CHUV), dont nous serons amenés à reparler, offrent eux aussi un vernis de respectabilité scientifique à cette clique, en citant Santé Sexuelle Suisse comme interlocuteur de référence, notamment en matière « d'infections sexuellement transmissibles » (IST) ! Et ce, alors même que les profils scientifiques ou médicaux sont parfaitement introuvables au sein de « l'équipe » de gratte-papier chargée de gérer cette structure au quotidien...

La sexualisation des enfants dans la pratique : le cas bâlois

Bien qu'on puisse s'en offusquer, le soutien de tant d'institutions publiques aux activités pour le moins critiquables de Santé Sexuelle Suisse n'a en réalité pas grand-chose d'étonnant. En 2012 déjà, le canton de Bâle avait en effet tenté d'introduire des cours d'éducation sexuelle directement inspirés des directives de l'OMS. [10] Sans que cela ne choque aucunement les médias ou le gouvernement suisses.

Les enfants devaient par exemple prendre connaissance du « processus de procréation » ainsi que de l'existence « de moyens de contraception » dès l'école primaire (7 ans). Plus précisément : il leur serait enseigné que « **la sexualité est pratiquée aussi pour le plaisir [...] et pas seulement pour la procréation** ».

Mais dans quel but, au juste, communiquer de telles informations à des jeunes prépubères ? Si ce n'est pour les inciter à développer eux-mêmes une activité sexuelle ?



Lisa & Jan, guide d'initiation sexuelle pour enfants prépubères made in Germany. Malgré des illustrations parfaitement explicites (et que l'on pourrait qualifier de pédopornographiques), le gouvernement du canton de Zurich n'en estime pas moins qu'il convient parfaitement à l'enseignement de l'éducation sexuelle dès l'âge de 4 ans. [11]

De fait, le grand quotidien alémanique *Blick* allait confirmer que le livre illustré *Lisa & Jan* devait être distribué aussi bien dans les écoles primaires bâloises que **dans les jardins d'enfants (5 ans) !** Or, voilà ce que l'on trouve dans cet ouvrage, dont les personnages principaux sont un garçonnet et une fillette **tous deux impubères** :

« Parmi la multitude d'images, on retrouve une petite fille en train de se masturber pendant qu'une autre l'observe, un petit garçon en train de se toucher [énergiquement] sous les draps et qui éclaire ses parties intimes avec une lampe torche, une femme en train d'enfiler un préservatif à un homme, un enfant en train d'espionner ses parents en plein acte sexuel par la fenêtre [avec un gros plan sur leurs parties génitales imbriquées]. »

Cette description qui demeure très pudique a été publiée en 2013 sur le grand site d'information catholique *Aleteia*. On notera qu'en plus d'inviter les enfants à manipuler leurs propres organes génitaux de diverses manières, l'ouvrage en question ne cesse de les encourager soit à toucher les autres, soit à se faire toucher – notamment par leur père. Sans parler de cette illustration qui montre deux garçonnets en train de s'entre-astiquer, ou de cette autre, où le petit Jan s'auto-stimule sous le regard bienveillant de sa mère et de sa petite sœur.



[DIRECT] L'éducation sexuelle à l'école agite le National

Session de printemps La Chambre du peuple se penche en premier sur l'initiative populaire «Protection contre la sexualisation à l'école maternelle et à l'école primaire». Seule l'UDC soutient ce texte qualifié de dangereux et puritain.



En Suisse, les opposants à la sexualisation précoce des enfants ont été copieusement raillés dans les médias, et même qualifiés de « dangereux ». La Poste avait quant à elle refusé de livrer aux écoles des matériels qualifiés à juste titre de « pornographiques ».

Précisions du *Blick* : « La fondation **Protection de l'Enfance Suisse** recommande le livre [Lisa & Jan], qui est disponible dans de nombreuses écoles, à partir de 5 ans. »

Des informations d'autant plus surréalistes que la « présentation d'objets ou de représentations pornographiques » à des mineurs est censée être considérée, en droit suisse, comme un « abus sexuel »... ce qui est bien la moindre des choses ! Et d'autant plus lorsque l'on parle d'enfants de quatre ou cinq ans...

Ce n'est pourtant que grâce à la réaction énergique des parents concernés – appuyés par une poignée d'élus (qualifiés par les médias

de « conservateurs », voire « réactionnaires »), que l'administration bâloise a finalement dû reculer, annulant les « cours » prévus pour la rentrée 2014.

On peine à le croire, mais une journaliste dépitée (et toujours dans le circuit !) a alors accouché de cette réflexion irréaliste dans les colonnes d'un grand quotidien suisse :

*« C'est le retour du culte du secret. Comme si c'était mieux à l'époque des tabous. Un homme, une femme, un peu de magie et, hop, un bébé ! Les [opposants] estiment plus adapté pour un enfant de **risquer de ne rien savoir jusqu'à sa préadolescence. Ils sapent l'égalité des chances des enfants en matière de santé sexuelle.** » [12]*

A croire que, pour l'auteur de ces lignes, la participation d'enfants « préadolescents » à des rapports sexuels complets serait un cas de figure on ne peut plus banal... Car pourquoi, sinon, se préoccuper de leur « santé sexuelle » ?

Et voici une autre pique tout aussi décalée, qui nous vient cette fois-ci d'une parlementaire socialiste, surtout connue pour ses engagements féministes : *« C'est n'importe quoi. S'il y avait moins de gens frustrés sexuellement, il y aurait moins de conflit [sic]. » [13]*

Car toute personne tant soit peu épanouie souhaite évidemment développer l'activité sexuelle de ses enfants dès leur plus jeune âge, cela va sans dire...

Quant à la Conférence des directeurs de l'instruction publique, celle-ci allait complètement botter en touche, plaidant... une mauvaise compréhension de la part du public ! (Il est vrai que le bon peuple suisse aura, au final, été fort peu informé quant à la teneur exacte des « matériels pédagogiques » prévus par l'administration bâloise. Heureusement pour elle !)

Enfin, voici le dénouement (tout au moins provisoire) de cette piteuse affaire : en janvier 2018, la **Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH)** a décidé que les parents bâlois *n'avaient pas le droit* de soustraire leurs enfants aux programmes d'éducation sexuelle du canton. Une info goulûment relayée par la presse suisse – et notamment par

la télévision d'État (SRF), qui remarquait non sans malice :

« *Les autorités bâloises ne prévoient [plus] de cours d'éducation sexuelle au jardin d'enfant et dans les classes primaires. Mais les enseignants auront le droit d'aborder des questions concrètes. Par exemple lorsqu'un enfant attend un petit frère ou une petite sœur, ou quand la classe trouve un préservatif devant l'école.* »

En clair : le droit européen permettrait aujourd'hui à un enseignant désaxé de mettre en œuvre, malgré tout, le programme concocté par les docteurs Folamour (c'est bien le cas de le dire) de la sexualisation infantile. En toute légalité !

Il serait sans doute temps, pour les institutions concernées, d'indiquer clairement qu'elles renoncent définitivement aux projets qui les ont déjà suffisamment décrédibilisées. Et qui ont de quoi faire passer la Suisse, à l'étranger, pour un pays incapable de mettre sa population à l'abri des expérimentations sociales erratiques d'une poignée d'idéologues déviants.

LA SEXUALISATION PRÉCOCE CHEZ ALDOUS HUXLEY ET C.S. LEWIS

Dans son incontournable *Meilleur des mondes* (1931) Aldous Huxley abordait déjà de façon frontale la question de la sexualisation des enfants, dont il pressentait visiblement l'essor prochain :

« *Que se passe-t-il ?* », demanda le directeur.

L'infirmière haussa les épaules. « Oh, rien de grave », répondit-elle. « C'est juste ce petit garçon... On dirait qu'il n'a pas envie de participer aux jeux érotiques ordinaires. Je l'ai déjà remarqué une fois ou deux. Et aujourd'hui ça recommence. Il vient de se mettre à crier... »

« *Je ne voulais vraiment pas lui faire mal* », dit la petite fille à l'air angoissé. « *Je vous jure.* »

« *Bien sûr que non* », dit l'infirmière d'un ton rassurant. [...]

La fille courut dans le fourré et fut bientôt hors de vue.

« *Délicieuse petite créature !* », dit le Directeur en la suivant du regard.

Un sujet qui travaillait également son talentueux compatriote C.S. Lewis, comme en témoigne ce passage de l'un de ses chefs d'œuvre méconnus (*Cette hideuse puissance, 1945*) :

« *C'est un combat que je mène depuis des années. Toute cette question de notre vie sexuelle. [...] Je veux que chaque garçon et chaque fille de ce pays...* »

Avant que l'influent personnage qui avait exposé ce programme ne se fasse couper la parole par ses camarades non moins nuisibles, mais tout simplement écoeurés par le caractère répugnant du sujet. (On rappellera que quatre ans après la publication de ces lignes, Alfred Kinsey allait publier un premier plaidoyer pseudo-scientifique en faveur de la pédophilie homosexuelle. Le *New York Times* apportant par ailleurs sa caution morale à ces « études objectives et sincères ». [14])

Au-delà de leurs nombreuses prophéties communes ou complémentaires, Lewis et Huxley partagent une autre caractéristique notable : celle d'être morts tous deux le 22 novembre 1963. Soit le jour même où John F. Kennedy était assassiné à Dallas.

Autant dire que leur disparition n'a pas fait couler beaucoup d'encre.

Notes

- [1] « Standards pour l'éducation sexuelle en Europe », pp. 38 ss., OMS / Santé Sexuelle Suisse / Ministère fédéral de la Santé allemand (BzgA), 2010
- [2] « Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle », p.52, UNESCO / OMS / ONU Femmes / ONUSIDA / Fonds des Nations unies pour la population / etc., 2018
- [3] *Ibid.*, p.35 : « *most experts believe that children and young people want and need sexuality and sexual health information as early and comprehensively as possible, as acknowledged in development psychology and reflected in the Standards for Sexuality Education in Europe (WHO Regional Office for Europe and BZgA, 2010).* »
- [4] « Standards pour l'éducation sexuelle en Europe », p. 19, OMS / Santé Sexuelle Suisse / Ministère fédéral de la Santé allemand (BzgA), 2010
- [5] « Tour d'horizon et enjeux de l'éducation sexuelle en Suisse », Éducation Santé, Septembre 2019
- [6] Jusqu'à une date très récente, le site web de l'organisation affichait l'information suivante : « *SANTE SEXUELLE Suisse est le membre suisse accrédité de l'IPPF (International Planned Parenthood Federation), organisation mondiale non-gouvernementale pour la santé sexuelle et reproductive et les droits qui y sont liés.* » Depuis le 11 avril 2020, cette mention a disparu, alors qu'elle était en ligne depuis 2014. Elle figure toutefois toujours en toutes lettres sur le site l'IPPF. . .
- [7] « Boiled Lollies And Band-aids: Gay Men And Kids », *Gay Information*, Spring 1982 (pp. 34 ss)
- [8] cf. "Human Sexuality In the Human Male", A. Kinsey, Indiana University Press, pp. 161 ss, réédition de 1975 (la version originale date de 1948).
- [9] L'OFSP indique s'être penché, en particulier, sur le texte de Bettina Schuhrke, qui soutient notamment l'idée d'une « autodétermination sexuelle » de l'enfant – et qui donne les « rapports Kinsey » en exemple de « méthode » à suivre ! (cf. « Rapport d'experts sur l'éducation sexuelle en Suisse », *admin.ch*, juin 2017, p. 13)
- [10] Le 28 novembre 2012, la Haute École Spécialisée de Lucerne (HSLU) et l'ONG Santé Sexuelle Suisse avaient organisé un « atelier » pour faire le point sur l'expérience bâloise, démarrée en début d'année. Y participaient des représentants du ministère de l'Éducation de Bâle-Ville, du « Centre de collaboration de l'OMS » à Cologne (BZgA) – et de l'Office fédéral pour la Santé publique (OFSP) suisse. La rencontre étant centrée, comme on peut s'en douter, sur les fameux « standards pour l'éducation sexuelle en Europe » . . . (cf. « Standortbestimmung der Sexualaufklärung in der Schweiz », Hochschule Luzern / Santé Sexuelle Suisse, 28/11/2012)
- [11] „Auszug aus dem Protokoll des Regierungsrates des Kantons Zürich – Aufklärungsbuch "Lisa und Jan" im Lehrplan 21“, Conseil d'État du canton de Zurich (*kantonsrat.zh.ch*), 20/09/2017
- [12] « Éducation – Pas de ça à l'école pour les petits », *Le Matin*, 17.04.2012
- [13] *Ibid.*
- [14] « Concerning man's basic drive », *New York Times*, 04.01.1948

Quand les abus sexuels entre enfants deviennent « inévitables »

*« Le nouveau code pénal a supprimé l'infraction d'attentat à la pudeur et y a substitué l'atteinte sexuelle. La différence principale tient dans le fait que **seul un majeur peut se rendre coupable d'une atteinte sexuelle sur un mineur** alors que l'attentat à la pudeur réprimait également les faits commis par les mineurs. »*

(Commentaire du Conseil constitutionnel français, février 2012)

Si, contrairement à la pédophilie, la sexualité inter-infantile échappe effectivement à toute qualification pénale, le champ semble dès lors libre pour une sexualisation des enfants dès leur plus jeune âge. Le tout étant que les petits s'initient entre eux, dans le cadre de rapports supposément *consentis*...


stern

VIDEO SPIELE GUTSCHEINE



Panorama Politik Kultur Lifestyle Digital Wirtschaft Sport Gesundheit Genuss Reise Familie Gutscheine

Home > Familie > Köln: Kita will missbrauchte Kinder nach Übergriffen nicht mehr betreuen

Gewalt unter Kindern

20. Februar 2019 16:03 Uhr

Reaktion auf sexuelle Übergriffe: Kölner Kita will missbrauchte Kinder nicht mehr betreuen

In einer Kölner Kita ist es 2018 wiederholt zu sexueller Gewalt unter Kindern gekommen. Ein Streit über den Umgang damit eskalierte derart, dass die Einrichtung Konsequenzen zog - andere, als man zunächst vermuten würde.



Dans les crèches allemandes, les histoires « d'abus sexuels entre enfants » (sodomie avec des objets, investigation forcée des parties génitales, etc.) défraient régulièrement la chronique, comme ici à Cologne. Il apparaît que les parents et le personnel pédagogique ont des opinions parfois très divergentes sur ce qui est tolérable et ce qui ne l'est pas... (Dans le cas ci-dessus, ce sont les enfants agressés qui ont dû quitter la crèche !)

En Allemagne, où ont été élaborés les fameux « standards d'éducation sexuelle » de l'OMS, certains médias travaillent ainsi activement à développer une tolérance auprès de la population pour une « pédagogie sexuelle » aux contours merveilleusement flous.

Süddeutsche Zeitung



Coronavirus Politik Wirtschaft Meinung Panorama Sport München Bayern Kultur

31. Juli 2019, 12:17 Uhr Sexueller Missbrauch

"Die Eltern sind oft verletzt als die Kinder selbst"



Szene in einer Kindertagesstätte. Sexuelle Übergriffe unter Kindern sind keine Seltenheit. (Foto: Julian)

*Tout en reconnaissant que « les agressions sexuelles entre enfants sont loin d'être rares », le grand quotidien Süddeutsche Zeitung relativisait d'emblée l'information en affirmant que « les parents sont souvent plus blessés [par ces actes] que les enfants ». Et une pédagogue d'enfoncer le clou en soulignant le caractère « normal » de la « sexualité enfantine », la « curiosité sexuelle » étant, de son point de vue, « légitime ». Pour plus de franchise, on se réfèrera à la presse régionale : « Chercher à empêcher les agressions sexuelles entre enfants est illusoire », avait titré le quotidien régional Ruhr Nachrichten quelques mois plus tôt... [1]
En toute simplicité.*

D'après l'article du *Süddeutsche Zeitung* cité ci-dessus, il appartient en effet à chaque crèche de développer son propre « *concept de pédagogie sexuelle* » (*sexualpädagogisches Konzept*), afin de pouvoir distinguer les « *actes sexuels* » (*sexuelle Handlungen*) liés à « *l'éducation sexuelle* » des enfants, des « *abus sexuels* » (une philosophie également prônée telle quelle par « *l'association d'utilité publique* » Pro Familia). Dans la pratique, il appartiendra au pédagogue d'évaluer l'existence d'une éventuelle « *relation de pouvoir* » entre les enfants, afin de déterminer si un « *acte sexuel* » donné constitue – ou non – un abus. Parmi les critères à considérer : les différences « *d'âge* » et de « *genre* », ou encore de « *force physique* » entre les enfants, voire l'existence d'un « *arrière-plan migratoire* », ou... n'importe quoi d'autre. Le brouillard complet !

*« Comme il s'agit d'enfants, qui peuvent encore résoudre leurs problèmes **bien à l'écart de la Justice**, on ne parlera pas 'd'auteurs' et de 'victimes', mais d'enfants 'agressifs' et 'concernés'. »*

*(Documentation officielle du **Service de protection de la jeunesse du Brandebourg** consacrée à la question des « *agressions sexuelles* » entre enfants)*

WELT

PANORAMA

PANORAMA SKANDAL VON LÜGDE

Polizist wegen Kinderpornografie vorbestraft - weiter im Dienst

Veröffentlicht am 09.03.2019 | Lesedauer: 2 Minuten



Bereits in den Jahren 2002 und 2008 gab es Hinweise, dass der Hauptbeschuldigte Kinder missbrauchen

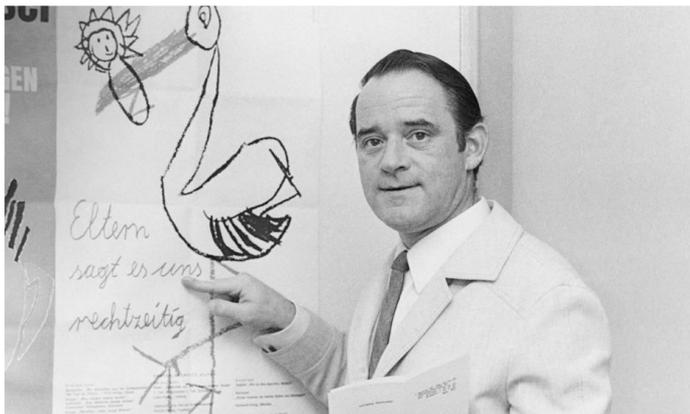
En 2019 a été révélé en Allemagne l'in vraisemblable « scandale de Lügde ». Il s'est avéré qu'un réseau de production de films pédopornographiques, qui sévissait depuis une vingtaine d'années (!) sur un camping de Rhénanie du Nord, avait bénéficié de l'aide active des autorités locales (police, services de protection de l'enfance...). On notera que c'est justement en Rhénanie du Nord qu'ont été élaborés, en partenariat avec l'État allemand, les fameux « standards de l'OMS », si troubles sur la question de la « sexualité enfantine ».

Il semblerait donc bien qu'en Allemagne tout au moins, toutes les conditions aient été réunies pour généraliser ce type d'abus sexuels entre mineurs, d'autant plus que les éducateurs qui supervisent ces sévices semblent disposer d'une parfaite immunité juridique. Il faut dire que la désormais célèbre « expérience Kentler », qui s'est poursuivie jusqu'au début des années 2000 à Berlin, atteste de l'ouverture stupéfiante des élites politiques allemandes vis-à-vis non seulement de la sexualité infantile précoce, mais encore de la pédophilie.²⁴ De telle sorte que l'adhésion du ministère de la Santé allemand à la « déclaration des droits sexuels » de l'International Planned Parenthood Federation (IPPF) n'a rien de bien surprenant...

²⁴ Helmut Kentler, un psychologue allemand et militant gay ouvertement engagé en faveur de la pédophilie, bénéficiait du soutien des milieux politiques, académiques et médiatiques ouest-allemands d'abord, puis allemands tout court. En 1989, il avait consacré un livre entier (*Leihväter*) à son « expérience », qui consistait à placer des garçons sans foyer chez des pédocriminels avérés. Et ce afin qu'ils développent des rapports sexuels dans une optique « pédagogique ». Une entreprise qui s'est tranquillement poursuivie des décennies durant, jusque dans les années 2000...

«L'expérience Kentler» à Berlin : quand des enfants étaient confiés sciemment à des pédophiles

Pendant plus de trente ans, les services sociaux de la capitale allemande ont confié en toute connaissance de cause la garde d'enfants à des pédophiles, dans le cadre d'une «expérience» promue par un sexologue.



Un cas parmi des centaines d'autres : « Le concierge Fritz H. a pu violer au moins neuf garçons mineurs sans jamais être inquiété, pendant plus de trente ans. Et pour cause : les enfants, âgés parfois de 6 ans, lui étaient confiés directement par l'administration berlinoise chargée de l'aide sociale des mineurs. Fritz H. avait pourtant été condamné pour abus sexuel. Malgré cela, les fonctionnaires ont continué à lui confier la garde d'enfants. »

On rappellera ainsi que l'idée d'exposer précocement les enfants à des « connaissances » et « expériences sexuelles » a été théorisée il y a plus d'un siècle comme une méthode devant permettre de « dégénérer » psychologiquement des populations entières. Ceci dans le but de les rendre plus influençables et, partant, plus faciles à gouverner.

En permettant aux pédagogues de la sexualisation infantile de saper les bases émotionnelles des enfants dès leur plus jeune âge, l'État allemand prépare en outre la voie à l'adoption précoce des identités LGBT, qu'il promeut activement via sa « stratégie » du *Gender-Mainstreaming*, adoptée officiellement en 2016. Car il s'agit-là ni plus ni moins que de brouiller les identités sexuelles des enfants en gommant activement toute distinc-

tion entre garçons et filles – et ce, dès la maternelle !

« *Cela peut vraiment profiter aux enfants, si les garçons jouent parfois aux poupées et les filles avec des plots. [...] Mais quand les garçons jouent aux poupées, se maquillent et s'habillent en rose, beaucoup de parents prennent peur. Mon fils va-t-il devenir homosexuel ? Il faut comprendre que quand une fille porte un casque de chantier, elle ne devient pas pour autant immédiatement maçon.* » (Une puéricultrice détaille les pratiques « non genrées » de son établissement au grand quotidien *Die Zeit*, en juin 2010)

C'est ainsi qu'en 2016, la région de Hesse a imposé « l'acceptation des lesbiennes, gays, bisexuels, trans- et intersexuels (LGBTI) » en tant « **qu'objectif d'apprentissage** » (!) officiel dans les programmes scolaires. De telle sorte à ce que les bambins soient « informés » sur l'homosexualité dès 6 ans – et sur la transsexualité dès 10 ans. Avec l'objectif – pas même caché – de les aider à « **façonner leur sexualité** » !

C'est donc en toute cohérence que l'État allemand a participé à la création des « standards de l'OMS », ceux-ci correspondant en tout point à son propre agenda politique. Ce constat peut par ailleurs nous aider à établir un lien entre la promotion des modes de vie LGBT et la conduite d'une politique antinataliste, qui est une caractéristique notoire de l'Allemagne contemporaine. (Nous verrons d'ailleurs au chapitre suivant que le mouvement LGBT est étroitement lié, depuis ses origines, aux « ligues néo-malthusiennes » du tournant du XX^{ème} siècle, dont la raison d'être était précisément de lutter contre une natalité jugée trop forte, à une époque où la population européenne avait plus que doublé en un siècle. On notera accessoirement que le **Fonds des Nations unies pour la population, l'UNFPA**, qui préconise lui aussi ouvertement une réduction de la population occidentale [2], est étroitement associé tant aux « standards » de l'OMS qu'aux « principes directeurs sur l'éducation sexuelle » de l'ONU).

Quant à l'OMS elle-même, il se pourrait que ses déboires récents avec la présidence américaine ne portent pas uniquement sur la gestion de la « crise sanitaire », mais également sur des questions plus idéologiques. Avec à la clé des enjeux de société qui détermineront, en fin de compte, les contours de la civilisation occidentale du XXI^{ème} siècle.

CASTRATION POUR TOUS : LA SUISSE SE MET À LA MODE DES « ENFANTS TRANSGENRES »

« Le monde médical suisse présente de fortes lacunes dans la prise en charge des personnes trans. Pour y remédier, le CHUV [*Centre hospitalier universitaire du canton de Vaud*] a envoyé un de ses pédiatres se former au Canada pendant deux ans. »

(Radio télévision suisse romande, 18/10/2020)

Comme toujours, il y a « urgence ». Cette fois, il s'agit de former des pédiatres. Car « 60% des trans » prendraient conscience du fait qu'ils souffrent de ce problème « avant l'âge de 10 ans ». Il convient donc de débiter « les traitements » de façon « assez précoce ».

En témoigne le cas de Léa, un transsexuel de 47 ans présenté comme parfaitement épanoui depuis que « son quatrième psychiatre a enfin fait le bon diagnostic ». Car Léa avait déjà « commencé à se questionner » autour de l'âge de sept ans « en regardant un manga » [sic]. Et le transitionné tardif de déplorer : « *Je regrette les attributs masculins qui se sont développés à la puberté* ».

Les « attributs masculins »... voilà donc le nœud du problème ! Comment alors le trancher, ce nœud si problématique ?

La réponse nous sera apportée par le Dr. Raphaël Wahlen du CHUV (Lausanne), où celui-ci vient d'organiser un premier « symposium en faveur d'une approche trans affirmative ». « Un cycle de conférences pris d'assaut par les professionnels », comme le relate le média d'État suisse francophone (et comme on peut hélas le constater à l'image).

Médecine Publié le 18 octobre 2020 à 08:07

Le CHUV veut améliorer la prise en charge des personnes transgenres



Et « en particulier celle des enfants et des adolescents »...

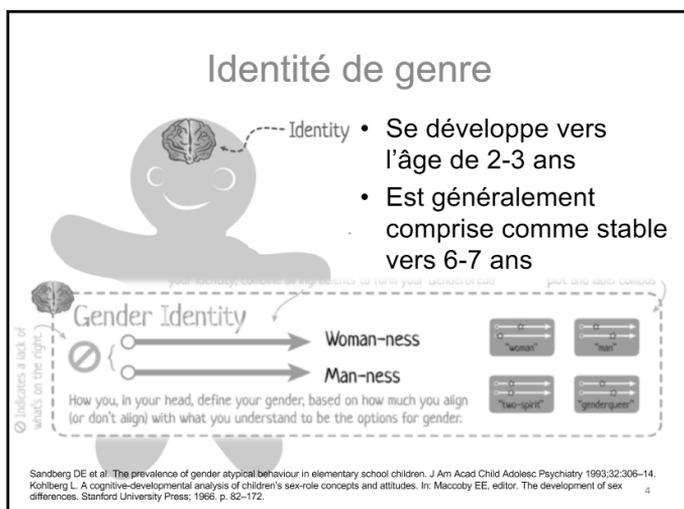
De fait, après avoir obtenu son doctorat en chirurgie pédiatrique, le Dr. Wahlen est parti deux ans au Canada, pour y suivre un cursus de « médecine LGBT » pédiatrique, le *Gender Variance Fellowship Program*. Une formation portant notamment sur des aspects « d'endocrinologie » et de « chirurgie esthétique » destinés, en particulier, à la « gestion sanitaire des enfants transgenres » (*health management of transgender children*). Et de fait, un récent article publié dans la *Revue médicale suisse* (!) et consacré aux « adolescents transgenres » dénote du volontarisme à toute épreuve de notre Frankenstein du LGBT : « Les traitements médicaux d'affirmation de genre (*bloqueurs hormonaux, hormones, chirurgie*) sont associés à une amélioration de la santé mentale et du fonctionnement chez les personnes trans. » [3]

Avec ce message d'encouragement à l'intention des « médecins » et « parents » trop timides : « *La littérature actuelle est rassurante avec des taux de regrets ou de détransition entre 0 et 3 % selon les études.* »

En clair : n'hésitez pas à faire castrer – chimiquement et/ou chirurgicalement – vos enfants : ils vous en seront reconnaissants plus tard ! (Et même s'ils se suicident, ne l'auraient-ils pas fait de toute façon ? Puisque la science nous affirme que ces opérations *améliorent la santé mentale* de ceux auxquels elles sont infligées. Et comme la suicidalité des « transgenres » est de toute manière extrêmement élevée...)

En tout état de cause, il semblerait d'ailleurs que le Dr. Wahlen se propose d'effectuer ce type de procédures *indépendamment de l'accord des parents*. Car il convient « d'accompagner et soutenir le patient transgenre capable de discernement dans sa demande de transition, **y compris face à l'absence de soutien familial** ». [4]

Eh oui, le bien de l'enfant prime ! Et si ses parents sont insensibles (ou ignorants) au point de ne pas comprendre qu'il suffira de le laisser se faire un peu charcuter pour accéder à la « congruence de genre », pourquoi ne pas se passer de leur autorisation ? Stop à la transphobie !



Question : si « l'identité de genre » est « généralement stable » à partir de 6-7 ans, pourquoi attendre l'adolescence pour commencer à jouer des hormones et du bistouri ? (Source : CHUV.ch, avril 2018)

C'est ici qu'entre en scène Caroline Dayer, une « chercheuse en études de genre » engagée fort opportunément par le canton de Vaud en tant « qu'experte des questions d'homophobie et de transphobie » à la fin 2020. Une idéologue à la sincérité presque touchante, qui affiche clairement son intention d'inculquer aux enfants ses théories LGBT « dès l'école primaire » : « *Ce qui se passe à la maison, c'est complètement aléatoire sur ces questions. Donc si ce n'est pas l'école qui donne un message de non-discrimination, qui va le faire ?* » [5]

Exemple de « non-discrimination » : expliquer aux bambins qu'il serait bien dommage de se laisser « assigner à un seul sexe » (celui de la naissance, donc) sur la base de simples considérations biologiques ou sociales.

Ou encore : encourager les enfants à « se faire appeler autrement » (donc avec un prénom de l'autre sexe) ou à se faire traiter comme s'ils étaient de l'autre sexe (il/elle...) si cela leur chante.

Il semblerait bien qu'il ne tiendra dès lors qu'à eux de faire le dernier pas, en passant sur les chaînes d'assemblage que le Dr. Wahlen est en train de mettre en place pour fabriquer ses futurs petits transsexuels.

Notes

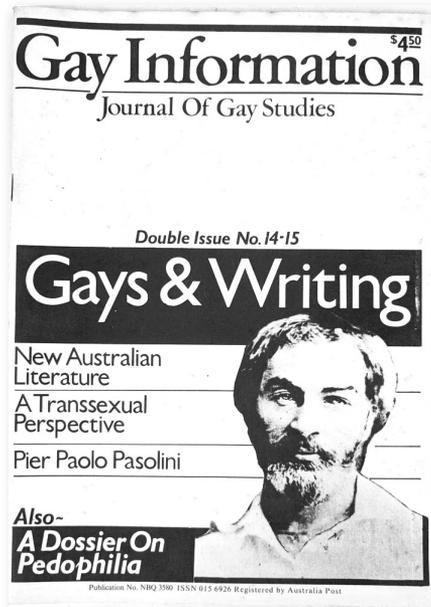
- [1] „Sexuelle Übergriffe unter Kindern zu verhindern, ist ein illusionäres Ziel“, *Ruhr Nachrichten*, 14/12/2019.
- [2] Cf. p. ex. le passionnant article du *Monde* « Faut-il réduire la population mondiale pour sauver la planète ? », 18/01/2010.
- [3] « Adolescents transgenres et non binaires : approche et prise en charge par les médecins de premier recours », *Revue médicale suisse*, 22/04/2020
- [4] Ibid.
- [5] « L'invitée de La Matinale (vidéo) - Caroline Dayer, chercheuse et docteure en études genre », *RTS*, 21/12/2020

| LGBT et pédophilie : une rétrospective historique

Voici un sujet certes délicat, mais fort intéressant. Et d'autant plus incontournable que nous avons déjà commencé à le mettre en perspective. Nous soulignerons volontiers d'emblée que l'idée de défendre les « droits des homosexuels » n'implique pas nécessairement la volonté de normaliser la pédophilie. Surtout si l'on accepte la distinction traditionnelle entre pédophilie et *pédérastie*, cette dernière ne concernant pas les enfants au sens strict, mais plutôt les adolescents. Pourtant, depuis ses origines, l'histoire du mouvement LGBT est étroitement liée non seulement à la pédérastie, mais également, de façon très spécifique, à la question *pédophile*. A tel point qu'aujourd'hui encore, des figures de proue du LGBT n'hésitent pas à glorifier des promoteurs avérés de la pédophilie ! Et à soutenir activement des programmes de sexualisation précoce des enfants qui, de fait, légitiment pleinement l'agenda pédophile.

Il y a en effet bien des raisons de penser que la pédophilie est, en réalité, une composante constitutive du mouvement LGBT, qui tend d'ailleurs à s'en revendiquer ouvertement lorsque le climat médiatique y est favorable.

A l'appui de cette affirmation dérangeante, nous allons voir que ce compagnonnage historique entre promotion de l'homosexualité et banalisation de la pédophilie a débuté au tournant du XX^{ème} siècle déjà. Et qu'il s'est poursuivi, depuis lors, jusqu'à aujourd'hui même.



« La sexualité des enfants est souvent niée ou jugée peu sérieuse. [...] La révolution gay m'a aidé en tant qu'homme gay puis en tant que pédophile. [...] Les gays ne sont pas des abuseurs d'enfants. Les pédophiles ne sont pas des abuseurs d'enfants. Les vrais abuseurs d'enfants sont les hommes hétérosexuels. » Et deux militantes féministes d'enfoncer le clou : « Qu'est-ce que la libération sexuelle si elle ne profite pas à tout le monde ? La lutte [des pédophiles] est notre lutte. »

Magnus Hirschfeld et le « débat protopédophile »

Le Dr. Magnus Hirschfeld, militant homosexuel, féministe et eugéniste allemand, est largement reconnu comme étant « à l'origine du mouvement de libération gay ». Le Parti socialiste allemand (SPD) attribue ainsi chaque année un « prix Magnus Hirschfeld » pour distinguer des individus ou associations qui participent du militantisme LGBT. En 2018, la République fédérale d'Allemagne a émis un timbre en son honneur. Pourtant, le Dr. Hirschfeld était pour le moins ambigu sur la question de la pédophilie...

Dès 1914, dans l'un de ses ouvrages les plus célèbres, le Dr. Hirschfeld avait tenté de démontrer le caractère naturel de l'homosexualité à travers la présence – et l'acceptation – de celle-ci dans les cultures les plus diverses à travers le globe. Ce médecin naturopathe de formation s'y

penchait ainsi sur le cas des « bordels à garçons » (*Knabenbordelle*) que l'on trouvait alors, d'après ses dires, dans les villes portuaires chinoises.

« Son récit explique de façon détaillée le processus de rencontre de garçons dont l'âge peut descendre jusqu'à douze ans environ et qui peuvent être achetés 'en étant disposés à tout [faire]'. »

(Résumé par un professeur d'Histoire moderne de l'Université de Londres, de ce texte controversé de Magnus Hirschfeld [1])

De fait, l'un de ces « jolis garçons prêts à tout faire » était décrit par le Dr. Hirschfeld comme « un garçonnet extrêmement tendre de douze ans environ ». Le terme de « *Bürschchen* »[2] indiquant sans grande équivoque possible, que l'on avait bel et bien affaire en l'espèce à un **enfant** – et non à un adolescent. Or, voici comment le patriarche gay concluait ces descriptions de prostitution juvénile :

« Le fait que les parents [chinois] livrent eux-mêmes leurs fils et leurs filles – souvent dès leur jeune âge – à des maisons closes [...] montre bien à quel point ce peuple est peu choqué par les rapports homosexuels. »[3]

Ainsi donc, des pratiques que l'on pourrait qualifier de « pédophilie », « d'exploitation sexuelle » ou « d'abus d'enfants » semblent bel et bien avoir été considérées par le Dr. Hirschfeld comme faisant pleinement partie de « l'homosexualité ». Ni plus, ni moins !





Sous la République de Weimar, l'Institut de sexologie du Dr. Hirschfeld produisait des films à destination du grand public afin de faire la promotion, par exemple, de l'homosexualité masculine (Différent des autres, 1919), ou pour réclamer la dépénalisation de l'avortement (Les lois de l'amour, 1927). Car oui, Magnus Hirschfeld était aussi un grand féministe !

Il faut dire que l'un des plus proches compagnons de route de Magnus Hirschfeld, l'Anglais Havelock Ellis avec lequel il allait fonder en 1921 la **Ligue mondiale pour la réforme sexuelle**, avait une attitude étonnamment compréhensive à l'égard de la pédophilie. Le Dr. Ellis était en effet convaincu qu'un enfant pouvait parfaitement être mûr pour des rapports sexuels complets bien avant l'adolescence !

« *L'instinct sexuel est une fonction du cerveau, pas des organes sexuels. [...] [Le physiologiste F. J. Gall] a parfaitement décrit le développement de l'instinct sexuel chez beaucoup d'enfants avant la maturité des glandes sexuelles.* » [4]

Et de fait, Havelock Ellis a entrepris, à travers ses ouvrages, de démontrer que les rapports sexuels entre enfants – de même qu’entre enfants et adolescents, voire entre enfants et adultes – étaient parfaitement inoffensifs.

Dr. Havelock Ellis



COMMENTARY

The #NeverAgain warriors are leading an unarmed revolution history will remember

"Power concedes nothing without a demand. It never did and it never will."

Saturday, April 21, 2018



LGBTQ HISTORY

The history of LGBT rights in England & how it affected American attitudes

This year marks the 50th anniversary of the decriminalization of adult same-sex sexual expression in England.

Wednesday, July 19, 2017



COMMENTARY

North Carolina GOP's meltdown has a connection to anti-semitism and eugenics

A crucial point in the psychology of stereotyping is painting minority groups as sub-human lifeforms determined to molest members of the dominant group.

Wednesday, November 16, 2016

Dès 1896, Havelock Ellis, lui-même réputé hétérosexuel, avait consacré un livre à la promotion de l'homosexualité masculine, abordée sous un angle qui se voulait à la fois scientifique et littéraire. Bien que relativement peu connu, le Dr. Ellis demeure une figure historique du mouvement gay – dont il pourrait bien être, en réalité, le véritable fondateur.

Car contrairement aux patients tourmentés de Freud, les personnages d'Ellis, présentés comme authentiques, tendent à mener par la suite des vies parfaitement épanouies. Ils réussissent leurs études et leur carrière, ont de l'énergie à revendre, présentent de fortes capacités intellectuelles (scientifiques, médicales, littéraires...), sont en parfaite santé, ont une vie sentimentale (homo-, hétéro- ou bisexuelle) riche et épanouie, font des « mariages heureux », ont des enfants, etc.

En voici un petit florilège...

Tel garçonnet qui se faisait sodomiser à neuf ans déjà par son grand frère adulte puis par ses camarades d'école vante, une fois devenu médecin, les « effets favorables » de la « pédérastie ». Celle-ci étant « plus bénéfique pour le corps et moins dangereuse que l'accouplement avec des femmes ».[5]

Tel autre qui, au début de l'adolescence, « aidait à masturber de force des petits garçons » ou « les tenait pendant que d'autres [les sodomisaient] » pratique à son tour la pédophilie, passe ensuite par la zoophilie puis se transforme enfin, à l'âge adulte, en grand séducteur de femmes – voyageant jusqu'en Afrique du Sud ou en Extrême-Orient, dans le cadre d'une carrière militaire que l'on devine brillante.[6]

Tel autre encore, qui découvre la masturbation « à trois ou quatre ans » – et qui continue à se frotter par terre même quand on lui attache les mains dans le dos ! – s'essaie à l'adolescence à la zoophilie avec des poules (!) et des vaches. Puis il obtient son diplôme de dentiste « avec les honneurs », vit deux ans et demie en compagnie de sa fiancée sans y toucher, se marie, fait un enfant, reste fidèle à sa compagne malgré l'appétit sexuel de plus en plus inexistant de celle-ci, etc., etc. [7]

Inutile de préciser que la « masturbation mutuelle » entre enfants (et *a fortiori* entre adolescents, surtout chez les garçons) est omniprésente dans les récits d'Ellis – et que l'on assiste çà et là à des tentatives de « connexions » entre petits garçons et petites filles (des expériences hélas « insatisfaisantes », mais néanmoins formatrices). Or, voilà que toutes ces intrusions – parfois violentes – de la sexualité dans la vie des tout-petits n'ont aucune incidence sur leur développement psychologique ultérieur, tant ces pratiques sont naturelles ! (Et c'est sur la foi de ces fariboles que Freud a renié ses convictions concernant l'effet nécessairement « traumatique » des « rapports sexuels durant l'enfance » ! [8])

WELTLIGA FÜR SEXUALREFORM

AUF SEXUALWISSENSCHAFTLICHER GRUNDLAGE

WL / SR

Das Präsidium:

August Forel
Havelock Ellis
Magnus Hirschfeld

Der

Internationale Ausschuß:

Professor Asanarow (Argentinien), Dr. Batkis (Rußland), Dr. H. Benjamin (Nordamerika), Dr. Biedl (Tschechoslowakei), Dr. Bondy (Tschechoslowakei), Dr. Bratt (Schweden), Dr. Brubäcker (Schweiz), Dr. Ramon Clases (Chile), Dr. Friedjung (Oesterreich), Dr. Geiersvald (Norwegen), / / Red. Gudmundson (Island), Dr. Norman Hatte (England), Dr. Max Hodann (Deutschland), Eugen Humbert (Frankreich), Else Jerusalem (Argentinien), Prof. Jørgensen (Dänemark), Inga Junghanns (Dänemark), Dr. Kempeneers (Belgien), Mrs. Loeb (Canada), Victor Margueritte (Frankreich), Rosa Mayreder (Oesterreich), Heinrich Meng (Deutschland), Prof. Mieli (Italien), Dr. Olafsson (Island), Prof. Pasche-Oserski (Rußland), Dr. Juan Fernan Pérez (Spanien), Dr. Pflümann (Lettland), Dr. Rannulf (Dänemark), Dr. William Robinson (Nordamerika), Dr. H. Rogge (Holland), Dora Russel (England), Dr. A. Salama (Aegypten), Margret Sanger (Nordamerika), Dr. Schneiderberger (Liberia), Sindo Sattaro (Japan), Professor Silverstolpe (Schweden), Dr. Helene Stöcker (Deutschland), Frau Alma Sundquist (Schweden), Professor M. Suzuki (Japan).

Arbeitsausschuß:

Dr. Paul u. Maria Kriische, Berlin, Dr. Walther und Hertha Riese, Frankfurt a. M., Dr. J. H. Leunbach, Kopenhagen.

Bureau der Weltliga (Adr.):

Institut für Sexualwissenschaft, Berlin NW 40, in den Zelten 10.

PRINCIPAL POINTS OF THE LEAGUE'S PLATFORM

The League advocates:

1. Equal privileges and obligations for men and women in regard to their sexual lives as in their political and economic lives.
2. Liberation of the marital relationship from Church domination. Reforms of the laws regulating marriage and divorce.
3. Control of conception (Birth Control, Prevention) so that procreation may be undertaken deliberately and only with a due sense of responsibility.
4. Application of the knowledge of Eugenics towards improvement of the race through Birth Selection. (Encouragement of propagation of the fit and gifted, and sterilization of the unfit.)
5. Protection of the unmarried mother and the "illegitimate" child.
6. Proper, scientific understanding of variations in sexual constitutions (intersexuality) and a correspondingly rational attitude, for instance, toward homosexual men and women.
7. Systematic education in the biology of sex, especially regarding the problems of venereal disease, masturbation and abstinence. To promote a healthy attitude towards sex, including the knowledge of sane sex living, and not complicated by any sense of guilt.
8. Legal and social reforms regarding prostitution in order to eliminate its dangers (especially venereal disease).
9. Disturbances and abnormalities of the sexual impulse to be regarded as more or less pathological phenomena and not as crimes, vices or sins.
10. Reform of the penal code in regard to sexual offenses. Only those sexual acts to be considered criminal which violate the rights of another person. Protection of minors and feebleminded persons. Sexual acts between responsible adults, undertaken by mutual consent, to be regarded as their private affair (and not liable to legal actions).

Differentiation between crime and vice: the former—as anti-social—being an object of the law; the control of the latter—as a personal problem—being an object of education.

Eh oui, la « stérilisation des inadaptés » (sterilization of the unfit) faisait partie intégrante du programme de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle de Hirschfeld et Ellis. Avec comme but affiché de contribuer à « l'amélioration de la race »... (Image : Université Humboldt de Berlin)

Pour être passablement abject, Ellis n'en demeure pas moins un grand explorateur de la pensée. Quant à Hirschfeld, il semble pour sa part avoir surtout concentré ses efforts sur la promotion de l'homosexualité et les premières expérimentations chirurgicales en matière de changement de sexe, sur les thématiques – contraceptives ou sociétales – liées au contrôle des naissances, ainsi que sur ses projets « d'éducation sexuelle » des enfants.²⁵ Il s'est ainsi prudemment « tenu à l'écart du débat protopédophile contemporain »[9]... tout en le cautionnant discrètement mais sûrement.

Alfred Kinsey : un apologue de la pédophilie adulé par le mouvement LGBT !

Le Dr. Hirschfeld, lui-même ouvertement homosexuel, était soucieux de démontrer la banalité de cette inclination et son caractère « naturel ». Il affirmait ainsi, sur la foi d'une « enquête » auprès de plusieurs milliers de personnes, que les homosexuels représentaient rien moins que 27% de la population allemande ! Un chiffre fantasque qui lui aura certes valu le mépris durable du nettement plus brillant Sigmund Freud... mais qui allait être repris – et même amplifié – par son grand héritier spirituel, le sexologue américain Alfred Kinsey.

Dès 1948, dans une publication désormais célèbre intitulée *Sexual Behavior in the Human Male*, le Dr. Kinsey allait en effet affirmer que « 37% des hommes américains » avaient eu « au moins une expérience homosexuelle » complète dans leur vie ! [10] Et que 50% de la population totale avait des « réactions sexuelles » vis-à-vis des individus de même sexe ! [11] Autant dire que la science n'avait, là non plus, pas grand-chose à voir avec ces « découvertes » fracassantes.

De façon tout aussi comique mais déjà un peu plus sordide, Alfred Kinsey affirmait que 22% de la population totale avait expérimenté un « coït hétérosexuel » avant l'adolescence, et que **près de 15% des**

²⁵ Dans un ouvrage consacré à l'éducation sexuelle des enfants (*Sexualerziehung*, 1930), Magnus Hirschfeld et Ewald Bohm « insistent sur le fait que **la différenciation [des enfants] selon le sexe en matière d'habillement devait être retardée** ». Ce qui n'est pas sans évoquer la mode actuelle des « enfants transgenres » et autre « *gender mainstreaming* ». (cf. "The Hirschfeld Archives: Violence, Death and Modern Queer Culture", Heike Bauer, 2017)

préadolescents avaient pris part à un « coït homosexuel anal ». [12] Voilà donc à quoi s'occupaient, d'après notre éminent sexologue, les petits Américains des années 1940 !

Mais là où Alfred Kinsey dépassait véritablement ses prédécesseurs en audace, c'était dans les descriptions détaillées d'actes pédophiles forcés commis sur des « mâles préadolescents » **dont l'âge variait entre 14 ans... et 5 mois à peine !** Tout en constatant la « souffrance » des enfants, leurs « cris », leurs « pleurs violents » et leurs efforts pour « échapper au partenaire », le Dr. Kinsey n'hésitait pas à affirmer que ceux-ci les tiraient « un plaisir certain » des sévices qui leur étaient infligés. Les jeunes victimes pouvant, d'après son compte-rendu, atteindre plusieurs fois « l'orgasme » en quelques minutes à peine...

LGBTQ NATION HOME NEWS POLITICS LIFE HEALTH ELECTION COMMENTARY PRIDE [Twitter](#) [Facebook](#) [Search](#)

LGBTQ History Month **LGBTQ HISTORY**

How Alfred Kinsey armed the early gay rights movement with research

Even early gay rights activists wouldn't have known just how many people they were fighting for without him.

By Michael Beckwell Tuesday, October 29, 2019 2 Comments

LGBTQ WALL OF HONOR
Honoring LGBTQ Trailblazers and Allies

NATIONAL LGBTQ TASK FORCE

LATEST STORIES

- Republican city councilor starts anti-LGBT tirade during meeting but decides it's too much effort
- Brazilian president told staff 'wearing masks is a f***got thing' right before he caught coronavirus
- Out actor Javicia Leslie cast as the new lesbian Batwoman
- Judge rules Christian adoption agency can't ban gay & lesbian parents

« Il a récemment été révélé que certains des héros de la révolution de 1968 en France ont promu et défendu la pédophilie [...] Il faut admettre que les [membres du mouvement] gay ont fait partie des apologistes les plus ardents de cette activité ignoble. [...] L'immonde publication [du militant pro-pédophilie Thomas O'Carroll] a reçu des critiques favorables de Gay News et d'autres publications gay. » (The Guardian, mars 2001)

De la même manière, dans un second rapport paru en 1953 (*Sexuality in the Human Female*), Alfred Kinsey étudiait des rapports sexuels complets impliquant des milliers de « préadolescentes ». « L'homme qui a rendu le mouvement LGBT possible » y insistait sur le fait que de tels « contacts » avaient « **peu de chance de causer des dommages significatifs** » **aux petites filles** « tant que [la chose] ne perturbe pas les parents de l'enfant ». Tout en admettant que des « saignements vaginaux » étaient possibles, Kinsey considérait en effet qu'un « dommage physique quelconque » ne survenait que « dans un nombre de cas excessivement rares ». De telle sorte que le véritable risque résidait dans « la réponse émotionnelle des parents » (ou « d'autres adultes »), qui risquait de « perturber l'enfant plus que les contacts sexuels eux-mêmes »...



Kinsey Reports

In 1948 Alfred Kinsey published his first research findings on human sexuality. Entitled, *Sexual Behavior in the Human Male*, and funded largely by the Rockefeller Foundation (RF), the work was widely read by academic and popular audiences, and inspired both praise and condemnation. Ultimately, the work transformed American society by challenging American perceptions and attitudes toward sex.

Treize années durant, Alfred Kinsey aura bénéficié de financements abondants apportés par la Rockefeller Foundation, qui célèbre aujourd'hui encore sa mémoire. A sa mort en 1956, le New York Times déclarait que ce sexologue déjà très médiatisé de son vivant avait « fourni des preuves [statistiques] de ce que beaucoup de cliniciens – et mêmes de profanes – avaient deviné être le comportement sexuel des Américains de nos jours. » [13] Si Kinsey n'avait pas tant contribué à banaliser la pédophilie (et même le viol pédophile), il y aurait assurément là de quoi rire de bon cœur...

Étant donné l'adulation des milieux LGBT pour Alfred Kinsey, il est peu surprenant que dans les années 1970-80, la pédophilie ait largement été intégrée aux revendications du mouvement. Gays et pédophiles formant, par exemple, un « groupe de travail » commun au sein des Verts allemands (le « SchwuP », un acronyme combinant les mots allemands pour « homos » et « pédophiles »). C'est d'ailleurs dans cette dynamique qu'en 1985, la section nord-rhénane du parti écologiste allait adopter une motion favorable à la « sexualité non violente entre enfants et adultes ». [13]

De la même manière qu'en Angleterre, le **Paedophile Information Exchange (PIE)**, une organisation (légale !) de militants pédophiles revendiqués était, elle aussi, étroitement liée au mouvement LGBT :

« En 1977, le [mouvement] Campaign for Homosexual Equality passait à une large majorité, une motion condamnant « le harcèlement de [l'organisation] Paedophile Information Exchange par la presse ». [...]

*En octobre 1976 [Paedophile Information Exchange (PIE)] comptait 200 membres. L'article [du Guardian] parlait de l'espoir de PIE d'élargir la participation [au mouvement] **à des femmes et des hommes hétérosexuels.** »*

(BBC, février 2014)



Le petit drag kid 'Queen Lactatia' s'affiche avec un de ses collègues plus âgé (Image : Queen Lactatia / via Twitter)

*« Dans les années 1970 et 1980, de nombreux magazines gay ont ouvertement promu le sexe avec les enfants, [tout en] publiant des photos de garçons nus. [...] Le magazine « Don » aura publié cinq reportages complaisants sur les expériences d'hommes pédophiles. [...] En fouillant dans les archives, **tout un chacun peut trouver des preuves de l'alliance entre les organisations gay et les activistes pédophiles.** Quand des pédophiles [allemands] avaient des problèmes avec la loi, ils pouvaient compter sur le soutien légal d'un groupe appelé 'Gay Lawyers' [Schwule Juristen]. »*

(Der Spiegel, août 2013)

'Not all sex involving children is abuse': Gay Rights activist Peter Tatchell is forced to deny 'advocating paedophilia' after 1997 letter about Papua New Guinea tribes emerges

- Peter Tatchell, 66, has been slammed for his comments about sex with children
- He wrote in the Guardian in 1997 that it is 'not unwanted, abusive or harmful'
- The activist has since apologised for the letter which has been 'misinterpreted'

By CLAIRE ANDERSON FOR MAILONLINE

PUBLISHED: 10:57 BST, 10 November 2018 | UPDATED: 10:57 BST, 10 November 2018

« Le Parti libéral-démocrate allemand (FDP) a systématiquement nié avoir jamais soutenu la pédophilie. Mais des archives montrent à quel point le parti était tolérant vis-à-vis d'activistes militant pour le sexe avec les enfants. [...] Le FDP a aussi obtenu des financements gouvernementaux pour l'Association travailliste des homosexuels (AHA). L'AHA ne militait alors pas uniquement pour [...] la dépénalisation de l'homosexualité – c'était aussi un groupe de lobbying pour la pédophilie. »

(Der Spiegel, septembre 2013)

Et si la pédophilie était toujours à l'agenda du mouvement LGBT ?

En 1982, un article du militant gay et académicien australien Gary Dowsett, publié dans la revue *Gay Information*, affirmait d'emblée que la question de « la relation entre les hommes gay et les enfants » devait être traitée dans le cadre du « débat pédophile » alors en cours. La question de la pédophilie était ainsi mise en lien, de façon fort intéressante, avec celle de l'adoption par les couples homosexuels :

« Il n'est pas rare [pour les parents] d'être excités sexuellement par cette proximité, ce contact [physique] et cet amour [pour leurs enfants]. [...] Où est alors la différence entre cette sexualité douce et timide entre les

parents et leurs enfants et l'amour du pédophile pour son amant ou son amante ? [...] **Je ne dis pas que la relation parent-enfant est pédophile, je dis que les deux ne sont pas mutuellement exclusifs.** [...] Nous avons trois questions sociales / légales à régler : l'autorité parentale pour les gays et les lesbiennes ; le droit à la légalité pour les pédophiles et leurs jeunes amants ; et finalement, les droits sexuels de l'enfant en général. [...] Le débat actuel sur la pédophilie est donc crucial pour l'avancement politique du mouvement gay. **Les pédophiles ont besoin de notre soutien** et nous devons poser nous-mêmes les termes du débat sur la sexualité entre enfants et adultes. » [14]



NewNowNext ✓
28 June 2015 · 🌐



The look goes as follows... #NYCPride



(Image : Desmond is Amazing/via Facebook Ads)

yahoo/news



Newsflare

Milan Tyler takes part in LA Pride Parade

19 June 2019

USA TODAY NEWS

Gay Pride celebrations follow Supreme Court same-sex marriage ruling



Fournir aux LGBT des enfants, avec lesquels ceux-ci pourront développer une « sexualité douce et timide » semblable à celle du « pédophile pour son amant ». Telle était la grande idée du Prof. Dowsett !

Or, bien que ces prises de position gênantes eussent été révélées en 2016 dans les grands médias australiens, Sydney Mardi Gras, le groupement LGBT qui organise la *gay pride* annuelle de la ville de Sydney, n'allait pas tarder à accorder le statut de **membre d'honneur à vie** au Prof. Dowsett. Ceci en reconnaissance de sa « contribution à la communauté LGBT »... Tout un symbole !

« La Gay Activist Alliance de New York, [...] fondée en décembre 1969 [...] s'opposait aux restrictions à la sexualité basées sur l'âge [...] Le groupe pan-canadien Canadian Lesbian and Gay Rights Coalition était lui aussi favorable à l'abolition de l'âge de consentement. [...] Les boy lovers [pédérastes et pédophiles] ont fait partie du mouvement gay dès le départ. »

(David Thorstad in « L'amour entre hommes et garçons et le mouvement gay américain », *Journal of Homosexuality*, 1991)

« Abolir toutes les lois interdisant des actes sexuels privés entre personnes consentantes [...] Abolir toutes les lois interdisant des sollicitations pour des rapports sexuels volontaires en privé [...] Abolir toutes les lois régissant l'âge du consentement sexuel. »

(Propositions de la National Coalition of Gay Organizations à la convention nationale du Parti démocrate de 1972)

La tendance des associations LGBT à botter en touche – et même à se victimiser ! – lorsque l'on évoque la complaisance historique du mouvement vis-à-vis de la pédophilie, peut ainsi donner l'impression que celle-ci est en réalité toujours à l'ordre du jour. Une impression renforcée lorsque l'on considère, par exemple, ce compte-rendu surréaliste publié en mai 2020 par l'agence *Reuters* :

« La communauté LGBT ne tolère pas les 'pédosexuels'. [...] Ces affirmations sont fausses. Un porte-parole de Human Rights Campaign, une organisation [...] LGBT, a informé Reuters par email : 'Le mouvement LGBT rejette toute suggestion selon laquelle notre communauté est lié à des comportements interpersonnels non-consentis'. » [16]

De fait, la question de *Reuters* ne portait pas sur la question du *consentement*, mais bien sur celle de la *pédophilie*, dont les promoteurs ne cessent de clamer qu'elle peut parfaitement être **mutuellement consentie**. De telle sorte que la réponse de Human Rights Campaign ressemble plutôt à une confirmation détournée qu'à un renoncement quelconque du mouvement LGBT à son travail de lobbying historique en faveur de la pédophilie.

Et de toute manière, comment telle ou telle organisation LGBT pourrait-elle parler au nom de « la communauté » tout entière ? Surtout lorsque l'on découvre qu'un militant pro-pédophilie aussi exubérant que l'Australien Steven Angelides (qui va jusqu'à qualifier toute opposition à la pédophilie de « **névrose** » !), participe aux comités de rédaction de publications telles que le *Journal of Homosexuality* ou *Men and Masculinities*. D'influents revues académiques ouvertement engagées en faveur de la promotion des idéologies féministe et LGBT...

Face à la contribution historique bien attestée du mouvement LGBT à la promotion de la pédophilie dans les pays occidentaux (et au-delà), l'attitude consistant à se victimiser dès que ce constat est posé trahit la nature profondément viciée de ce courant de pensée à la mode, dont le discours oscille entre une autovictimisation généralement hors de propos – et l'intimidation médiatique et judiciaire de ses opposants.

Embarqué dans un mouvement de conquêtes de « droits » de plus en plus larges – et qui s'apparentent de plus en plus à des privilèges, le militantisme LGBT vise en réalité à façonner la société à son image – et à supprimer tout discours d'opposition. Une logique révolutionnaire, qui exclut toute possibilité d'autocritique, compliquant encore plus l'exercice d'une quelconque forme de *responsabilité sociale* de la part des membres de ce mouvement notoirement autocomplaisant.

Pour conclure dans une perspective un peu plus large, nous noterons encore que les origines néomalthusiennes du LGBT pointent vers la finalité antinataliste – et donc purement utilitaire – du mouvement. Ce qui, à son tour, pourrait expliquer ses piètres caractéristiques morales. On peut y voir une énième bizarrerie dix-neuviémiste visant à ressusciter des pratiques de contrôle des naissances qu'Aristote évoquait déjà, il y a plus de vingt-trois siècles de cela, dans sa fascinante *Politique* :

« Les vues du législateur [crétois] sont excellentes sur les avantages de [...] l'isolement des femmes, dont il redoute la fécondité ; mais il a établi le commerce des hommes entre eux... »

On peut d'ailleurs voir dans ce passage une préfiguration du soutien de nombreux militants LGBT au féminisme radical – et pour tout dire extrémiste – incarné par la mouvance #metoo. Mais le féminisme, si prisé dans les milieux d'affaires mondialisés²⁶, ne procède-il pas, lui-même, d'une logique malthusienne ?

Notes

- [1] "The Hirschfeld Archives: Violence, Death and Modern Queer Culture", Heike Bauer, 2017
- [2] „Die Homosexualität des Mannes und des Weibes“, M. Hirschfeld, 1914, p. 616
- [3] Ibid., p. 617
- [4] *Studies in the Psychology of Sex (Vol III)*, 2^{ème} Édition, Analysis of the Sexual Impulse, 1913.
- [5] *Das konträre Geschlechtsgefühl*, 1896, p. 169
- [6] *Studies in the Psychology of Sex (Vol III)*, 2^{ème} Édition, Appendix B-History XIII, 1913.
- [7] *Studies in the Psychology of Sex (Vol III)*, 2^{ème} Édition, Appendix B-History XVIII, 1913.
- [8] Freud indique expressément qu'avant d'avoir lu Ellis (et plus précisément l'appendice du Vol. III de ses *Studies in the Psychology of Sex*, paru en 1903), il « ne savai[t] pas que des individus qui restaient normaux [par la suite] pouvaient avoir vécu ce type d'expériences dans leur enfance. » (cf. *Drei Abhandlungen zur Sexualtheorie*, Die infantile Sexualität, 3. Auflage, 1914, p. 91).
- [9] "The Hirschfeld Archives: Violence, Death and Modern Queer Culture", Heike Bauer, 2017, p. 68
- [10] "Sexual Behavior in the Human Male", 1948, p. 650
- [11] Ibid., p. 656
- [12] Ibid., p. 170
- [13] "Dr. Kinsey is Dead; Sex Researcher, 62", *New York Times*, communiqué de l'*Associated Press*, 26/08/1956
- [14] "Pedophile Alliance – An Uncomfortable Past for Gay Rights", *Spiegel International*, 29.08.2013
- [15] « Boiled Lollies And Band-aids: Gay Men And Kids », *Gay Information*, Spring 1982 (pp. 34 ss)
- [16] "Feminism, Child Sexual Abuse, and the Erasure of Child Sexuality", *GLQ A Journal of Lesbian and Gay Studies*, S. Angeldides, January 2004
- [15] "Dr. Kinsey is Dead; Sex Researcher, 62", *New York Times*, communiqué de l'*Associated Press*, 26/08/1956
- [16] "Fact check: The LGBTQ community is not adding 'P' to their acronym", Reuters, 29/05/2020

²⁶ On relèvera par exemple que le Forum de Davos s'intéresse de très près à la question des **écarts salariaux** (à différencier des écarts de *revenus* !) entre hommes et femmes. Il publie ainsi un rapport annuel pour analyser ce « gender pay gap » au niveau mondial – et y proposer des solutions. Voilà qui en dit long sur le potentiel subversif de la gauche féministe...

Mêler « lutte contre le sexisme » et promotion de la pédophilie ? Et pourquoi pas !

Texte inédit rédigé à chaud, en juillet 2020.

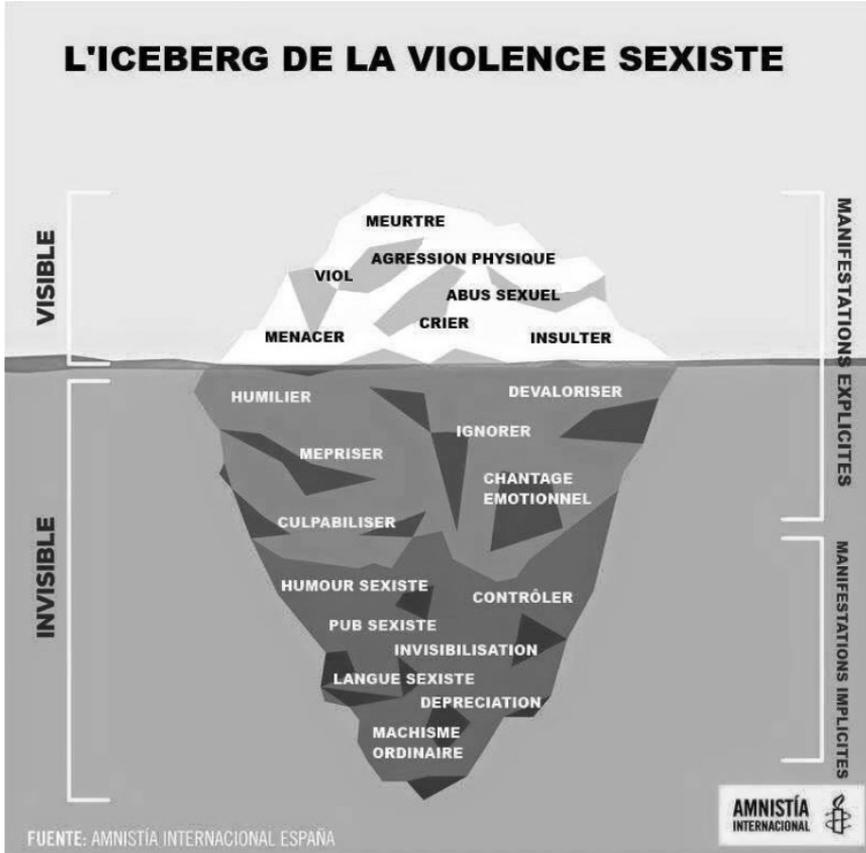
Il n'y a pas si longtemps de cela qu'enhardi par l'effervescence #me-too, un collectif féministe local nous gratifiait de ses créations culturelles en plein centre de Lausanne. « Le violeur c'est toi ! », scandaient avec enthousiasme et en musique un groupe de jeunes filles en leggings, désignant par là non pas les véritables délinquants sexuels (fort peu inquiétés, paraît-il, par les services judiciaires vaudois), mais bien « le patriarcat tout entier ». [1]

Des images relayées avec volupté par la RTS, nullement rebutée par l'idée d'apposer un signe égal entre « homme hétérosexuel » et « violeur ». Et le média d'État francophone de nous repasser en boucle, sur les réseaux sociaux, la « chorégraphie » minimaliste de nos militantes en goguette.

Il faut dire qu'en Suisse romande, certaines administrations publiques considèrent les « blagues sexistes » et autre « machisme ordinaire » comme « une violence de même nature que le viol ». [2] Une doctrine un peu abstraite, que le conseil d'État genevois était comme il peut. Notamment à l'aide d'une illustration colorisée qui porte encore le logo d'Amnesty International : « l'iceberg de la violence sexiste » ! Une image éloquente, où sont mis sur un pied d'égalité la « langue sexiste », « l'humour sexiste », « l'invisibilisation » des femmes, le « chantage émotionnel »... et « l'agression sexuelle », voire « le meurtre » !

(Dans la foulée, les condamnations pénales pour « violences domestiques » ont bondi de 31% à Genève, en 2018. La même année, donc ! Comme si les magistrats genevois n'avaient attendu que ce signal

de l'exécutif cantonal pour se mettre à sévir de bon cœur... Bonasses avec les caïds, mais impitoyables avec le macho lambda en instance de divorce ?)



Eh oui, la « violence sexiste » est partout (matériel didactique d'Amnesty International intégré à la documentation officielle du canton de Genève)

En Belgique, pays où l'administration fédérale vous explique que tout « contact non souhaité » avec votre conjoint est une « agression sexuelle ». Qu'un « baiser » volé est déjà un « attentat à la pudeur ». [3] Que vous pouvez porter plainte pour viol à tout moment contre votre compagnon au prétexte que si vous n'avez pas dit « non », c'est que vous craigniez de

« subir une pression morale » en cas de refus ! En Belgique donc, *la Radio télévision belge francophone (RTBF)*, un média « de service public » financé par le contribuable, nous affirme, sans rire, « qu'une femme [belge] sur quatre a été victime d'un viol commis par son conjoint » ! Et que par conséquent, le pays est plein à craquer de violeurs aux airs de père de famille, d'employé de bureau ou d'ouvrier du bâtiment ! Et qu'il ne faut pas hésiter un seul instant à porter plainte ! (Une opinion d'ailleurs partagée par la Police fédérale et autres administrations chargées de veiller à « l'égalité femmes-hommes ».)

Mais évidemment, il n'y a pas que le viol, de telle sorte « qu'un Belge sur deux » est en réalité « victime de violences sexuelles » ! Parce qu'en même temps, un Belge sur deux est une femme... Et que, dans la région bruxelloise, par exemple, 86% des femmes sont victimes de harcèlement sexuel – « *de la part de leur partenaire* », là encore ! Les rues belges sont des havres de paix, les chaumières belges des fournaies féminicidogènes ! C'est d'ailleurs ce que ne cessent de marteler l'ONU, la Banque mondiale, le G7 – ou encore le Forum de Davos : « les partenaires intimes sont la première source de violences contre les femmes » ! CQFD.

Or, voilà que les chiffres fantaisistes brandis par les militants anti-machistes des médias publics belges sont signés... Amnesty International ! La même ONG qui a inspiré au canton de Genève sa nouvelle doctrine – un brin ésotérique – en matière de « violences sexistes »... Quelle différence, en effet, entre la drague maladroite d'un noctambule éméché et un viol collectif ? Du pareil au même ! De la violence sexiste !

On voit bien, en tout cas qu'en termes de divagations idéologiques, les élites romandes n'ont pas grand-chose à envier à leurs homologues wallonnes. D'ailleurs, la fameuse « redéfinition du viol » que la Belgique s'est auto-infligée en 2014 déjà (avec les conséquences que l'on sait), Amnesty International a tenté de nous la refiler l'année dernière. Grâce à la l'étourderie de notre improbable ministre de la Justice, la pimpante Karin Keller-Sutter, diplômée ès sciences pédagogiques ! Et aussi, grâce une « enquête » statistique à se tordre de rire, signée... Amnesty International ! Comme le monde est petit !

Saviez-vous en effet que 31% des femmes suisses de 40 à 64 ans ont

déjà été victime d'une « agression sexuelle » ? Et que 23% des Suissesses **de plus de 65 ans** ont peur d'être « harcelées sexuellement » ? « Les chiffres sont alarmants » ! « Un changement s'impose » ! « Il faut revoir la définition du viol » ! Etc., etc. [4]



*Et si l'on s'appuyait sur le Big Data pour détecter les « violences sexistes » ?
 Contrairement aux apparences, il y a de la méthode dans la folie de
 la St-Galloise Karin Keller-Sutter, actuel ministre de la Justice helvétique...
 (article du 03/12/2021)*

Mais le fin du fin, c'est que pour donner plus de poids à sa campagne foireuse contre les « violences sexistes », Amnesty International s'est alliée à Santé Sexuelle Suisse. Une fondation basée à Lausanne et qui milite en faveur du droit, « pour chacun », de « choisir librement ses partenaires sexuels »... y compris parmi « les enfants » ! Car les enfants ont le droit de « prendre part à des activités sexuelles » ! Les bambins

ne sont-ils pas mûrs, en effet, pour le « jeu sexuel » dès l'âge de 4 ans ? Ne faut-il pas, en outre, les considérer comme des « sujets sexuels autodéterminés » ? Et n'est-il pas hautement « discriminatoire » de limiter leur « liberté sexuelle » en fonction de leur « état civil », simplement parce qu'ils sont encore considérés comme mineurs ? Qu'on se le dise : nul ne saurait empêcher les enfants d'atteindre leur « plein potentiel sexuel » !

Et puis, Santé Sexuelle Suisse cite aussi volontiers Alfred Kinsey, la grande icône du mouvement LGBT, qui militait avec tant de ferveur pour la pédophilie... Et qui décrivait des viols de « mâles prépubères » avec tant d'entrain ! Ils ont eu tant d'orgasmes en tant de minutes ! Entre deux hurlements... Un vrai miracle !

Lorsque l'on met certaines choses bout-à-bout, l'on parvient à une vision quelque peu paradoxale de l'hygiène sociale prônée par notre système politico-médiatique : la promotion de la pédophilie, évidemment, on n'est plus dans les années 1950. L'apologie du viol d'enfants, passe encore. Mais la grivoiserie et autres « propos inappropriés », *plus jamais ça* !

Traiter les femmes comme des enfants et les enfants comme des sex toys... Après tout, a-t-on jamais vu des idéologues s'encombrer de cohérence ?

Notes

- [1] « Le violeur, c'est toi! », l'hymne féministe chilien reproduit à Lausanne », *RTS*, 11/12/2019
- [2] « Du sexisme ordinaire aux violences sexuelles : repérer pour agir. Guide à l'intention des professionnel-le-s (2018) », Canton de Genève (*via ge.ch*), 26/09/2018
- [3] cf. par ex. la section « Je suis victime » du site officiel *violencessexuelles.be*, associé notamment à la police fédérale belge (page consultée le 03/01/2021).
- [4] cf. le rapport « Le harcèlement sexuel et les violences sexuelles faites aux femmes sont répandus en Suisse », *gfs.bern / Amnesty International*, mai 2019

PARTIE II

Petites dystopies ordinaires de l'ère numérique

*Comment la « société digitale » réinvente la surveillance
et la rééducation idéologique*

*« La Quatrième révolution industrielle [de l'intelligence artificielle et du Big Data] va rendre l'homme transparent. [...] Vous devrez vous dévoiler vis-à-vis du public. [...] Cela peut avoir des aspects positifs. **Vous organiserez votre vie de manière plus responsable.** »*

Klaus Schwab, président-fondateur du Forum économique mondial de Davos, janvier 2016

*« Les curriculum vitæ ne sont pas une source d'informations adaptée à un diagnostic d'aptitude [...] La clé du succès est d'évaluer les critères et comportements pertinents quant au potentiel de leadership, à l'aptitude à coopérer et à **l'intégrité dans les rapports humains.** »*

Texte tiré du blog de La Poste suisse, invitant les recruteurs à discriminer les candidats sur la base de leurs « préjugés » philosophiques et politiques, grâce à des analyses *Big Data*.

Le contrôle de la mobilité urbaine comme enjeu financier majeur

On se souvient qu'au sortir de leurs divers confinements covidien, les Européens s'étaient subitement retrouvés face-à-face avec une nouvelle épidémie : celle de la multiplication – et de l'élargissement à outrance – des pistes cyclables !

Avec des tracés parfois folkloriques, suscitant grognements et embouteillages :



ECOUTER

Programme

Replay

ACTUALITÉ

Pistes cyclables: la pression monte à Genève



Publié il y a 3 heures, le 25 mai 2020
De **Philippe Verdier**



CORONA IN BERLIN

Senatorin Günther: Pop-up-Radwege sollen dauerhaft bleiben **M+**



LE PROGRES

☰ Ain Jura Rhône Loire Haute-Loire 🔍

Rhône

Pistes cyclables temporaires, trottoirs élargis, piétonisation : le plan de la Métropole pour le déconfinement

Par J.-P.C. - 04 mai 2020 à 18:04 | mis à jour à 18:14 - Temps de lecture : 2 min



IL GIORNO MILANO

HOME › MILANO › CRONACA › FASE 2, A MILANO NUOVE PISTE... Pubblicato il 4 maggio 2020

Fase 2, a Milano nuove piste ciclabili: la rivolta dei negozianti



De Genève à Berlin en passant par Milan ou Lyon, les pistes cyclables aux trajectoires parfois improbables se sont subitement multipliées à travers l'Europe...

Comme on peut s'en douter, la multiplication des travaux, pistes cyclables et autres zones piétonnes (sans parler des péages urbains et autres « taxes écologiques » !) relève d'une politique délibérée visant à décourager les automobilistes de circuler en ville. C'est par exemple ce qu'explique noir sur blanc le site web de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), qui a ainsi imaginé ce à quoi ressemblerait un « Lausanne sans voiture ».

En Allemagne, le Prof. Andreas Knie, relayé par le grand quotidien *Die Welt*, a pour sa part ouvertement appelé à profiter de l'épidémie pour se « distancier de l'automobile privée ». Avec ce mot d'ordre d'une franchise toute germanique : « **il faut supprimer toute place pour le trafic automobile** » en ville ! [1]

Détail intéressant, le Prof. Knie est spécialisé dans la « mobilité digi-

tale » et siège également à la direction de Choice GmbH, une société active dans le « **car sharing public** ». Ainsi donc, les affairistes pseudo-écologistes qui mènent depuis des années la vie dure aux automobilistes ne sont-ils pas nécessairement hostiles à l'automobile en tant que telle. Il se pourrait même qu'ils y soient en réalité très favorables. Avec un projet bien précis : remplacer les voitures privées par des véhicules plus ou moins « publics », disponibles en *car sharing*...

Ainsi, quoiqu'on en dise, les voitures n'ont aucunement vocation à disparaître. Elles seront simplement mises à disposition du public **en tant que service** (*mobility as a service*), plutôt qu'en tant que propriété individuelle librement disponible. Avec des retombées fort lucratives pour la poignée de société qui détiendront, dès lors, l'intégralité des services de taxi, de covoiturage et de livraison (de colis, de matériels, de plats, etc.)

Une « urgence climatique » pour imposer la financiarisation complète de la mobilité urbaine

Nous avons déjà eu l'occasion d'observer qu'en Suisse romande, Vaud et Genève, les deux cantons qui entretiennent les relations les plus étroites avec la société Uber, sont également ceux qui ont été les plus prompts à décréter « l'état d'urgence climatique »²⁷. En conséquence de quoi, le canton de Vaud a d'ores et déjà annoncé que les taxis à essence (et les hybrides !) seraient purement et simplement **interdits** d'ici 2025. On se doute bien que le canton de Genève, qui souhaite mettre en place des péages urbains spécifiquement destinés aux véhicules à essence, ne tardera pas à annoncer des mesures similaires.

PLAY RTS Émissions Directs Par date Section Audio

FORUM

07.10.2020 PLUS TARD

Lausanne: les taxis devront rouler à l'électricité ou à l'hydrogène d'ici 2025

Interview de Pierre-Antoine Hildbrand, municipal lausannois PLR en charge de la sécurité et de l'économie.

Ce qui, évidemment, va créer une autoroute pour Uber, qui a déjà annoncé son projet de faire basculer son million (!) de chauffeurs vers les véhicules électriques d'ici 2030. On peut d'ores et déjà annoncer que ses concurrents (les sociétés de taxi traditionnelles privées ou

²⁷ cf. «Uber vous reliera au monde extérieur», Le Blog de Liliane Held-Khawam, 28/12/2020.

publiques) ne survivront pas jusque-là. Les surcoûts liés à l'acquisition des nouveaux véhicules supposément « verts » et le dumping largement prévisible de la part des mastodontes de la *Tech* se chargeront bien vite de les faire *sortir du marché*.

Idem pour **les sociétés de logistique**. Celles qui ne pourront pas renouveler leur parc de véhicules diesel à brève échéance ne pourront plus accéder aux villes (ou alors à grands frais) – et se retrouveront ainsi sur le carreau. Voilà pourquoi Amazon a d'ores et déjà commandé des centaines de milliers de camionnettes électriques ces dernières années !

(Il n'est pas anodin de constater que ce sont justement les cantons de Vaud et Genève qui se sont montrés les plus impitoyables en termes de fermeture de restaurants au cours des divers épisodes covidien, favorisant ainsi l'essor fulgurant d'Uber Eats. [2] La presse régionale allant jusqu'à expliquer qu'il fallait **limiter les aides aux restaurateurs** (!) pour les **inciter** à se reconvertir dans le « *take-away* »...[3])

On commence ainsi à comprendre que la suppression inopinée en 2020 de 4000 (!) places de parc à Genève n'est pas aussi absurde qu'il n'y paraîtrait de prime abord. Car plus la mobilité des citadins se verra réduite, et plus ceux-ci deviendront **une clientèle captive** non seulement pour les services de VTC et de *car sharing*, mais encore pour ceux de livraison de plats à domicile, déjà projetés dans la stratosphère grâce à la providentielle *crise du covid* !

MOVE MOTORS
 ELECTRIC MOBILITY FOR ANIMAL FRIENDLY STORE

HOME E-SHOP UBER EATS FINANZIERUNG ÜBER UNS BLOG KONTAKT

UNSERE EMPFEHLUNG

- ALLE E-MOTORRAD, MIT FÜHR...
Super Soco TC Max
 ☆☆☆☆
 CHF 5.700,00
- ALLE UBER EATS
UBER EATS Liefertasche
 ☆☆☆☆
 CHF 110,00
- ALLE E-MOBIL SENIOREN OHNE...
Vespio 4i Seniorenmobil
 ★★★★★
 CHF 3.990,00
- ALLE E-MOTORRAD, OHNE FÜHL...
ITango-C
 ☆☆☆☆
 CHF 3.790,00
- ALLE
Ghostbiker
 ★★★★★
 CHF 3.990,00
 CHF 3.390,00

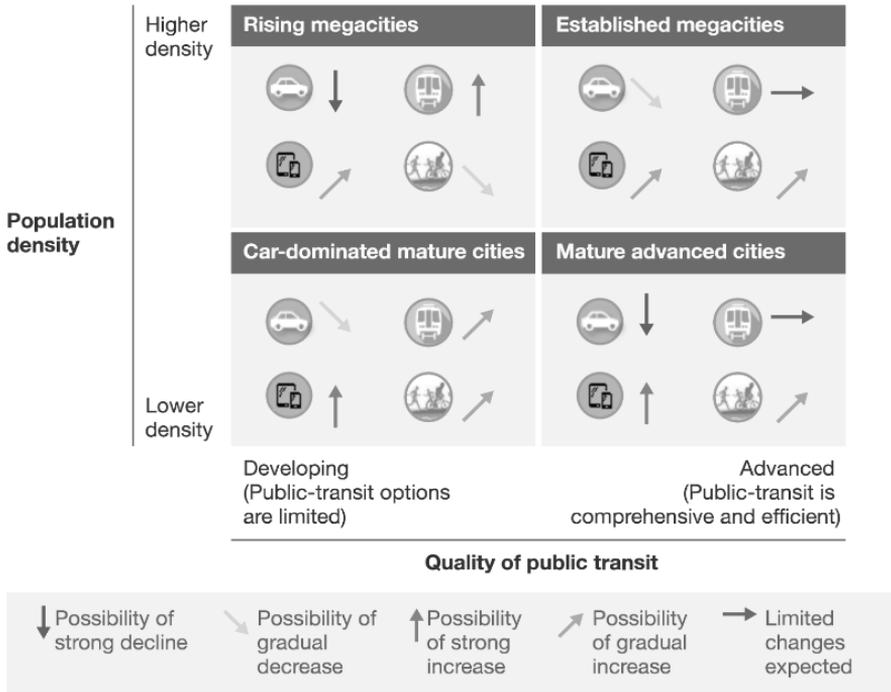
VESPINO MADE BY eMOVEMOTORS
 JETZT BESTELLEN

SENIOREN eMOBILITÄT
 JETZT BESTELLEN

Un potentiel commercial gigantesque ! Les tâcherons précarisés d'Uber Eats pourront désormais acquérir des véhicules de livraisons électriques auprès des partenaires de l'entreprise. Ils échapperont ainsi aux diverses restrictions (et taxes) « écologiques », qui risquent fort de se multiplier au cours des prochaines années dans nos futures « villes vertes ».

C'est d'ailleurs ce qu'explique en toutes lettres le groupe McKinsey, qui a posé cette équation économique somme toute fort simple il y a bien des années de cela déjà : **plus le nombre de voitures baisse, plus les transports publics se détériorent – et plus les applications de mobilité (Uber et ses dérivés de « car sharing » pour les pauvres) vont générer des revenus.** Tout comme les services de logistique les plus divers (Amazon, DHL, PostLogistics...), qui seront de plus en plus sollicités...

 Individual car ownership
  New mobility services
  Walking and biking
  Public transit



(Source : McKinsey, « Urban mobility on a tipping point », septembre 2015)

Répetons-le, car cela mérite d'être souligné : plus les transports publics vont se détériorer, et plus les divers modèles d'affaires que nous venons de passer en revue (VTC, *car sharing*, livraisons de plats et autres services logistiques) vont générer de profits.

Nous ne doutons pas, à titre personnel, que la crise financière qui arrive présentera l'opportunité parfaite d'opérer cette transition – non pas en douceur, mais plutôt par une *stratégie du choc*, pour reprendre l'expression judicieuse de Naomi Klein. N'a-t-il pas été annoncé récemment, que la région Île de France ne parvenait plus à financer ses transports publics sans l'aide de l'État, tant ils étaient coûteux ? Ne faudrait-il pas alors s'attendre à de hardies coupes dans leurs coûts de

fonctionnement (et donc à une baisse marquée du niveau de service) en cas de *krach* financier majeur ?

(Même question par exemple en Suisse romande, où les transports publics coûtent fort cher au canton de Genève et à la ville de Lausanne, qui se trouvent par ailleurs souffrir d'une situation de copieux déficits chroniques... et qui sont si en pointe sur le dossier de l'ubérisation !)

On commence à s'en douter : l'idée d'une *gratuité des transports publics*, si à la mode parmi le personnel politique des futures « smart cities », risque bien de s'avérer, à terme, une piètre consolation pour les citoyens voués à une immobilité croissante... sauf à y mettre le prix, évidemment. Pour les autres, il restera toujours le vélo et la trottinette.

Surveillance de masse : la Suisse n'a pas attendu l'épidémie pour « tracer » sa population !

A l'avant-garde du pire en matière d'exploitation abusive du *Big Data*, le cas suisse peut nous fournir quelques indices quant à la finalité du fameux « traçage » de nos « contacts » qui a tant défrayé la chronique ces derniers mois. Et nous instruire sur la manière dont une démocratie réputée modèle en est venue à normaliser l'illégalité en matière de surveillance de masse.

C'est à la fin mai 2020 – et alors même que l'épidémie de coronavirus hivernale était, d'après les données officielles (OFSP), déjà terminée depuis plusieurs semaines, que la Suisse a démarré la « phase pilote » de sa toute nouvelle « application de traçage ».

Avant toute chose, il nous faut commencer constater une évidence : contrairement à ce qui aura été régulièrement affirmé dans les médias suisses, le « traçage » ne concerne pas uniquement la poignée de gogos qui ont installés volontairement l'application SwissCovid sur leur *smartphone*. Il serait sinon évidemment impossible de « remonter la chaîne de contamination » pour retrouver les personnes « potentiellement infectées ». Il était donc absolument impératif que *tout le monde* fût tracé.

Voilà pourquoi le dispositif de traçage des *smartphones* Apple et Android est en réalité téléchargé **via les mises à jour** de ces systèmes, comme l'avait expliqué le très sérieux *Journal du Net (JDN)* dès le 21 mai 2020 :

« La mise à jour iOS 13.5 est disponible en version finale. Comme attendu, **Apple introduit pour l'occasion le dispositif de traçage spécial coronavirus co-créé avec Google.** » [1]

On notera que, dans le cas d'Apple tout au moins, le système de traçage avait été intégré à une mise à jour datant du 20 mai, alors que le Parlement suisse n'allait donner son « feu vert » au système SwissCovid que le 26 mai. Or, cette nonchalance de la part des autorités politiques suisses a une explication toute simple : **il y a bien longtemps déjà que les données privées des Suisses peuvent être collectées à leur insu !** Et ce en particulier via les services des GAFAM, aujourd'hui omniprésents dans notre vie quotidienne (même la grande presse a fini par comprendre il y a quelques mois qu'absolument tout ce que nous faisons est enregistré par nos smartphones, enceintes connectées, micros de PC, de voiture, etc.).

BUSINESS
INSIDER
FRANCE

TECH

ECONOMIE

POLITIQUE

STRATÉGIE

LIFESTYLE

+

Apple contractors working on Siri 'regularly' hear recordings of sex, drug deals, and private medical information, a new report says

Dave Smith 26/07/2019, 20:23



Eh oui, tout comme Alexa et tous vos autres gadgets électroniques équipés d'un micro, Siri est à votre écoute en tout temps...

En février 2019, le quotidien alémanique de référence *TagesAnzeiger* avait ainsi révélé que certaines entreprises achetaient déjà des données médicales sur les Suisses, notamment « à l'étranger ». Transformation Digitale, un lobby associé à Google, avait ainsi réclamé au gouvernement suisse le « libre commerce » (free trade) des informations médicales... [2]

Surveillance de masse en Suisse : comment l'illégalité fut normalisée

En mars 2018, le Parlement suisse avait adopté une loi de « surveillance des assurés » censée renforcer la lutte contre les « fraudes aux assurances sociales ». Or, ce texte concernait en réalité l'ensemble de la population suisse, comme allait le relever le député socialiste Paul Rechsteiner :

*« Ces intrusions [dans la sphère privée] peuvent concerner chacun et chacune d'entre nous. [...] Ce sont en effet toutes les assurances sociales qui sont concernées : l'assurance-vieillesse (AVS), l'assurance invalidité (AI), l'assurance-chômage et l'assurance maladie, qui est aussi une assurance sociale. [...] Ce n'est pas drôle pour les personnes concernées, lorsque **leur mode de vie [et] leurs contacts sont surveillés**, lorsque cela est enregistré. Avec [cette loi], **toutes et tous sont exposés à une telle observation avec des moyens étendus.** »*

Or, voilà qu'en plus d'autoriser les « **enregistrements visuels et sonores** » (y compris lorsque la cible est « **à l'intérieur de son appartement** »), cette loi de surveillance allait également autoriser le « traçage » des assurés. Que ce soit à **l'aide de drones (!)**, via la **géolocalisation de leur « téléphone portable »**, ou grâce aux « **traceurs GPS qui existent dans les voitures** »...

Qui plus est, cette mise sous surveillance des Suisses allait pouvoir être ordonnée directement par les assurances sociales – dont notamment les assurances maladie privées. Plus précisément, la prise de décision en matière de mise sous surveillance des assurés (et de leurs contacts) pourrait être confiée à **un seul « membre de la direction »** des assurances concernées ! C'est ce qu'avait expliqué le ministre de la Santé suisse Alain Berset devant le Parlement, le deuxième jour des débats :

« Nous [le Conseil fédéral] ne souhaitons évidemment pas que ce soit la direction [de l'assurance] en tant que comité, en tant qu'organe réuni, qui prenne cette décision, **mais plutôt un membre de la direction...** »

Ce qui est bien plus commode en effet pour faciliter les procédures de mise sous surveillance, limiter les risques de fuites – et éventuellement faire porter le chapeau à un nombre limité de fusibles en cas d'esclandre.

D'autant plus qu'il s'agissait bien de normaliser des pratiques telles que des méthodes de « *hacking* » et autres « écoutes illicites », réalisées notamment par l'opérateur de téléphonie public Swisscom... Et ce, y compris avec des moyens considérés par les parlementaires eux-mêmes comme « **beaucoup plus intrusifs en termes de captation d'images et de sons qu'un appareil photo, qu'un micro, qu'une caméra ou qu'un enregistreur** »...

C'est ainsi que dès avril 2018, soit un mois après ces délibérations parlementaires, les quotidiens régionaux *Tribune de Genève* et *24heures* révélaient dans un article commun, que les assurances maladie et les GAFAM travaillaient déjà main dans la main pour collecter – et exploiter – les données personnelles des Suisses. Sans que le scandale ne trouble autrement la tranquillité de la vie politique helvétique. A défaut d'être légales, ces pratiques qui duraient peut-être depuis quelques années déjà, venaient en effet d'être normalisées.

Les caisses-maladie espionnent leurs clients

Suisse Les assureurs utilisent les traqueurs de profils de Google ou Facebook pour en savoir plus sur leurs assurés. Alarmant, selon un spécialiste.



Offres préférentielles et au fitness

De nombreuses offres d'excursions et diverses réductions dans les domaines de l'alimentation, de la santé, du sport et du bien-être sont proposées aux assurés SWICA à travers toute la Suisse. Profitez-en ! Informations supplémentaires



Profitez du système bonus BENEVITA

Avec le système de bonus BENEVITA, vous pouvez influencer vous-même vos primes en adoptant une hygiène de vie active et saine. Plus d'infos



Les clients les plus satisfaits de Suisse

SWICA décroche de nouveau la première place dans le classement des consommateurs 2017 de Genépolis et de Son & Santé et obtient les meilleures notes pour l'assurance de son service.

Les Suisses ne pourront pas dire qu'ils n'avaient pas été prévenus...

Concernant le cas spécifique des données de « géolocalisation », celles-ci étaient déjà exploitées depuis 2017 tout au moins par l'opérateur de téléphonie Swisscom, qui les fournissait ensuite sous forme « anonymisée » à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Ceci en vue de modéliser les déplacements de la population et de « prédire les flux de passagers ». Une approche qui intéresse évidemment au plus haut point les opérateurs VTC à la Uber et autres applications de *car sharing*. Des modes de transport dont nous avons vu au chapitre précédent qu'ils ont vocation à occuper une place centrale dans la mobilité de nos futures « villes vertes »...

(La grande inconnue étant de savoir si ces moyens de transports seront fournis sous forme de **véhicules autonomes** ou non. Étant donné l'extrême manque de résilience – et la dangerosité – des systèmes autonomes, nous partons de l'idée que les moyens de transport en question continueront bel et bien d'être pilotés par des humains. Et ce, malgré les sommes astronomiques déjà englouties pour le développement de la « mobilité autonome », qui représente justement un grand axe de « recherche » pour l'EPFL.)

Tout cela pour dire que l'École polytechnique fédérale de Lausanne est intéressée de longue date à la collecte et au traitement de nos données personnelles en vue d'analyser (et prédire) nos « comportements de mobilité ». Ce qui peut expliquer le fait que la Confédération suisse l'ait désignée, en mai 2020, pour développer la fameuse application SwissCovid. (Ceci accessoirement en totale violation des règles de droit relatives aux appels d'offre publics. [3] Mais en sommes-nous encore à cela près ?)

Indépendamment de toute demande gouvernementale d'ailleurs, l'EPFL avait déjà entrepris, au même moment, de développer une application pour *smartphones* permettant « d'écouter votre toux et de vous dire si vous avez le covid ». Un logiciel qui réclame évidemment « l'accès au micro » de votre téléphone portable. Et qui, en toute logique covidienne, devrait lui aussi être activé en permanence voire, pourquoi pas, intégré aux « mises à jour » Apple et Android.

The image shows a screenshot of a news article from the website 'Suisse Romande'. The article title is 'Une étude de l'EPFL prédit encore des milliers de morts'. The sub-headline reads: 'Des épidémiologistes ont modélisé les effets d'une seconde vague de la pandémie. Ils excluent un retour rapide à la vie d'avant.' Below the text is a photograph of a black sign for 'EPFL Innovation Park' with the EPFL logo on the left. The sign is set against a background of trees and a building.

ALERTE ROUGE ! En avril 2020, l'EPFL annonçait des centaines d'hospitalisations aux soins intensifs au cours de l'été. En réalité, les chiffres officiels (OFSP) des « hospitalisations de covid-19 » n'allaient pas tarder à tomber à zéro (à la fin mai). Sans grande surprise. Un charlatanisme délibéré au service de la normalisation de la surveillance de masse ?

Cette logique de normalisation de la surveillance numérique à la faveur de la terreur covidienne, on la retrouve également chez les supermarchés suisses, fort désireux de mettre en œuvre divers outils de « reconnaissance faciale et vocale ». (Via l'outil de vidéosurveillance automatisée TRACKIT, fourni par la « start-up » Trade Marketing Intelligence, elle-même liée à IBM.) Le but commercial visé étant visiblement la mise en œuvre d'une surveillance totale de nos « comportements alimentaires », une approche qui intéresse au plus haut point les assurances maladie helvétique. [4]

(Que l'on pense à l'arrivée de l'ancienne conseillère fédérale Doris Leuthard au conseil d'administration du groupe de supermarchés Coop, en même temps que l'une de ses « anciennes collaboratrices » – dixit la presse suisse ! – devenait administratrice de la caisse d'assurance maladie CSS, qui souhaite justement récompenser « les clients qui démontrent qu'ils s'alimentent sainement » ! [5] Et qui est si en pointe en matière d'analyses *Big Data*...)

Et de fait, la crise financière majeure qui nous pend au nez aujourd'hui pourrait bien représenter une opportunité unique de remanier nos systèmes de santé, en nous mettant face à *l'urgence de réduire la facture sociale*.²⁸ Quitte à imposer une vigoureuse reprise en main de notre hygiène de vie en général – et de nos modes d'alimentation en particulier. Avec des bénéfices conséquents pour les multinationales qui sauront peser de leur poids économique pour imposer, par exemple, leurs « analogues de viande » réputés plus « sains » que la viande d'élevage. [6] La mise en œuvre d'un système de bonus-malus s'inscrivant dans une optique « d'éducation du consommateur », rendue possible par l'avènement du *Big Data* et de la vidéosurveillance numérique. (Une alternative consistant, tout bonnement, à supprimer l'argent liquide.)

Outre le côté quelque peu intrusif de ce projet, on notera la possibilité de mettre en œuvre des *discriminations systématiques* à l'encontre

²⁸ Dans le cas helvétique, on peut se demander en particulier ce qu'il se produirait si certains cantons se trouvaient subitement incapables de verser les coûteux « **subsides aux primes d'assurance maladie** » dont bénéficient actuellement plus de 27% des Suisses.

de certaines catégories de citoyens (en fonction de leurs convictions politiques, par exemple). Un risque dont avertissait déjà en 2018 le mathématicien et député français Cédric Villani, dans son célèbre rapport parlementaire sur la « stratégie française en matière d'intelligence artificielle ». La notion « d'explainable AI » renvoyant, dans ce contexte, à la possibilité d'utiliser le *Big Data* pour justifier certaines décisions arbitraires (refus de prêt, de logement, malus d'assurance maladie...) à l'encontre d'une partie de la population.

Mais c'est là un sujet assez vaste, que nous avons déjà traité avec plus de longueurs (et de précision) dans notre *Civilisation en crise*, dont c'était l'une des thématiques principales...

5G ET SURVEILLANCE NUMÉRIQUE : « VOUS N'AUREZ NULLE PART OÙ VOUS CACHER »

« Vous pouvez cacher vos secrets à vos amis, à vos parents, à vos enfants, à votre médecin [...] mais il est bien difficile de cacher vos pensées à Google. Et si cela est déjà vrai aujourd'hui, eh bien sachez qu'à l'avenir, il pourrait bien n'y avoir nulle part où vous cacher. Les **smart cities** pulluleront de senseurs, tous connectés via l'Internet des objets »

*(discours du premier ministre britannique
Boris Johnson à l'ONU, le 26/09/2019)*

Il est de fait que la « technologie 5G » doit être au cœur de nos futures « smart cities ». Le but étant, supposément, de faire fonctionner les « véhicules autonomes » les plus divers (taxis, navettes, drones de livraison...), dans une optique présentée comme « écologique » (avec une rentabilité financière accrue pour les heureux opérateurs de ces systèmes, dispensés de rémunérer des chauffeurs-livreurs dès lors obsolètes).

Il n'en demeure pas moins que la « **surveillance de l'espace public** » fait partie intégrante du cahier des charges de la 5G en Suisse. Cette technologie devant permettre « l'analyse en temps réel de vidéos » réalisées, par exemple, avec des « drones ». C'est en effet ce qu'expliquaient noir sur blanc des documents officiels de la Confédération, présentés au

cours d'un « Science Brunch » qui s'était tenue à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ) le 6 décembre 2018. L'EPFZ justement qui, au cours de la même séance, avait elle aussi expliqué que les véhicules connectés à la 5G pourraient être employés pour la « détection d'éléments criminels ».

ETH zürich

Machine Learning, Deep Learning, KI, Neuronale Netze

Was löst man damit für Probleme?



Source : Institut des champs électromagnétiques (EPFZ)

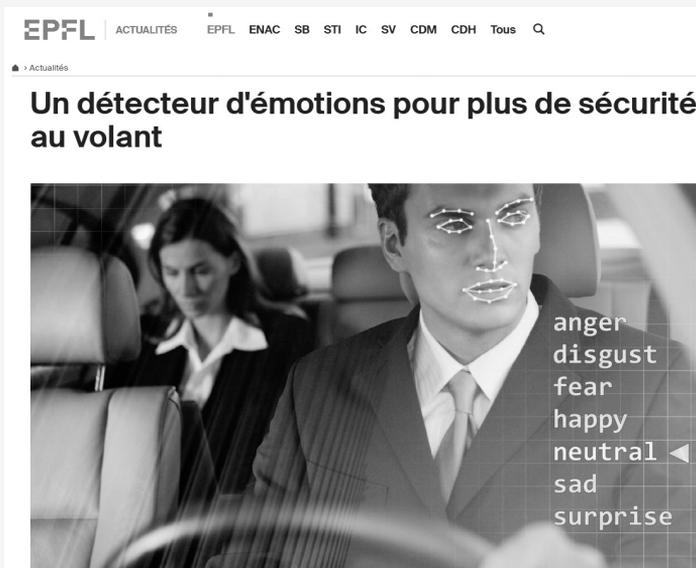
Un projet dont on trouve une confirmation concrète dans l'annonce par Tesla, début 2019, de la mise en service d'un « mode sentinelle » (*sentry mode*), qui utilise la « vision à 360° » des capteurs vidéo du véhicule (supposément prévus pour la « conduite autonome ») – et qui permet de « sécuriser la Tesla ».

De la même manière que la « caméra intérieure » (située sur le rétroviseur de la Tesla, face aux passagers) doit permettre aux futurs propriétaires de taxis autonomes Tesla de surveiller les éventuels dégâts causés par des passagers :

« Vous pourrez vérifier la vidéo [de la caméra intérieure] si quelqu'un a endommagé votre voiture [...] lorsque nous nous mettrons à concurrencer Uber/Lyft et que les gens se mettront à laisser leurs voitures gagner de l'argent pour eux au sein de la flotte autonome partagée de Tesla. [7]

Mais voici que l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) nous suggère, via une image éloquent, un tout autre domaine d'application : surveiller *en temps réel* les comportements – et les sentiments – expri-

més tant par les chauffeurs que par les passagers des **VTC connectés à la 5G**, qui s'apprêtent à conquérir nos « smart cities ».



Mais quel lien pourrait-il bien y avoir ici entre l'expression d'un « dégoût » quelconque par le conducteur ou son passager – et des considérations de « sécurité au volant » ? Petit indice : fin 2019, Uber avait affirmé avoir reçu « près de 6000 plaintes » de clientes pour des faits « d'agression sexuelle » (« propos déplacés », etc.) ?²⁹ Or, on se trouve ici dans le cas de figure standard de « l'agression » : le chauffeur est un homme, la passagère une femme seule. Bingo ?

On notera en tout cas que le canton de Genève – grand partenaire commercial d'Uber s'il en est (*cf. plus haut*), a considérablement élargi sa définition du « harcèlement sexuel » ces dernières années. Ne considère-t-il pas aujourd'hui que le « machisme ordinaire » (quelle que soit la signification que l'on attribue à cette notion fumeuse) représente rien moins qu'une « violence sexiste de même nature que le viol » ? [8] Le

²⁹ cf. également l'article « Thrown to the wolves » de la *BBC*, qui relate les improbables méasaventures de conductrices et passagères Uber et Lyft, « jetées aux loups » sans ménagements par ces entreprises dont les médias déplorent régulièrement la « culture sexiste ».

ministre de la Justice helvétique n'a-t-il d'ailleurs pas annoncé, début janvier 2021, son intention « **d'intervenir dans la vie privée des couples** pour mieux protéger les femmes » ? [9]

Ces velléités d'intrusion dans la sphère privée de tout un chacun ayant été posées, on se doute bien que la surveillance des taxis, bus, trains et autres supermarchés peut d'ores et déjà être considérée comme actée. De même que celle du reste de l'espace public, cela va sans dire. N'y a-t-il pas là un lien à faire avec les alertes médiatiques à répétition sur le fameux « harcèlement de rue », dont on nous rebat les oreilles depuis quelques années ?

(Que l'on pense un instant aux drones de livraison équipés de caméras et connectés, tout comme les Tesla, au *cloud* d'Amazon... L'image de l'EPFL ci-dessus évoque d'ailleurs immanquablement la présentation de l'outil **Amazon Rekognition**, un système de vidéosurveillance automatisé prévu, précisément, pour « détecter » les visages et « analyser » leur expression...)

Enfin : lorsqu'elles n'auront plus le choix qu'entre les transports publics et des services VTC (partagés ou non), les citadines des « smart cities » ne seront-elles pas grandement soulagées d'apprendre que l'**intégralité des transports** sont équipés de tels moyens de vidéosurveillance connectés ?

On l'aura compris, ces divers systèmes de surveillance, qui ont vocation à couvrir l'**intégralité de l'espace public**, représentent un enjeu de contrôle social absolument vertigineux. Le néopuritanisme féministe à la #metoo, partout et en tout lieu. Le monde bisounoursesque de *Demolition Man*, où tout écart de langage vous vaut instantanément une mise à l'amende par la police des mœurs numérique. Où toute tentative de drague malheureuse – ou toute action ou propos mal interprété, d'ailleurs – pourra vous valoir des poursuites pour « harcèlement sexuel »...

C'est là tout le génie de la *Tech* : mêler ingénierie sociale (la fameuse notion de « Tech for Good ») et opportunités d'affaires à milliards.

Mais au-delà du délire techno-progressiste de certains politiciens bien-pensants et autres *golden boys* de la Silicon Valley, ces technologies promettent des applications plus platement sécuritaires. C'est bien ce dont semble témoigner l'accession du général Keith Alexander, ancien directeur de la NSA (jusqu'en 2014), au conseil d'administration d'Amazon.

On se doute bien d'ailleurs que la tentation de l'omnisurveillance n'épargne pas les dirigeants politiques conservateurs, comme semble en témoigner l'attitude de certains élus républicains aux États-Unis. Nous devons la réflexion qui suit sur l'antagonisme « Big Tech vs. Big State » à la journaliste économique romande Myret Zaki, qui commentait ainsi l'audition de Mark Zuckerberg par le Sénat américain, le 28 octobre 2020³⁰ :

« Audition de Zuckerberg au Sénat américain hier. Le Sénateur républicain Josh Hawley compare les big tech aux « barons voleurs » de l'Amérique du 19^{ème} siècle : il les soupçonne d'entente secrète visant à contrôler l'information. Selon lui, Facebook, Google et Twitter se coordonnent entre eux pour modérer et censurer les contenus, en échangeant des renseignements sur leurs utilisateurs pour mieux traquer et quadriller les comptes nécessitant intervention. On ignore jusqu'où pourrait s'étendre cette pratique. Suivant les questions, Zuckerberg reste vague, esquive habilement ou dément. Le sénateur se base sur les informations précises d'un lanceur d'alerte et ex-employé de Facebook.

Ce qui est intéressant dans cet extrait vidéo, c'est que le sénateur semble se préoccuper davantage de l'idée d'une coordination entre big techs, d'une entente de type cartellaire, que de l'idée d'une surveillance en soi. Il insiste fortement pour obtenir les informations sur les outils, les moyens utilisés et les listes des personnes surveillées dont les noms ont été échangés entre plateformes.

Au final, reste à savoir ce qu'il faut craindre le plus : la possibilité très réelle qu'existe ce système de renseignements croisés entre plateformes, sorte d'Interpol des big techs ?

Ou la possibilité que l'État se mette à convoiter ces outils, qu'il utiliserait bien pour son propre avantage s'il le pouvait, plongeant dans cette grande fête de surveillance des utilisateurs à laquelle il n'est pour l'heure pas convié ? »

Riche sujet de méditation !

³⁰ Soit moins d'une semaine avant l'élection présidentielle du 3 novembre 2020.

Notes

- [1] « iOS 13.5: Apple déploie sa mise à jour spéciale Covid-19 sur iPhone », *JDN.net*, mise à jour du jeudi 21 mai 2020 à 16h30 (article supprimé depuis lors et non-disponible en ligne)
- [2] „Diese Daten gehören den Patienten“, *TagesAnzeiger*, 18/02/2019
- [3] cf. l'article de Sébastien Fanti dans *L'Antipresse* : « SwissCovid : un curieux manque d'application », 24/05/2020
- [4] cf. notre propre publication dans *L'Antipresse* : « Comment les supermarchés vont vous rééduquer », 11/10/2020
- [5] cf. « Wer gesund lebt soll weniger zahlen », *20min.ch*, 24/05/2016
- [6] cf. « Bill Gates a un projet alimentaire sain pour vous à base . . . d'excréments humains ? L'exemple de la Swiss Food Valley. », *Le Blog de Liliane Held-Khawam*, 04/11/2020
- [7] cf. le tweet d'Elon Musk du 05/04/2019 : « *[The interior camera] is there for when we start competing with Uber/Lyft & people allow their car to earn money for them as part of the Tesla shared autonomy fleet. In case someone messes up your car, you can check the video.* »
- [8] « Du sexisme ordinaire aux violences sexuelles : repérer pour agir. Guide à l'intention des professionnel-le-s (2018) », Canton de Genève (via ge.ch), 26/09/2018
- [9] cf. p. ex. « Intervenir dans la vie privée pour mieux protéger les femmes », *20min.ch*, 03/01/2021

Big Data : de la surveillance numérique à la rééducation bienveillante

Imposer le respect des nouvelles « règles d'hygiène » (masques, distances...) en généralisant la dénonciation des contrevenants. Faire amender lourdement ceux-ci en cas d'infraction, y compris par des « sociétés de sécurité privées ». Enfin, « fichier nominativement » les réfractaires pour leur infliger des « malus », voire les priver de lit aux soins intensifs le cas échéant. Telles sont les singulières propositions émises courant novembre 2020 par le très médiatique Willy Oggier.

On notera que M. Oggier est un « économiste de la santé » suisse que l'on aura pu voir sur des photos prises au cours de la même période, ne faisant aucun cas lui-même des fameuses « mesures sanitaires » qu'il souhaite imposer de force au reste de la population !

Une contradiction frappante, dont l'explication pourrait être à chercher dans la collaboration de M. Oggier sur les questions de « santé numérique » non seulement avec Microsoft, mais encore avec les barons de la grande distribution suisse, qui entendent mettre à profit la « crise sanitaire » covidienne pour imposer des outils de **reconnaissance faciale et vocale** dans leurs supermarchés. [1] Avec un argument massue pour convaincre le public apeuré (et donc malléable) : la possibilité de vérifier – automatiquement et en continu – la température, le port du masque et la « distanciation sociale » de la clientèle !

On peut évidemment douter que les Suisses soient naïfs au point de se laisser convaincre par de tels arguments... Pourtant, cette évolution plus que critiquable est d'ores et déjà entérinée par un État suisse bien décidé à généraliser l'emploi de la « vidéosurveillance automatisée » dans l'espace public. On a ainsi pu voir le groupe de pharmacies TopPharm s'équiper d'un robot (« AxaRobot ») **doté d'une « recon-**

naissance faciale » et chargé de veiller à ce que la clientèle porte son masque dans les règles de l'art.



Dans cette pharmacie zurichoise, un petit robot équipé de moyens de « reconnaissance faciale » vérifie que vous portez votre masque dans les règles de l'art... (Image : TopPharm Europaallee Apotheke / via Instagram)

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les velléités de Willy Ogier d'imposer une surveillance généralisée de l'espace public suisse sont donc à prendre au sérieux. Autre surprise de taille : son idée d'organiser un « fichage » des malpensants semble être, là encore, partagée par l'administration fédérale !

De la discrimination positive... à la rééducation pure et simple ?

Acteur essentiel de la digitalisation de l'économie helvétique, La Poste propose en effet aujourd'hui ouvertement d'employer des outils de recrutement numérique basés sur « l'intelligence artificielle » pour *discriminer systématiquement* certaines catégories de la population. Et ce, notamment en fonction de leurs « préjugés », c'est-à-dire de leurs convictions philosophiques et politiques. [2]

Tout ceci à l'aide d'un outil « d'analyse verbale » commercialisé par la *start-up* allemande Precire, qui doit ainsi permettre de mesurer « l'intégrité » (!) des collaborateurs et autres candidats sur la base du *Big Data* ! Un

partenariat avec Microsoft permettant en outre d'analyser *en temps réel* le contenu des e-mails et autres documents (Word, etc.) des employés... ainsi que leurs conversations téléphoniques! Avec la possibilité d'offrir aux employés un « coaching » en continu à la place de travail, sur la base de l'analyse *en temps réel* de leur communication. Avec des propositions de modifications instantanée à la clé, le but étant d'aider les employés à communiquer plus efficacement... et de façon «amicale», le tout devant favoriser un « être-ensemble positif ». (En témoigne l'utilisation de ce gadget par l'agence de placement Randstad (Allemagne), qui l'emploie pour analyser la personnalité (!) de ses postulants allemands. De telle sorte que Precire pourra également être intégré aux visioconférences Microsoft Teams –si ce n'est déjà fait.)

Une bonne communication passe par l'«inclusivité»...

GetDiversity GmbH, la société partenaire de La Poste qui porte ce projet inquisitorial, annonce pour sa part plus clairement que la finalité de la démarche consistera à créer une «organisation inclusive», en accord avec l'idéologie féministe qui est sa raison d'être. Pour ce faire, il apparaît que deux méthodes puissent être empruntées : 1) sélectionner les futurs collaborateurs et cadres sur la base de leurs orientations idéologiques, ou alternativement 2) inciter ceux-ci à « changer de comportement » à chaque fois qu'un décalage avec la doxa diversitaire est constaté.

Une idée *a priori* loufoque, mais qui n'en a pas moins été émise l'année dernière par l'UNICEF, dans un rapport financé et coréalisé par le gouvernement allemand ! Un document qui nous annonçait l'arrivée massive, « dès 2020 », « d'assistants digitaux » devant contribuer à rééduquer les hommes à « l'égalité de genre ». Ceci en les « décourageant », en particulier, d'adopter des comportements considérés comme « sexistes » ou « renforçant les stéréotypes de genre » (Et en leur inculquant, au passage, « une communication positive sur le sexe et le consentement sexuel »...). Vaste programme en perspective !

Texte basé sur un article paru le 13/12/2020 dans l'hebdomadaire L'Antipresse sous le titre « Une médecine numérique au service de la rééducation de masse ».

ET SI VOTRE EMPLOYEUR PRENAIT EN CHARGE VOTRE SANTÉ MENTALE ?

C'est en effet là tout l'objet de l'offre *fit im job* de la *start-up* Medbase. Une société axée sur la « médecine numérique » et qui propose d'évaluer rien moins que « l'état de santé » des employés suisses. Et ceci afin de déterminer s'ils sont « équilibrés » (*balanced*), stressés (*stretched*), ou en décrochage (*strugglers*). Cette dernière catégorie étant réputée être non seulement moins « productive », mais encore sujette à de la dépression, un isolement social et autre épuisement chronique.

« Quand est-ce que c'est une affaire privée de savoir si un cadre se retrouve dans une situation de stress durable parce qu'il construit sa maison ou si un apprenti a fait la fête tout le week-end ? A partir de quand leur chef doit-il s'y intéresser ? » (fit im job, séminaire management & santé)

Voilà pourquoi l'outil HealthReport® de Medbase prévoit de mesurer (!) non seulement « l'équilibre de vie » et le « niveau de stress » des employés, mais encore leur « engagement au travail », leur « comportement sanitaire » et leur « attitude mentale »... Une approche pour le moins intrusive !

L'orientation avérée de Medbase vers le *Big Data* (*trackers* sportifs et autres instruments de « télémédecine », partenariat avec Apple pour la surveillance de « l'engagement du patient » dans son traitement, connexion au « dossier électronique du patient »... [3]). Tout ceci, couplé à la volonté affichée par Medbase d'évaluer *la santé mentale* des collaborateurs laisse entrevoir des possibilités vertigineuses en matière de médicalisation de la vie professionnelle.

Comme l'explique par exemple le World Economic Forum en effet, les *montres connectées* (classées comme « produits médicaux » aux États-Unis !), de même que les *trackers* sportifs et autres « patchs connectés » fournissent non seulement des données sur notre santé physique (circulation sanguine, etc.), mais permettent également « un suivi en continu de la santé mentale » du porteur (niveau et sources de stress, qualité de sommeil, etc.). Ces senseurs, déjà largement adoptés par le public, devant offrir des possibilités de « détection précoce » de maladies psychiques (*burn-out*, dépression, etc.). Ainsi que de « vérification de la

conformation » (*compliance*) du « patient » vis-à-vis de son « traitement » psychothérapeutique...

Il est ainsi à la fois intéressant et inquiétant de constater que l'assureur maladie SWICA, qui est fortement liée à Medbase [4], a été l'une des premier à admettre qu'il « espionnait » (!) ses assurés à l'aide de « *trackers* ». [5]

On relèvera enfin à tout hasard le fait que Medbase est également un partenaire de Microsoft et de La Poste suisse (!) au sein du groupement e-healthcare CIRCLE. Un groupe de travail axé sur la « santé numérique » et qui s'est lancé, notamment, dans le développement d'une « application psychothérapeuthique » *all-in-one*. Il faut ainsi espérer que ce produit (*my clenia*) n'héritera pas des biais idéologiques et des velléités de rééducation exprimées par la société GetDiversity (*cf. plus haut*), dont certains cadres de La Poste semblent si proches...

Notes

- [1] « Projet «MigroCoop», ou comment les supermarchés vont vous rééduquer », *antipresse.net*, 11.10.2020
- [2] cf. « Digital blind auditions Finding and promoting talented individuals – simply and digitally », *post.ch*, 28/09/2020
- [3] « Medbase AG – Swiss precision meets Apple-powered patient engagement », *physitrack.com*, page consultée le 07/01/2021
- [4] cf. p. ex. « Medbase acquiert une participation majoritaire dans les Centres de santé santéméd de SWICA », *swica.ch*, 25/09/2015
- [5] « Les caisses-maladie espionnent leurs clients », *24heures/Tribune de Genève*, 30/04/2018

PARTIE III

La monnaie comme instrument de la technoservitude

« Les espèces n'en ont sans doute plus pour longtemps. [...] Malheureusement, la nouvelle série de billets est probablement la dernière. »

Extrait d'un article publié sur le site web d'UBS en juillet 2017

« A travers des conseillers-robots, par exemple, l'intelligence artificielle peut directement influencer et contrôler les décisions financières quotidiennes des clients et, en fin de compte, leur bien-être. »

Publication de la Réserve fédérale d'Allemagne
(Deutsche Bundesbank), février 2018

« L'intelligence artificielle va être amenée à jouer un rôle essentiel dans des domaines aussi variés que cruciaux (santé, banque, logement...) [...] Sans possibilité d'expliquer les décisions prises par [l'intelligence artificielle], il apparaît difficile de les justifier. Or, comment accepter l'injustifiable dans des domaines aussi décisifs pour la vie d'un individu que l'accès au crédit, à l'emploi, au logement, à la justice ou à la santé ? »

Mission parlementaire sur « la stratégie française en matière d'intelligence artificielle », mars 2018

Et Facebook voulut créer une « monnaie hégémonique » globale !

Non seulement Facebook affiche ouvertement ses ambitions globales en matière de (crypto)monnaie, mais la **Banque des règlements internationaux (BRI)** lui prédit un destin tout à fait exceptionnel :

« Les groupes Big Tech tels que Facebook pourraient rapidement atteindre une position dominante au sein de la finance globale. »

(Banque des règlements internationaux, juin 2019)

Une analyse partagée par la Banque d'Angleterre, qui va encore beaucoup plus loin, en expliquant que les « jetons numériques » émis par l'association Libra pourraient former une « **monnaie synthétique hégémonique** » ! [1] Celle-ci ayant vocation à devenir rien moins qu'une **monnaie supranationale globale**, appuyée sur « un réseau de monnaies digitales de banque centrale »...

« Facebook prévoit de lancer la monnaie 'GlobalCoin' en 2020 »

(BBC, mai 2019)

Une analyse partagée par le président de la Banque de France, qui aura laissé entendre qu'il était prêt à contribuer à la création d'une « monnaie digitale internationale de référence »... [2] Même empressement du côté de la Banque nationale suisse par exemple, qui semble toute disposée à faire fonctionner sa future monnaie digitale sur un *cloud* Google [3] – et à offrir aux « jetons numériques » de l'association Libra le statut de « monnaie officielle privée » ! [4]

Une évolution annoncée de longue date... avec une certaine précision !

Cette évolution possible vers l'unification des systèmes monétaires mondiaux avait été pressentie dès 1988 par le grand hebdomadaire économique de référence The Economist, qui nous annonçait avec force détails l'avènement d'une « monnaie mondiale »... « aux alentours de 2018 » ! Le nom-même choisi pour désigner cette nouvelle devise hégémonique – le « *Phoenix* » – évoquant d'ailleurs l'idée d'une renaissance monétaire... faisant suite à un désastre spectaculaire !



Dans une récente publication, The Economist tirait précisément un parallèle entre le projet Libra (alias « Global Coin ») mené par Facebook et la « monnaie mondiale » annoncée par la revue en 1988...

Et de fait, l'on aura vu le FMI (tout comme la Banque des règlements internationaux ou la Banque nationale suisse, notamment) soutenir de fait le projet Libra en appelant à une « égalité de traitement » entre les *Big Techs* et les banques traditionnelles. Un cas de figure qui verrait le « *Gobal Coin* » devenir effectivement « hégémonique » dans tous les pays concernés, du fait de « l'effet de réseau inégalable » des GAFAM (dixit le FMI [5]), qui évinceraient dès lors très vite la banque de détail traditionnelle (avant de conquérir le reste du secteur financier.)

Évidemment, à partir de là, l'emprise des *Big Techs* ne tarderait pas à s'étendre à l'ensemble de l'économie réelle, lui imposant ses outils (« main d'œuvre digitale », centres logistiques automatisés, « protéines alternatives », édition génétique...) – et ses valeurs farouchement progressistes.

On retombe ainsi sur la grande vision du gourou technologique Jack Ma, d'après lequel, à l'avenir, aucun commerce ne sera plus possible sans l'intermédiation des *Big Techs*. Les pays n'auront d'ailleurs plus leur mot à dire, dans la mesure où l'ensemble de l'activité productrice deviendra transfrontalière, globale et, surtout, *made in Internet*. Quant aux enfants, leur instruction sera également prise en main par la *Tech*, qui se chargera de leur inculquer « des valeurs » (être coopératif, attentionné envers les autres, tolérant, etc.) dès leur plus jeune âge. De la même manière que les adultes devront apprendre à se montrer « positifs » sur leur lieu de travail – et à y adopter un langage et des comportements conformes aux « valeurs » susmentionnées. Un authentique projet de domestication numérique du matériau humain, dont les moyens de surveillance omniscients de la *Tech* permettront de vérifier et accompagner les progrès sans discontinuer.

Or, malgré les manifestations de soutien enthousiaste émanant des plus hautes sphères financières, le projet Libra se heurte aujourd'hui à des résistances potentiellement problématiques. Aux États-Unis en particulier, les récentes tribulations des dirigeants de Twitter et Facebook face au Congrès américain semblent avoir démontré que les *Big Techs* ne sont plus aussi intouchables que par le passé. Autre indice convergent : l'enthousiasme manifesté par des caciques du camp républicain – dont Donald Trump – pour la question d'un retour à « une forme d'étalon-or » (cf. la nomination de Judy Shelton à la Réserve fédérale).

Ou encore : les velléités récentes des milieux politiques (et pas qu'aux États-Unis !) de faire jouer les lois antitrust en vue d'un *démantèlement* pur et simple de Google, Facebook, Apple...

Et de l'autre côté de l'Atlantique, l'on aura également vu, il y a quelques mois de cela, l'un des plus hauts cadres de la BCE s'opposer frontalement aux ambitions monétaires des *Big Tech*. Pour le Luxembourgeois Yves Mersch en effet, pas question de confier « la stabilité du système monétaire et financier global » à « des entités privées exemptées de rendre des comptes et avec un historique douteux en termes de fiabilité » ! [6] Un projet « cartellaire » en somme, auquel il convient de s'opposer avec la dernière des énergies.

Quant à la fameuse « disparition » de Jack Ma durant plusieurs semaines fin 2020-début 2021, celle-ci aura largement été interprétée comme une manifestation de la volonté du pouvoir chinois de garder sa Tech sous contrôle politique. Et donc de maintenir la souveraineté économique et monétaire du pays...

Ne faut-il pas alors admettre que des alternatives sont d'ores et déjà en gestation ? D'ailleurs, le *Financial Times* n'a-t-il pas d'ores et déjà annoncé l'échec du projet quelque peu mégalomane de la Tech sino-américaine ? [7]

Il y a plus de trente ans (!) de cela, *The Economist* avait déjà posé cette équation économique fondamentale :

« Alors que le prochain siècle approche, les forces naturelles qui poussent le monde vers l'intégration économique offriront un large choix aux gouvernements. Ils peuvent suivre le courant, ou construire des barricades. Préparer la voie pour [la monnaie unique] veut dire autoriser et promouvoir activement l'utilisation par le secteur privé d'une monnaie mondiale, aux côtés des monnaies nationales existantes. L'alternative – pour préserver une autonomie dans l'élaboration des politiques – impliquerait une nouvelle prolifération des contrôles draconiens sur le commerce et les flux de capitaux. » [8]

Les préparatifs actuels de plusieurs pays européens (dont l'Italie et l'Allemagne !) en vue d'une « scission de l'euro », ainsi que l'attitude de plus en plus coulante du FMI vis-à-vis des politiques de « contrôle des

capitaux » [9], donnent ainsi à penser que la partie n'est pas encore tout à fait gagnée pour les *Big Techs*. (En Europe, on notera le cas de Chypre, qui a mis en place un système de contrôle des capitaux entre 2013 et 2015. Ceci sous le regard bienveillant du FMI et en infraction au principe de « libre-circulation des capitaux », pourtant entériné par le Traité de Maastricht !)

Voilà en tout cas pourquoi le « nouveau Bretton-Woods » annoncé en octobre dernier par la présidente du FMI représentera effectivement, quoiqu'il arrive, une « bifurcation » historique. Car la physionomie du nouveau système monétaire international qui émergera de la tourmente de la « Grande Réinitialisation » reflétera le « nouveau monde » dans lequel nous entrerons alors.

Soit le grand *coup d'État planétaire* des *Big Techs*, qui trôneront dès lors sur « l'économie globale » – et, au-delà, sur tous les aspects de notre vie professionnelle, sociale et même privée (voire « biologique », pour reprendre une affirmation notable de Klaus Schwab [10]).

Ou alors, une tentative de retour – plus ou moins ordonné et plus ou moins rapide – à une véritable souveraineté monétaire³¹, qui pourrait se traduire par une forme de protectionnisme financier. Celui-ci devant permettre de réguler *politiquement* les flux de capitaux – et donc la valeur de la monnaie, dans le cadre d'échanges internationaux de plus en plus adossés à des actifs réels (or, pétrole, minerais, céréales...?). Une évolution historique qui signerait rien moins qu'une inversion – sans doute brutale – du processus de globalisation financière, devenu effréné à partir des années 1970. Et qui consacrerait, accessoirement, l'émergence du monde multipolaire à laquelle nous assistons depuis bien des années déjà (en un mot : la Chine !).

Il n'y en a pas moins fort à parier que la finance anglo-saxonne, qui exerce une domination sans partage sur les systèmes financiers in-

³¹ Souveraineté qui, précisons-le, n'impliquera pas nécessairement une micro-gestion par l'État des activités de crédit ! Pour éviter cet écueil tout en renforçant la stabilité du système financier, il a par exemple été proposé (Prof. Richard Werner) de multiplier les **banques de petite taille et d'implantation locale**, à la façon des *Volksbanken* allemandes. Un modèle éprouvé, qui doit permettre de limiter les prises de risques (notamment en matière de crédit), de par le contrôle direct que les épargnants-sociétaires exercent sur les activités de l'établissement.

ternationaux depuis la Guerre de Sept Ans, ne se laissera pas faire si facilement. Et qu'elle cherchera à imposer, coûte que coûte, sa propre version de la « Grande Réinitialisation ».

Notes

- [1] « The Growing Challenges for Monetary Policy in the current International Monetary and Financial System », Bank of England, 23.08.2019
- [2] « Monnaie digitale de banque centrale et paiements innovants », Banque de France, 04/12/2019
- [3] cf. notre publication dans *L'Antipresse* : « Suisse – Les GAFAM reprennent les commandes », 13/06/2020 (article repris sur le *Blog de LHK* sous le titre « La Suisse, paradis des GAFAM et de leur cryptomonnaie »)
- [4] « Monnaie et jetons électroniques », Banque nationale suisse (*via bis.org*), 05/09/2019
- [5] « The Rise of Digital Money – Fintech Notes », Fonds monétaire international, juillet 2019
- [6] « Yves Mersch: Money and private currencies - reflections on Libra », *BIS.org*, 02/09/2019
- [7] „How Facebook’s Libra went from world changer to just another Paypal“, *Financial Times*, 17/04/2020
- [8] « Get ready for a world currency », *The Economist*, 09/01/1988 (Traduction : or.fr)
- [9] cf. par ex. «Multilateral Aspects of Managing the Capital Account », Fonds monétaire international, 07/09/2012.
- [10] «The Fourth Industrial Revolution will lead to a fusion of our physical, digital and biological identity.» (Extrait d'un discours tenu le 13 mai 2019 devant le Chicago Council on Global Affairs.)

La Chine, leader de la Grande Réinitialisation monétaire – par le Prof. Philippe Laurent

« L'ordre de Bretton Woods tel que nous le connaissons a atteint ses limites, a affirmé le ministre des Finances français Bruno Le Maire [...] D'après [lui], tout comme Bretton Woods a défini l'ordre économique international de la seconde moitié du 20^{ème} siècle, la première partie de ce siècle pourrait bien être définie par le projet de nouvelles Routes de la soie de la Chine. »

(Reuters, juillet 2019)

En Chine, cela fait déjà quelque temps que la « grande réinitialisation » est en marche avec une stratégie de contrôle social bien établie et poursuivie avec constance (opération « bouclier d'or ») depuis plusieurs lustres puis, il faut bien l'affirmer haut et fort, facilitée car accélérée du fait de la crise majeure engendrée par la pandémie de Covid-19.

Tout récemment, une nouvelle étape cruciale vient d'être franchie avec le lancement officiel en grande pompe fin 2020 de la DCEP (acronyme de *Digital Currency Electronic Payment*) ou **yuan numérique**, version digitale de la monnaie officielle et strictement équivalente à la monnaie fiduciaire. Son émission est assurée par la Banque de Chine au bénéfice des banques commerciales qui vont à leur tour permettre aux entreprises et aux particuliers d'en disposer pour leurs transactions (gestion de comptes, virements, paiements). Il s'agit dès lors d'un véritable portefeuille digital, accessible via une application

mobile autorisée par la Banque de Chine, qui serait mis à disposition à large échelle moyennant un simple numéro de téléphone et un code de confirmation. Après un test jugé fructueux sur les citoyens de la ville de Shenzhen (nouvel Hong Kong, selon la volonté du gouvernement chinois) puis à Suzhou, nul doute que sa propagation, sécurisée par l'identité biométrique déjà en vigueur, devrait être aussi foudroyante et maîtrisée que celle du récent coronavirus. Adieu, arnaques digitales et corruption invisible !

Cependant, il convient de constater qu'il ne s'agit donc pas d'une cryptomonnaie au sens strict, au vu de l'émetteur, mais surtout que les autorités chinoises s'affranchissent de la technologie *blockchain* si chère à l'Occident, sans pour autant garantir l'anonymat en s'arrogeant les droits d'une banque de données centralisée par la BoC (Bank of China). Cette conception particulière - peu surprenante pour les fins-connaisseurs de la Chine contemporaine – permet ainsi à sa banque centrale de fixer des quotas d'émission, mais aussi les normes de sécurité afférentes.

N'oublions pas qu'une logique de double contrôle est ainsi à l'œuvre : celle de la monnaie virtuelle, comme celle de ses utilisateurs !

Par ailleurs – et bien au-delà de sa logique interne – il convient de se rappeler un autre objectif très stratégique pour la Chine, à savoir de perturber le marché mondial des paiements actuellement toujours régi par le roi dollar et son hégémonie insupportable aux ambitions économiques de l'Empire du Milieu. Nul doute qu'une monnaie numérique forte et maîtrisée par son émetteur permettrait alors de proposer une alternative crédible – surtout en tant que numéro un du commerce mondial – notamment pour les pays africains et l'Est de l'Europe comme l'Asie centrale (en couplage avec un *e-rouble* requinqué et la nouvelle Route de la soie).

Dès lors, on comprend pourquoi les gouvernements russe et chinois agissent de concert afin de racheter un maximum de quantités d'or physique disponible, tandis que les Occidentaux persistent à émettre de l'or-papier ou des obligations dont les garanties deviennent toujours plus aléatoires...

Il serait également incomplet de ne pas mentionner l'habileté de la communication utilisée autour de ce lancement : dans un monde actuel et futur au sein duquel les interactions et les échanges matériels représentent autant de risques, la monnaie numérique apporte non seulement une parfaite traçabilité des transactions mais, bien plus encore, une sécurité non limitative face à une distanciation sociale qui pourrait perdurer, qu'on le veuille ou non en Occident !

Enfin, un dernier argument semble plaider de manière radicale pour l'avenir des monnaies numériques : à l'aube d'une société globalisée qui se veut résiliente et écologique avec des compensations carbone monétisables, la Chine détient désormais une longueur d'avance en termes d'innovation par la digitalisation accélérée de son économie en matière de dématérialisation, d'automatisation et d'énergies propres. Reste l'annonce de sa neutralité carbone à l'horizon 2060, mais ce n'est pas gagné !

Prof. Ph. Laurent / 12.01.2021

L'AVENIR TROUBLE DE LA ZONE EURO

« Avec l'euro, il y a quelques gagnants, mais beaucoup de perdants »
(Antonio Costa, premier ministre portugais, mars 2015)

On se souvient qu'en avril 2020, les *vertueux* pays du Nord de l'Europe (Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Finlande...) avaient signifié leur refus de mettre en commun leurs ressources budgétaires excédentaires avec leurs *dispendieux* voisins du Sud. Ce fut le fameux épisode des « **coronabonds** », qui confirma ce que l'on savait déjà : la mythique « union budgétaire » européenne ne verrait jamais le jour.

Quelques semaines plus tard, c'était au tour de la Cour constitutionnelle allemande d'administrer une douche encore plus glaciale aux tenants de l'Europe maastrichtienne. Car les juges de Karlsruhe allaient tout bonnement se réserver le droit d'interdire à la Bundesbank de participer à de nouveaux *quantitative easing* ! En clair : la plus haute autorité juridique du pays pourrait dorénavant empêcher de nouveaux plans de sauvetage de l'euro. Et ce, indépendamment même de la volonté exprimée par le pouvoir politique allemand !

Il est vrai que ledit pouvoir politique aura, au fil des années, donné tous les gages d'un jusqu'au-boutisme farouche en faveur de l'euro. De fait, un effondrement de la zone euro ne manquerait pas de produire de fâcheux effets pour les retraités allemands, dont le poids électoral est notoirement considérable... Et qui se retrouvent aujourd'hui exposés – à leur insu et dans des proportions phénoménales – aux risques explosifs de la dette des pays du Sud.³² Ce d'autant plus qu'avec leurs fameux « mini-BOTS » (approuvés à l'unanimité par les parlementaires de tous bords !), les dirigeants italiens se sont d'ores et déjà assurés de la possibilité, le cas échéant, de rembourser leurs dettes vis-à-vis de l'Eurosystème (et donc de l'Allemagne)... en monnaie de singe. On comprend dès lors que les dirigeants allemands tiennent tant à faire la preuve de leur engagement sans faille en faveur de la monnaie unique !

³² Et ce en particulier via les gigantesques « *soldes Target* » de la banque centrale allemande. On rappellera que les « *soldes Target* » expriment le montant des capitaux transférés par les banques centrales européennes à l'étranger (à l'intérieur de l'Eurosystème ou au-dehors). Fin 2020, le solde Target (positif) de l'Allemagne se montait à quelque 1'136 milliards (!) d'euros, alors que l'Italie et l'Espagne présentaient, à elles deux, un « découvert » de quelque 1'016 milliards d'euros (Source : BCE).

Pourtant, quelques talentueux économistes ne nous ont-ils pas expliqué par le menu que l'eurozone est, par construction, un ensemble sécable ? Et que la Bundesbank elle-même cherche, depuis bien des années déjà, à se ménager des portes de sortie, en développant des mécanismes permettant d'exclure de la zone euro les pays trop indisciplinés... ?³³ Or, voilà que la Cour de Karlsruhe nous signifie subitement que ce scénario d'un fractionnement de la zone euro pourrait se concrétiser à tout instant !

On comprend dès lors mieux pourquoi « la décision de Karlsruhe » a pu être interprétée comme l'arrêt de mort de la zone euro telle que nous la connaissons. Et relancé les spéculations quant à l'éventualité d'une future scission de la zone euro...

*« Il s'agit à présent d'agir de manière responsable et avec sagesse pour que l'euro puisse continuer d'exister...
LA COUR CONSTITUTIONNELLE A DÉPOSÉ UNE CHARGE EXPLOSIVE
SOUS L'EURO ET SOUS L'UNION EUROPÉENNE »*

(Angela Merkel à l'agence Reuters, mai 2020³⁴)

De fait, les pays du Sud, déjà largement désindustrialisés, auraient aujourd'hui un intérêt évident à procéder à une **forte dévaluation monétaire** en vue de regagner de la compétitivité commerciale. Une question d'autant plus pressante que leur gestion souvent calamiteuse de la « crise sanitaire » covidienne les a passablement lessivés sur le plan économique...

« Nous ne sommes pas ici pour fermer les écarts [entre le coût des dettes italienne et allemande] »

(Christine Lagarde, présidente de la BCE, en mars 2020)

La réémergence inéluctable de la *crise de l'euro* pourrait ainsi aboutir à une scission plus ou moins ordonnée de l'espace monétaire européen. Avec au Nord, une eurozone rétrécie menée par l'Allemagne, face à laquelle pourrait se former un bloc « euro-Sud », sans doute mené par la France. Cette nouvelle « Union latine » pouvant dès lors être amenée

³³ cf. les passionnantes explications de Vincent Brousseau sur le scénario d'une « *sortie furtive de l'euro* » (son article éponyme publié sur le site de l'UPR contient de précieuses références pour prendre la mesure des préparatifs allemands).

³⁴ Les majuscules sont de *Reuters*, le soulignement a été ajouté. (n.d.a.)

à mettre en place – tout au moins temporairement, des politiques de *contrôle des changes* en vue de garantir la stabilité monétaire face à des risques accrus de fuite des capitaux ou d'attaques spéculatives...

Par ailleurs, les pays « méditerranéens » de l'UE pourraient également trouver un intérêt majeur dans le fait de valoriser des réserves d'or parfois très importantes (Italie, France) ou significatives par rapport à la taille de leurs économies (Portugal, Grèce). Ceci afin de se donner un peu d'oxygène financier à un moment où ils en auront sans doute le plus grand besoin. De telle sorte que bien des candidats à la sortie de l'euro pourraient être tentés de s'associer rapidement (individuellement ou ensemble) au projet de nouveau système monétaire international basé sur « un étalon-or modernisé » que proposent, en particulier, la Chine et la Russie...

POSTFACE

C'est le génie d'Internet, nouvelle voie initiatique, comme je disais dans mon livre il y a vingt ans déjà. On crée une chaîne d'intelligences (dont a parlé Nerval...) à travers le monde, de gens qui ne se connaissent que par leurs idées. C'est ainsi que Vincent Held m'a contacté, parce que nous surfons sur la même vague rebelle qui rend fous les présomés patrons de cette planète obtuse. Il y a ceux qui rêvent d'organiser et ceux qui ne veulent pas rentrer dans un camp, avec vaccin, badge 5G et conditionnement médiatique.

Le grand recueil de Vincent mérite lecture et relecture ; nous sommes en effet entrés dans une telle horreur politique, technologique, monétaire et médicale, dans un tel retournement satanique des valeurs que sa lecture en est éprouvante et mérite un deuxième examen, suivi de beaucoup d'autres. La question que je me pose en le relisant est bien sûr : comment en sommes-nous arrivés là ? Car je ne compte pas que nous en sortions, étant bien trop expert – comme Vincent d'ailleurs – en propagande et machine à lessiver le cerveau des peuples. Certains des auteurs ès-propagande que cite Vincent au début du livre, je les lis et commente depuis quarante ans, alors...

Mon éducation est surtout littéraire et historique. C'est donc chez les écrivains que j'ai pris conscience de mes valeurs morales. Et la liberté si chère à nos démocraties totalitaires, j'ai compris qu'on ne la comprenait qu'après la révolution française, chose monstrueuse comme la mondialiste actuelle, qui ne fit que nous priver de nos libertés au nom

de la liberté, comme disait Cochin. C'est donc par les auteurs du dix-neuvième siècle que je vais essayer, à la demande de Vincent, d'expliquer comment nous en sommes arrivés là – à la situation que décrite dans un livre qui pourrait hélas en remonter à Stephen King ou même à Lovecraft.

La facilité avec laquelle s'installe l'horreur techno-mondialiste nécessite un rappel historique. La dictature pseudo-médicale est liée à l'ascension prodigieuse de l'État moderne. De grands penseurs très différents l'ont dénoncé cet État moderne : Marx, les anarchistes français (génial Proudhon...), Tocqueville. Mais quand on sait sur quoi ont débouché marxisme et libéralisme, on comprendra pourquoi je ne propose jamais de solution. Ma solution c'est « *fly you fools* » dans la caverne de la Moria de Tolkien. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai publié plusieurs livres sur Tolkien, et qui tournent autour de cette question : comment les gens libres du monde traditionnel ou les rebelles du monde moderne peuvent-ils échapper à l'horreur du totalitarisme postmoderne occidental ? Le grand traditionaliste Coomaraswamy a écrit :

« ...le gouvernement traditionnel de l'Inde est bien moins centralisé et bien moins bureaucratique que n'importe quelle forme de gouvernement connue des démocraties modernes. On pourrait même dire que les castes sont la citadelle d'un gouvernement autonome bien plus réel que ce qu'on pourrait réaliser par le décompte de millions de voix prolétaires. Dans une très large mesure, les diverses castes coïncident avec les corps de métier. »

Correspondant de Guénon, Coomaraswamy est alors proche des derniers grands écrivains catholiques Chesterton ou Bernanos. Son fils chirurgien a d'ailleurs écrit un livre contre Vatican II. Et on voit que le paganisme de l'Église romaine débouche sur son acquiescement au totalitarisme mondialiste sous le pontificat de l'autre. Je recommanderai aussi la lecture du jeune historien Johann Chapoutot qui établit le lien entre management et nazisme, cette machine coloniale à organiser pour dépeupler et contrôler.

La France est à la tête du totalitarisme néo dans le monde, et Macron a succédé au prince-président dont a génialement parlé Hugo dans *Napoléon le Petit*. La France a toujours été à l'avant-garde de la tyrannie étatiste. Lisez Taine (le tome cinquième de sa France contemporaine) à ce sujet, *l'Ancien Régime* de Tocqueville, et même mon livre *Le coq hérétique*, publié en 1997, qui eut de nombreuses recensions en Angleterre...et en France.

Un qui en a bien parlé c'est Marx dans son *Dix-Huit Brumaire* :

« On se rend compte immédiatement que, dans un pays comme la France, où le pouvoir exécutif dispose d'une armée de fonctionnaires de plus d'un

demi-million de personnes et tient, par conséquent, constamment sous sa dépendance la plus absolue une quantité énorme d'intérêts et d'existences, où l'État enserme contrôle, réglemente, surveille et tient en tutelle la société civile, depuis ses manifestations d'existence les plus vastes jusqu'à ses mouvements les plus infimes, de ses modes d'existence les plus généraux jusqu'à la vie privée des individus, où ce corps parasite, grâce à la centralisation la plus extraordinaire, acquiert une omniprésence, une omniscience une plus rapide capacité de mouvement et un ressort, qui n'ont d'analogues que l'état de dépendance absolue, la difformité incohérente du corps social, on comprend donc que, dans un tel pays, l'Assemblée nationale, en perdant le droit de disposer des postes ministériels, perdait également toute influence réelle, si elle ne simplifiait pas en même temps l'administration de l'État, ne réduisait pas le plus possible l'armée des fonctionnaires et ne permettait pas, enfin, à la société civile et à l'opinion publique, de créer leurs propres organes, indépendants du pouvoir gouvernemental. »

Aujourd'hui cette armée de fonctionnaires, encore un peu pseudo-grévistes dans les années 90, se mettent goulument au service de la dictature cléricale et médicale de Macron. Le régime reste bourgeois et Marx explique pourquoi il y a cent-cinquante ans :

« Mais l'intérêt matériel de la bourgeoisie française est précisément lié de façon très intime au maintien de cette machine gouvernementale vaste et compliquée. C'est là qu'elle case sa population superflue et complète sous forme d'appointements ce qu'elle ne peut encaisser sous forme de profits, d'intérêts, de rentes et d'honoraires. D'autre part, son intérêt politique l'obligeait à aggraver de jour en jour la répression, et, par conséquent, à augmenter les moyens et le personnel du pouvoir gouvernemental, tandis qu'en même temps il lui fallait mener une guerre ininterrompue contre l'opinion publique, mutiler et paralyser jalousement les organes moteurs indépendants de la société, là où elle ne réussissait pas à les amputer complètement. C'est ainsi que la bourgeoisie française était obligée, par sa situation de classe, d'une part, d'anéantir les conditions d'existence de tout pouvoir parlementaire et, par conséquent aussi, du sien même, et, d'autre part, de donner une force irrésistible au pouvoir exécutif qui lui était hostile. »

Entre le lumpenprolétariat (la bohème de Marx, racailles d'aujourd'hui, suppôt du pouvoir rose-brun), la population superflue et l'ordre bourgeois, on conçoit que la France est mal partie pour réagir.

Marx ajoute dans le même élan :

« Napoléon acheva de perfectionner ce mécanisme d'État. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail, croissant au fur et à mesure que la division du travail, à l'intérieur de la société bourgeoise, créait de nouveaux groupes d'intérêts, et, par conséquent, un nouveau matériel pour l'administration d'État. Chaque intérêt commun fut immédiatement détaché de la société, opposé à elle à titre d'intérêt supérieur, général, enlevé à l'initiative des membres de la société, transformé en objet de l'activité gouvernementale, depuis le pont, la maison d'école et la propriété communale du plus petit hameau jusqu'aux chemins de fer, aux biens nationaux et aux universités. La république parlementaire, enfin, se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens d'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. »

J'ai déjà cité cette phrase prodigieuse, alors je la répète :

« Toutes les révolutions politiques n'ont fait que perfectionner cette machine, au lieu de la briser. Les partis qui luttèrent à tour de rôle pour le pouvoir considérèrent la conquête de cet immense édifice d'État comme la principale proie du vainqueur. »

Aujourd'hui la machine se met au service du techno-mondialisme, des GAFAM, de l'écologisme malthusien, de Davos.

La suite avec Tocqueville : lui a décrit la triomphe de l'État et de sa bourgeoisie un peu comme Guénon dans *Autorité spirituelle et pouvoir temporel*. Tocqueville décrit déjà distanciation et isolement, et fin de la patrie :

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore

une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie. »

Au-dessus de cette meute, l'État qui n'a pas attendu nos commentateurs télé pour découvrir qu'il faut maintenir les Français dans l'enfance (il faudra un jour comprendre qu'on n'était pas beaucoup plus libres avant le coronavirus) :

« Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages ; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ? »

On répète car c'est magnifique : que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

Et bien c'est fait avec le vaccin et la télé et la grande confiscation de l'année prochaine.

Tocqueville ajoute :

« Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit point, il empêche de naître; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industriels, dont le gouvernement est le berger. »

J'ai déjà parlé de l'hébétude, mot repris par Baudrillard dans sa *Guerre de Troie* et subtilement commenté par Mgr Gaume : c'est la fin de l'intelligence du baptême et l'abrutissement esclave, celui que vous et moi, rebelles impuissants, constatons autour de nous. Le rebelle découvre alors que lui aussi n'est pas libre sur le terrain...

Tocqueville explique la vraie raison de notre stupide soumission :

« Chaque individu souffre qu'on l'attache, parce qu'il voit que ce n'est pas un homme ni une classe, mais le peuple lui-même, qui tient le bout de la chaîne. Dans ce système, les citoyens sortent un moment de la dépendance pour indiquer leur maître, et y rentrent. »

Ce qui nous arrive était écrit, comme dirait un beau rebelle arabe dans Lawrence d'Arabie, tourné près de chez moi en Andalousie.

Faites attention, l'État mondialiste a toute la technologie pour s'installer, et les « bourreaux volontaires » abondent. Il a son armée de politiciens, de drones, de fonctionnaires et de journalistes hypnotiques, de victimes hébétées.

Bonne année à ceux qui veulent vivre et résister.

Nicolas Bonnal

Journaliste, écrivain, essayiste et blogueur
(voir *Les Carnets de Nicolas Bonnal*
sur le site dedefensa.org)

Sources :

Nicolas Bonnal – Le coq hérétique (Les Belles Lettres)

Tocqueville – De la Démocratie en Amérique, volume II, part 4, chap VI.

Marx – Le dix-huit Brumaire

Chapoutot – Libres d'obéir, nazisme et management

*Nicolas Bonnal – « Coomaraswamy et l'éternel péril occidental »
(dedefensa.org)*

Du même auteur



LE CRÉPUSCULE DE LA BANQUE NATIONALE SUISSE

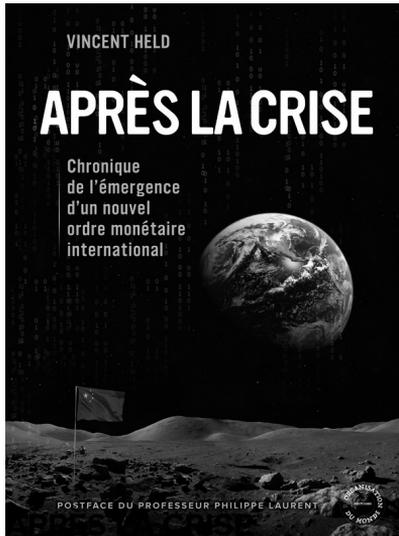
La déroute financière annoncée d'une institution en faillite morale

(Éditions Xenia, novembre 2017)

Cet ouvrage décrit la fuite en avant éperdue dans laquelle s'est engagée la Banque nationale suisse il y a de cela une décennie, dans le but affiché de mettre l'économie helvétique à l'abri des dysfonctionnements de l'euro.

Mais le cas suisse, étonnant de transparence, permet aussi de lever le voile sur les montages financiers explosifs adoptés par de nombreuses autres banques centrales occidentales suite à l'éclatement de la crise des subprimes.

L'auteur s'y penche, en particulier, sur le cas de la BCE et de son acrobatique « sauvetage de la zone euro », toujours en cours plus de dix ans après le début de la crise...



Chronique de l'émergence d'un nouveau système monétaire international

(Éditions Réorganisation du Monde, janvier 2020)

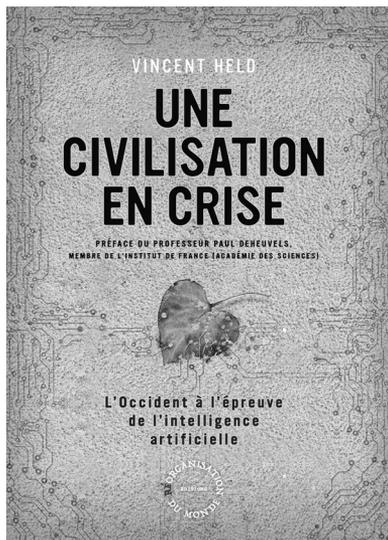
Crise de la dette, confiscations bancaires, révolution de la blockchain, suppression du cash, retour à une couverture-or des monnaies... Telles sont les pièces du puzzle que l'auteur se propose de reconstituer ici en un ensemble cohérent !

« Le propos du présent ouvrage est clairement celui d'un changement de paradigme, ou encore d'une transformation radicale de notre modèle de développement économique et sociétal.

Au-delà des inévitables contingences politiques et économiques, c'est véritablement cette fois non pas la survie... mais l'âme des peuples qui est en jeu. »

(extrait de la postface du Prof. Philippe Laurent)

Du même auteur



UNE CIVILISATION EN CRISE

L'Occident à l'épreuve de l'intelligence artificielle

(Éditions Réorganisation du Monde, janvier 2020)

La révolution de l'intelligence artificielle pourrait bouleverser non seulement nos systèmes économiques, mais jusqu'aux fondements mêmes de notre civilisation ! Déployant des analyses inédites, Vincent Held nous offre ici une synthèse des avenir envisageables pour nos sociétés dans les prochaines décennies.

Prolongeant la discussion entamée dans *Après la crise*, cet ouvrage bref et percutant révèle notamment les possibilités d'ingénierie sociale insoupçonnées de l'intelligence artificielle et du Big Data. A partir d'un faisceau d'informations soigneusement sourcées, l'auteur explique comment ces technologies doivent contribuer à imposer un « changement de culture » radical dans nos sociétés. Ceci en accord avec les orientations idéologiques impulsées par diverses institutions internationales telles que l'ONU, le Conseil de l'Europe, ou encore le Forum de Davos.

